Les services publics vus par les Français et par les usagers
http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/les-services-publics-vus-par-les-francais-et-par-les-usagers
Sofres – Février 2015 - Institut Paul Delouvrier

Les Français sont aujourd'hui 59 % à associer la notion de services publics à différents services de l'Etat. Ils n'étaient que 41 % dix ans plus tôt. Les plus cités, sont : les services des impôts et de la fiscalité, la Sécurité Sociale, la police ou encore les services de santé publique. A l'inverse, il y a dix ans, La Poste, la Sncf, Edf et les autres entreprises publiques venaient le plus spontanément à l'esprit des Français lorsqu'on leur parlait de services publics : 47 % en citaient au moins une, pour seulement 18 % aujourd'hui. Les Français considèrent que les Pouvoirs Publics devraient prioritairement porter leurs efforts sur l'emploi. Cette priorité à l'emploi (60 %) est une constante depuis dix ans. Pourtant, les différents services de l'Etat qui sont en lien avec cette thématique n'arrivent qu'en 6ème position. L'Education Nationale se maintient, et ce depuis la création du baromètre, à la deuxième place (40 %). La santé publique, toujours en 3ème place, est sûrement la plus stable avec un score toujours compris entre 30 % et 40 %. Des évolutions sont toutefois à noter sur d'autres services : l'environnement remonte la pente (+ 3) après une chute de 20 points entre 2009 et 2013, la défense nationale, de son côté, continue sa progression (+ 3 en 2013 et + 4 en 2014) et atteint aujourd'hui 11 %.

Un arbitrage impôts / prestations en faveur d'économies budgétaires
En cas de choix, près des deux tiers des Français (65 %) privilégieraient une diminution des impôts accompagnée d'une réduction des prestations plutôt qu'une augmentation des impôts pour une amélioration des prestations. Alors qu'entre 2004 et 2012, le nombre de Français aspirant à plus de services publics, quitte à payer plus d'impôts, avait augmenté, passant de 40 % à 49 %, la tendance s'est brusquement inversée en 2013 et confirmée cette année avec 33 % privilégiant cette option. Cependant, 59 % des Français considèrent qu'il serait possible de réaliser des économies importantes sans diminuer la qualité des services proposés : 78 % des usagers des services fiscaux, 76 % pour la Sécurité Sociale, 71 % pour l'environnement, 65 % pour l'emploi, 55 % pour le logement. A l'inverse, dans la police et la gendarmerie, seuls 33 % des usagers pensent que des économies sont possibles sans que cela n'altère la qualité des prestations fournies. 47 % des usagers de l'Éducation nationale expriment la même opinion. Parmi différentes pistes de réduction des dépenses publiques, l'amélioration de l'efficacité arrive en tête avec 61 % de citations, suivie par la diminution du montant de certaines aides sociales (54 %). Viennent ensuite la réduction des dépenses d'équipements et d'infrastructures (41 %) et la suppression de certains services fournis par l'Etat (37 %). Enfin, arrive en cinquième position (avec 35 % de mentions), l'utilisation plus massive d'Internet dans les services publics. La transition numérique est en effet déjà amorcée dans quatre services publics pour lesquels la mise en relation s'effectue principalement via Internet : l'environnement, la Sécurité Sociale, la fiscalité et le logement. De leur côté, les usagers des services de l'emploi privilégient à nouveau le contact physique après deux années durant lesquelles Internet était devenu le mode principal d'entrée en relation. La transition numérique est donc pour les Français à la fois un facilitateur de mise en relation avec les services publics pour les usagers et une source potentielle d'économies. Cette appréciation ne s'applique pas aux forces de sécurité.

Acteurs publics et services publics : l'écart entre satisfaction (élevée) des usagers et l'opinion (médiocre) des Français se réduit

Alors que 67 % des usagers sont satisfaits de la qualité des services publics, seuls 39 % des Français en ont une bonne opinion. Cet écart entre la satisfaction des usagers et l'opinion des Français dans leur ensemble tend à se réduire après deux années au cours desquelles il s'était creusé. En effet, alors que les services publics semblent confrontés à une exigence accrue de la part de leurs usagers, les Français portent globalement un regard moins sévère sur l'action de l'Etat. Il est vrai que leur opinion à cet égard avait atteint son niveau le plus bas en 2013. Historiquement, parmi tous les services publics testés, l'emploi enregistre le résultat le plus bas avec un niveau de bonne opinion qui n'a jamais dépassé 30 %, et qui atteint cette année un niveau jamais observé (11 %). En baisse de 5 points, il est le seul service, avec la Justice (- 2), à ne pas bénéficier du rebond dans l'opinion évoquée plus haut. A l'opposé, les forces de sécurité (police, gendarmerie) ont toujours enregistré l'opinion la plus favorable chez les Français depuis dix ans avec des résultats de bonne opinion systématiquement supérieurs à 60 % (66 % en 2014).

De son côté, la satisfaction moyenne des usagers poursuit la baisse entamée en 2011 pour atteindre son plus bas niveau depuis la création du baromètre (67 % vs. 76 % en 2011). La détérioration concerne tous les services publics, exception faite de la Justice (+ 3) et de l'Education nationale (+ 4). La santé publique (82 %), la police et la gendarmerie (78 %) ainsi que les services fiscaux (78 %) restent néanmoins ceux qui satisfont le plus leurs usagers.

Les Français en quête d'efficacité dans les services publics

Parmi les attentes chères aux Français concernant leurs relations avec les services publics, la notion d'efficacité est à nouveau largement plébiscitée. Dans ce cas, il s'agit du traitement des dossiers dans le cadre d'une relation directe et individuelle. La rapidité des démarches est en ce sens cruciale pour 56 % des répondants, et ce plus particulièrement encore dans les petites agglomérations (63 %). On retrouve ici aussi une référence à la transition numérique, qui devrait être poussée encore davantage pour 28 % des répondants (35 % en région parisienne). La prise en compte des remarques et des suggestions des usagers fait également partie des attentes pour un quart des personnes interrogées (29 % pour les 65 ans et plus). Cette notion d'écoute est aujourd'hui primordiale et ressort particulièrement à l'occasion des dix ans du baromètre. Cela se voit directement à travers l'expression des attentes mais également par la volonté d'instantanéité dans la mise en relation. La tendance de la société qui veut que l'on s'éloigne physiquement pour se rapprocher virtuellement se manifeste également dans les aspirations des Français à l'égard des services publics. Une prise en charge optimale nécessite une écoute accrue et en ce sens la transition numérique laisse augurer un regain de satisfaction pour les services publics l'ayant pleinement amorcée.

========== **Fiche technique** ==========

Étude réalisée par Internet du 8 au 16 décembre 2014, pour l'Institut Paul Delouvrier, auprès d'un échantillon national de 2 301 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de neuf services publics : Sécurité Sociale (1 413), santé publique (1 373), fiscalité et collecte des impôts (1 369), police et gendarmerie (1 044), Education Nationale (720), emploi (641), Justice (442), logement (451) et environnement (402).

==========

Observatoire des politiques publiques : Les Français et la réforme de l'Etat
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3034
Ifop – Mai 2015 - Acteurs Publics

Invités à juger de l'action du Gouvernement en matière de réforme de l'Etat, les Français interrogés par l'Ifop pour Acteurs Publics et Ernst and Young expriment à la fois leur impatience, et leur déception. En effet, 20 % seulement considèrent que l'action menée est suffisante, signe d'une appétence réelle pour une plus grande transformation de l'appareil administratif et politique français. Il n'y a guère que les sympathisants socialistes pour nuancer quelque peu leur jugement (38 % contre 20 % en moyenne), l'insuffisance de la réforme de l'Etat étant pointée dans toutes les catégories de la population. Le mécontentement des interviewés ne concerne pas uniquement le rythme de l'action gouvernementale, mais aussi ses résultats : une toute petite part de l'opinion seulement (18 %, et 42 % au parti socialiste) juge efficace la politique du Gouvernement dans ce domaine.

En attente d'une accélération dans la réforme de l'Etat, et de résultats plus tangibles, les Français parviennent toutefois difficilement à s'accorder sur des priorités clairement identifiables, preuve s'il en fallait que les espoirs concernent de nombreux domaines d'intervention de l'Etat et des collectivités. Trois axes sont néanmoins évoqués par plus d'un interviewé sur trois. Il s'agit d'abord du renforcement de la compétitivité des entreprises via une baisse des charges, une réforme du droit du travail et une simplification réglementaire (44 % de citations), et de la réalisation d'économies budgétaires (44 % également).

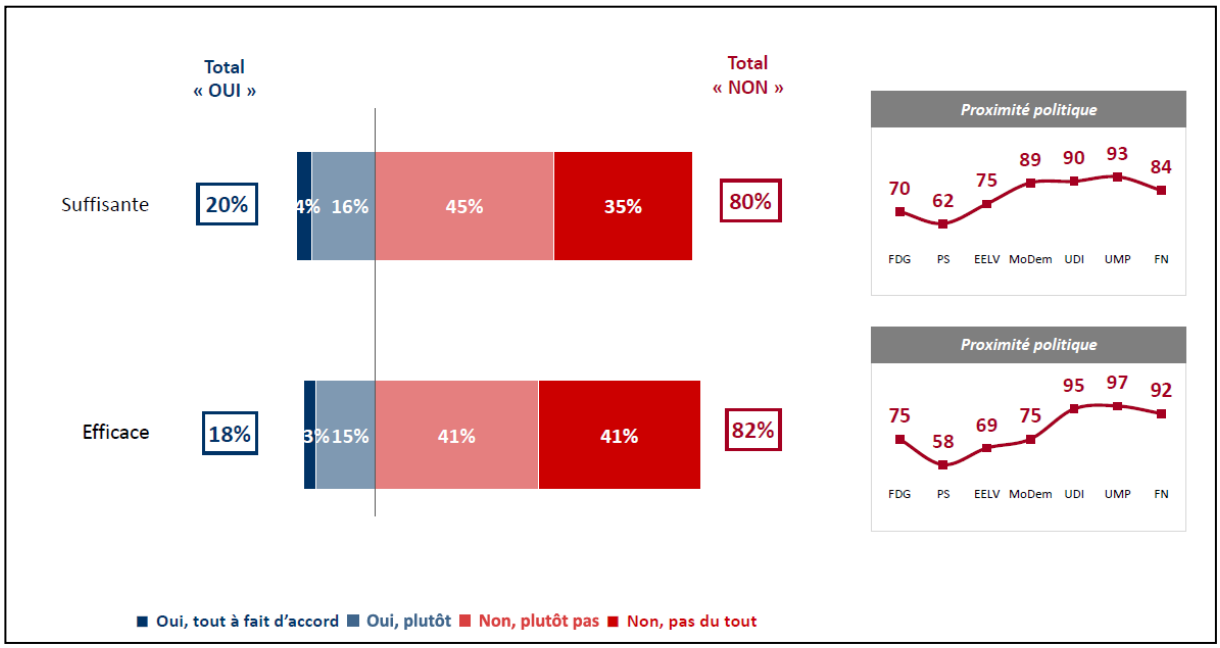
Ces deux premières orientations traduisent de toute évidence un souhait d'allègement, voire de désengagement de l'Etat, dont on peut sans difficulté considérer qu'il est motivé par la conviction que cela aiderait à la reprise économique. Notons que si l'objectif de compétitivité est moins cité par les proches de la gauche que ceux de la droite, la réalisation d'économies budgétaires l'est tout autant quelle que soit la sympathie partisane, ce qui traduit le caractère relativement consensuel de cette attente dans l'espace politique. Il en va très différemment pour la troisième des priorités identifiées, beaucoup moins compatible avec la baisse de la dépense publique, à savoir la consolidation de notre système de santé (mentionnée au global par 37 % des répondants).

Si les attentes du public s'agissant des objectifs de la réforme de l'Etat se montrent relativement diffuses, et souvent segmentées, les opinions s'avèrent nettement plus tranchées concernant la méthode. Le recours au peuple apparaît opportun à une nette majorité de personnes interrogées (57 % souhaitent en effet un référendum sur la réforme de l'Etat), loin devant d'autres leviers d'actions plus institutionnels (la consultation des collectivités locales, le pilotage par le Président de la République, plus encore une éventuelle administration interministérielle ou un portefeuille ministériel dédié sont rarement retenus).

Relevons pour terminer, pour faire écho à l'impatience de l'opinion évoquée plus haut, que 43 % des Français interrogés demandent tout simplement une plus grande volonté de réformer et une plus forte capacité à arbitrer. En somme, la fin des tergiversations.

Le jugement sur l'action du Gouvernement en matière de réforme de l'Etat

- Diriez-vous que depuis mai 2012, l'action du Gouvernement en matière de réforme de l'Etat (transformation de l'administration, amélioration du service rendu aux citoyens, simplification des procédures…) est…?



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 982 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 8 au 10 avril 2015.

==========

Observatoire des politiques publiques : les Français et l'efficacité de l'action publique
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3094
Ifop – Juillet 2015

Du point de vue du développement et de l'organisation des services publics, le match entre l'Etat et les collectivités locales est plié : c'est aux secondes que les Français sont les plus nombreux à accorder leur confiance (64 % contre 36 % pour l'Etat). Cette préférence vaut dans toutes les tranches d'âge, et quelle que soit la profession ou le niveau d'éducation. Elle est renforcée dans les zones rurales, où la confiance dans les collectivités est la plus élevée (72 %), un peu moins marquée en région parisienne (54 %). Quant à la proximité partisane des interviewés, elle n'influence guère les réponses : tout au plus note-t-on que la défiance vis-à-vis de l'Etat est un peu plus faible à gauche (44 % citent l'Etat), qu'à droite (32 %). Si l'on quitte la sphère des seuls services publics et que l'on se place du point de vue de l'action publique dans sa globalité, l'opinion apparaît moins consensuelle.

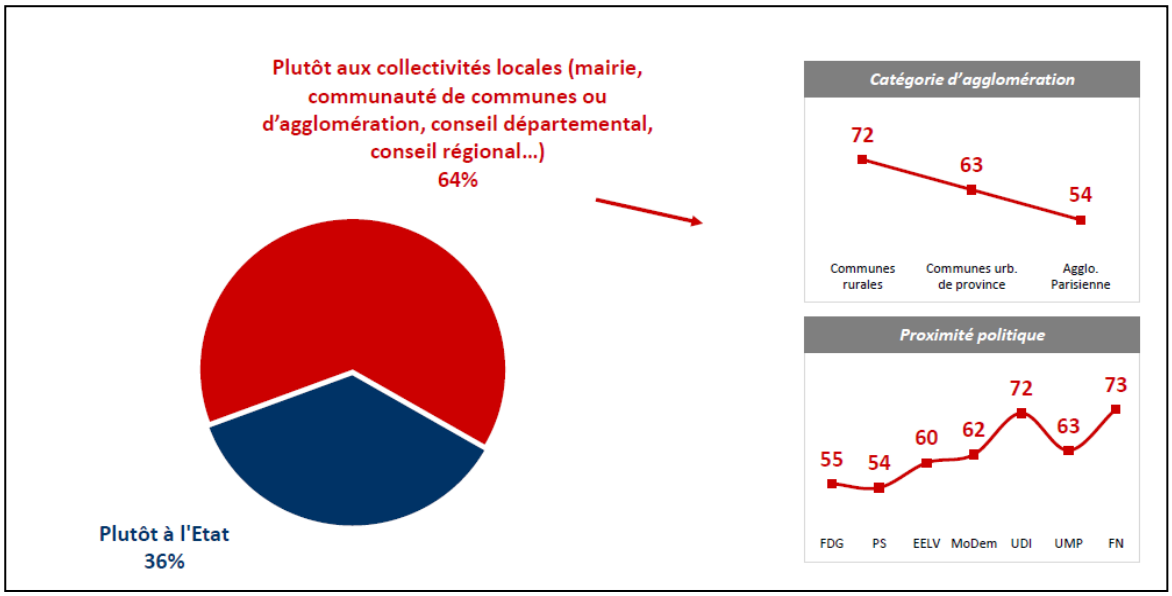
Questionnée sur le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France, elle se partage entre d'une part l'Etat central ou ses services déconcentrés (50 % des choix au total, dont 28 % pour l'Etat central, 12 % pour ses services régionaux, et 10 % pour ses services départementaux), et d'autre part les différents niveaux de collectivités locales, avec là aussi des réponses très éclatées : 16 % citent les communes (7 % les intercommunalités), 11 % les Conseils départementaux et 16 % les Conseils régionaux. Les clivages précédemment relevés fonctionnent à nouveau : ainsi, les habitants des zones rurales, tout comme les sympathisants des partis de droite, sont plus nombreux à évoquer des niveaux de décision locaux, tandis que les habitants des grandes villes, et surtout de l'agglomération parisienne, et les proches de la gauche, privilégient davantage l'Etat, central ou déconcentré. Mais il est frappant de constater que quelle que soit la catégorie sociodémographique ou politique que l'on interroge, le niveau de décision idéal est particulièrement difficile à situer, signe certainement de la difficulté qu'éprouvent les Français à s'y retrouver dans le millefeuille territorial que constituent aujourd'hui les nombreux sièges du pouvoir administratif et politique.

L'objectif d'une simplification dans cet enchevêtrement complexe de niveaux de décision apparaît d'ailleurs comme la première des mesures que les Français souhaiteraient prendre, en vue de rendre l'action publique plus efficace : 48 % des interviewés évoquent en effet la suppression des doublons de compétences entre l'Etat et les collectivités locales. La réforme des collectivités locales pointe ensuite en deuxième place : 28 % souhaitent qu'on leur accorde plus de moyens financiers, 17 % appellent de leurs vœux une fusion des niveaux de collectivités locales, et 15 % veulent qu'on réduise les normes et règlements qui leur sont applicables. Par ailleurs 11 % évoquent une meilleure formation des fonctionnaires territoriaux.

D'autres voies sont envisagées, là aussi de façon assez nettement minoritaire, comme le renforcement des pouvoirs aux Préfets et aux responsables des services territoriaux (15 %), l'amélioration de la participation citoyenne à l'action locale (17 %), ou encore le développement de guichets uniques pour les services publics (13 %). On relèvera que sur ces questions, les clivages sont moins politiques que sociologiques. Ainsi, quand les CSP+ (professions libérales et cadres supérieurs) sont plus nombreux à viser une certaine forme de rationalisation de l'action publique, qu'elle passe par la suppression de doublons ou la fusion de collectivités, les catégories populaires évoquent plus souvent l'accroissement des moyens attribués aux collectivités. Quant aux personnes âgées, elles se situent très nettement (63 %) sur la suppression des doublons entre l'Etat et les collectivités.

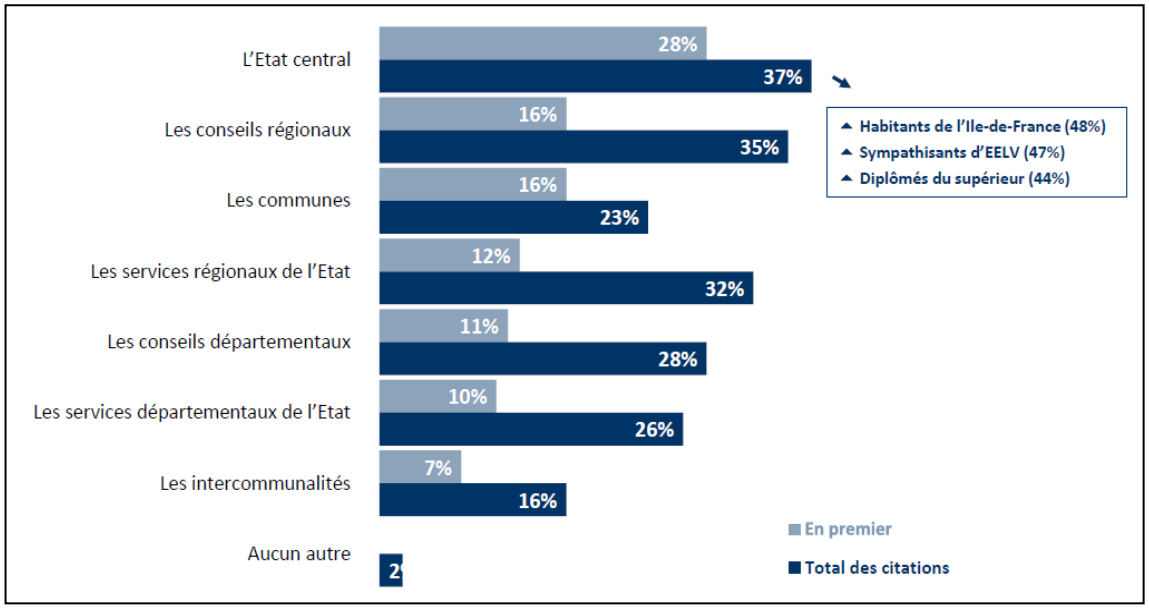
L'acteur le plus digne de confiance pour développer et organiser les services publics

- A qui faites-vous le plus confiance pour développer et organiser les services publics sur le territoire ?



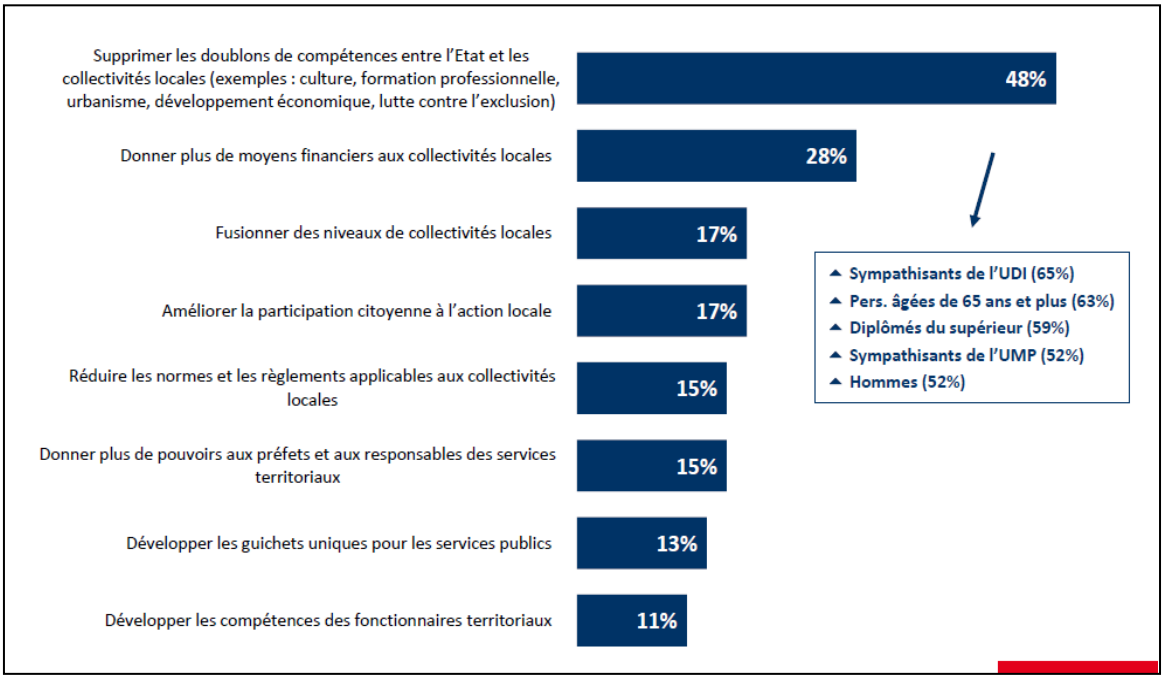
Le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France

- Selon vous, quel doit être le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France ? En premier ? En second ? *Base : ensemble des Français*



Les mesures privilégiées pour rendre l'action publique locale plus efficace

- Parmi les mesures suivantes, lesquelles faudrait-il prendre selon vous pour rendre l'action publique locale plus efficace ? *Base : ensemble des Français*



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 3 au 5 juin 2015.

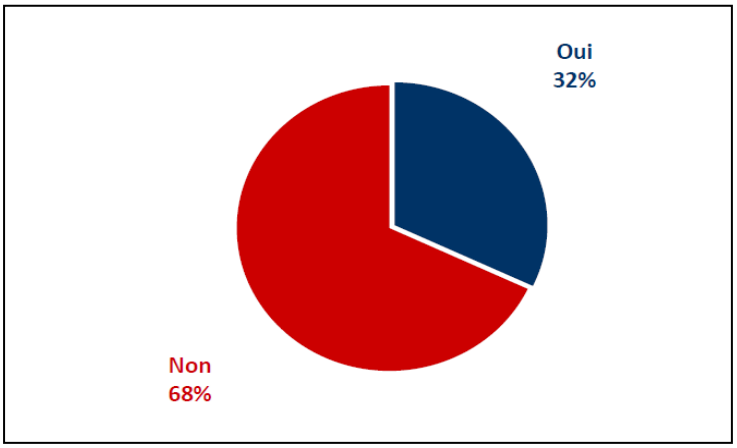
==========

Les Français et l'appréhension de la douleur avant un acte médical
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2982
Ifop – Mars 2015 - Air Liquide

Près d'un Français sur trois (32 %) garde en souvenir un acte médical passé où ils ont ressenti une anxiété préalable et/ou une douleur induite pendant l'intervention du médecin. La peur de subir un acte médical est de ce fait relativement peu répandue parmi la population française. Un tiers des personnes interrogées exprime leur crainte d'avoir mal si un médecin leur annonçait qu'il va devoir réaliser un acte médical (32 %), contre deux tiers n'éprouvant pas ce sentiment (68 %). Pour autant, plus d'un Français sur deux est demandeur d'une solution pour prendre en charge la douleur avant un acte médical. 55 % des personnes interrogées souhaiteraient en effet bénéficier d'une solution pour prendre en charge l'anxiété et/ou la douleur induite par un geste si leur médecin le leur proposait. Ce résultat s'avère particulièrement corrélé au sexe de l'interviewé, 64 % des femmes adoptant cette position (contre 46 % des hommes). La peur de subir un acte médical apparaît également comme une variable explicative. 83 % des personnes ayant très peur de subir un geste médical sont demandeuses d'une solution qui permettrait d'atténuer la douleur, contre 59 % chez celles n'en ayant pas peur.

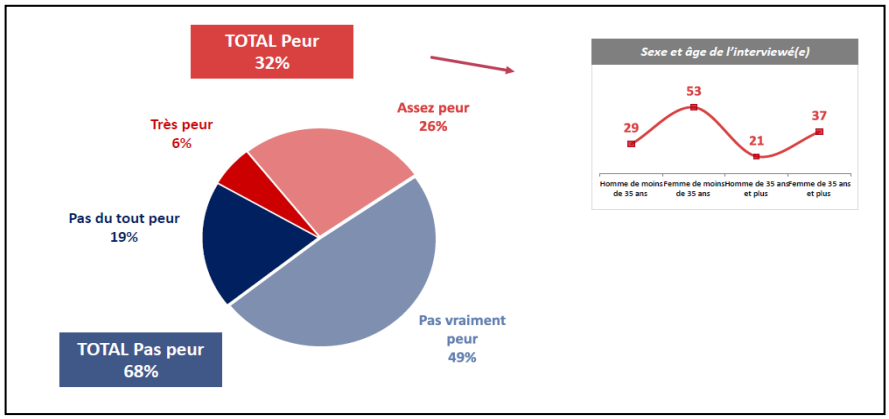
L'anxiété ou la douleur ressentie pendant un acte médical
Il est parfois nécessaire, lorsqu'on se rend chez le médecin, de devoir subir un acte ou un geste médical. Nous ne parlons pas ici d'interventions chirurgicales se déroulant sous anesthésie générale, mais des interventions que le praticien peut réaliser dans son cabinet, qu'elles soient ou non programmées.

- Gardez-vous en mémoire un acte médical passé où vous avez ressenti une anxiété préalable et/ou une douleur induite pendant l'intervention du médecin ?



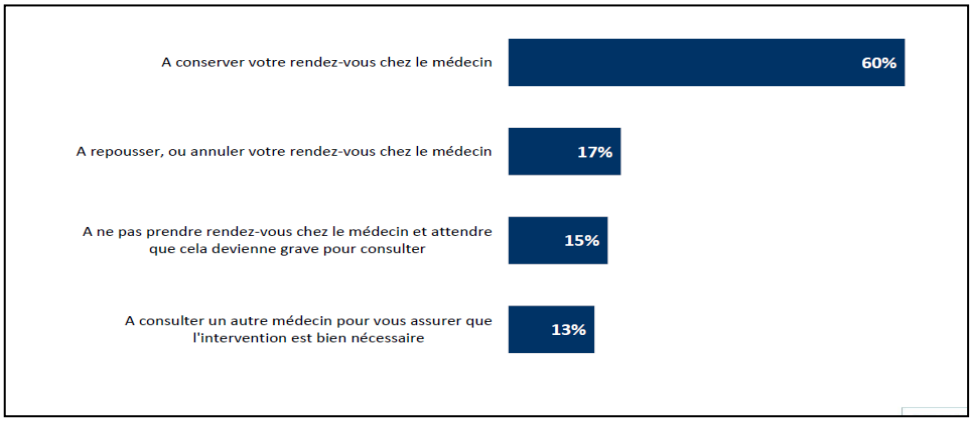
La peur après l'annonce du besoin de réaliser un acte médical

- D'une manière générale, lorsque le médecin vous annonce qu'il va devoir réaliser un acte médical, diriez-vous que vous avez très, assez, pas vraiment ou pas du tout peur d'avoir mal ?



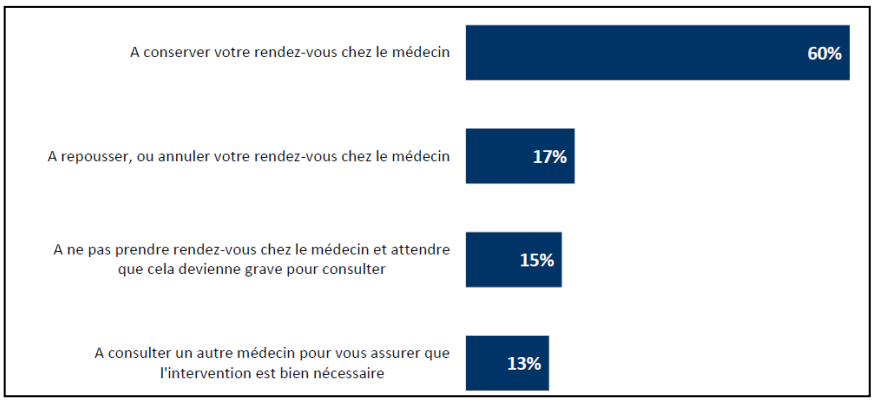
La réaction face à l'annonce du besoin de réaliser un acte médical

- Dans ces cas-là vous auriez tendance… ? – *Base : question posée uniquement aux personnes ayant peur d'avoir mal à l'annonce du besoin de réaliser un acte médical, soit 32 % de l'échantillon*



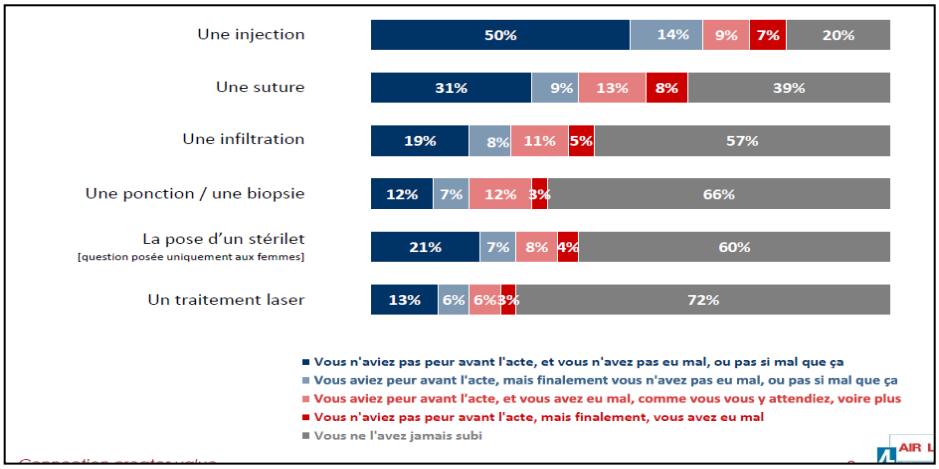
La peur provoquée par différents actes médicaux

- Dans ces cas-là vous auriez tendance… ?
  Base : question posée uniquement aux personnes ayant peur d'avoir mal à l'annonce du besoin de réaliser un acte médical, soit 32 % de l'échantillon



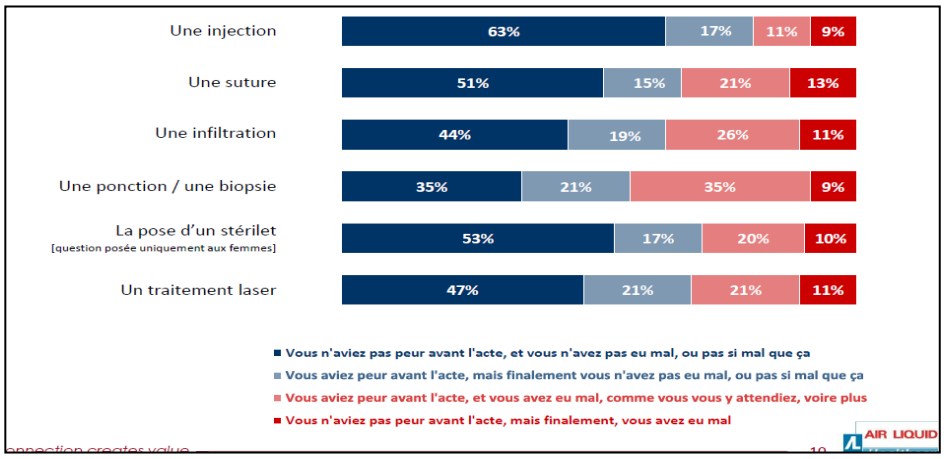
La situation correspondant le plus à différents actes médicaux (1/2)

- Pour chacun de ces actes médicaux, quelle a été votre situation ?



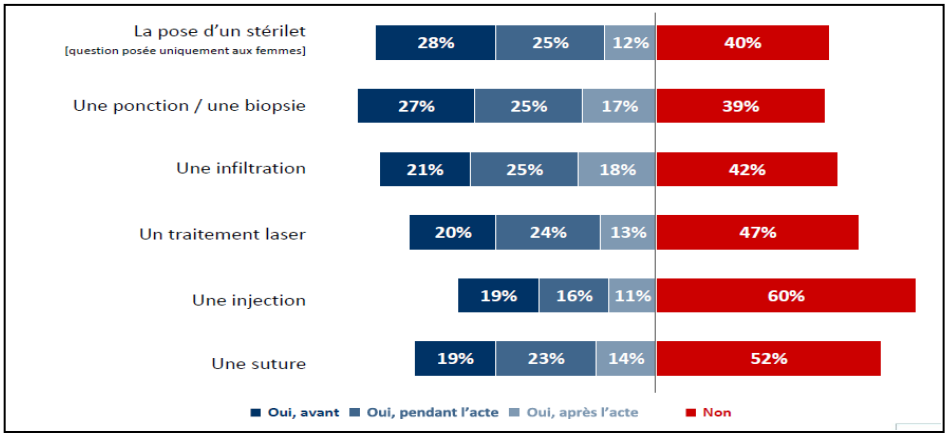
La situation correspondant le plus à différents actes médicaux (2/2)

- Pour chacun de ces actes médicaux, quelle a été votre situation ?
  Base : question posée uniquement aux personnes ayant subi l'acte médical



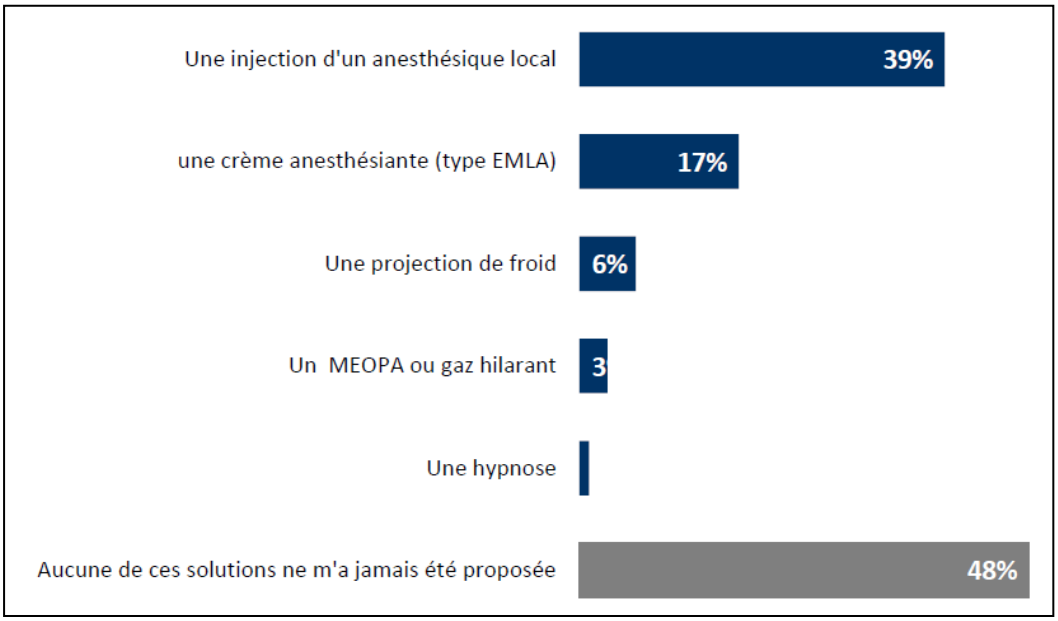
Les échanges avec son médecin avant, pendant et après différents actes médicaux

- Et pour chacun des actes médicaux que vous avez subis, avez-vous partagé votre appréhension et/ou la douleur ressentie avec votre médecin ? (plusieurs réponses possibles)
  Base : question posée uniquement aux personnes étant concernées par ces actes médicaux



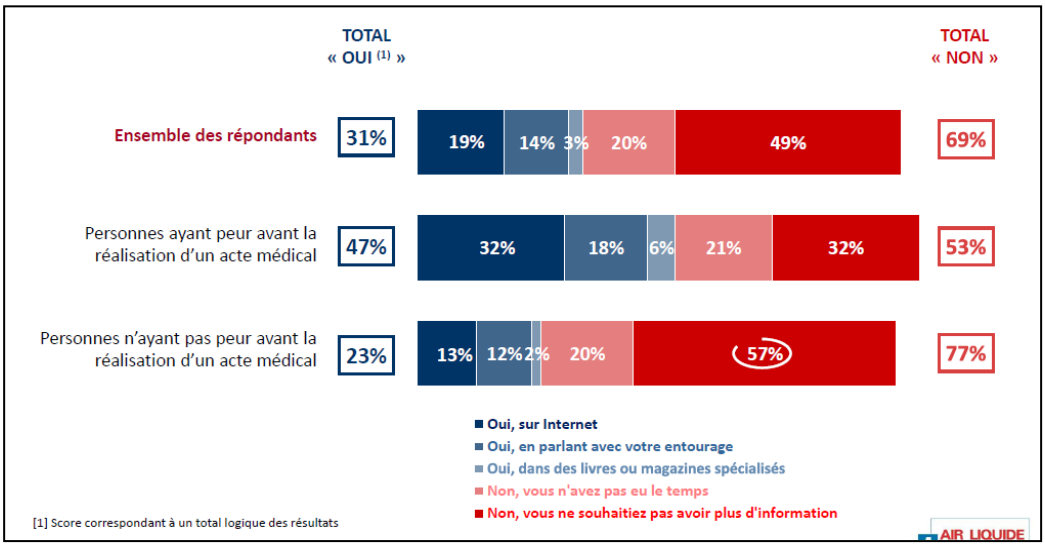
Les solutions proposées par son médecin pour prendre en charge la douleur lors d'un acte médical

- Pour les gestes médicaux que vous avez subis, quelle(s) solution(s) le médecin vous a-t-il proposé pour prendre en charge votre douleur pendant le soin ? (plusieurs réponses possibles) *Base : question posée uniquement aux personnes ayant subi au moins un acte médical, soit 90 % de l'échantillon*



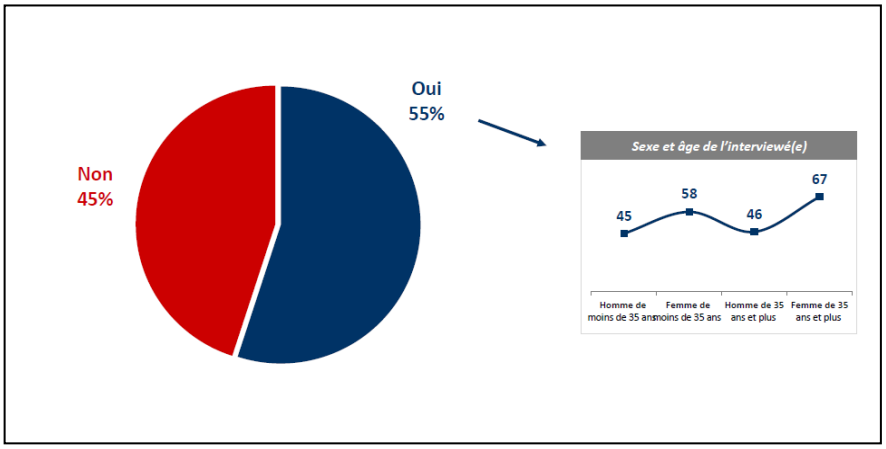
La recherche d'informations sur Internet avant un acte médical

- Avant que le médecin réalise les actes médicaux que vous deviez subir, avez-vous personnellement recherché de l'information sur la douleur associée à ces actes ? (plusieurs réponses possibles)
  Base : question posée uniquement aux personnes ayant subi au moins un acte médical, soit 90 % de l'échantillon



Le souhait de bénéficier d'une solution pour prendre en charge la douleur avant un acte médical

- Souhaiteriez-vous bénéficier d'une solution pour prendre en charge l'anxiété et/ou la douleur induite par un geste, si le médecin vous la proposez ?



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne Cawi (computer assisted web interview) (étudiants). Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées (Recruteurs) du 15 au 19 janvier 2015.

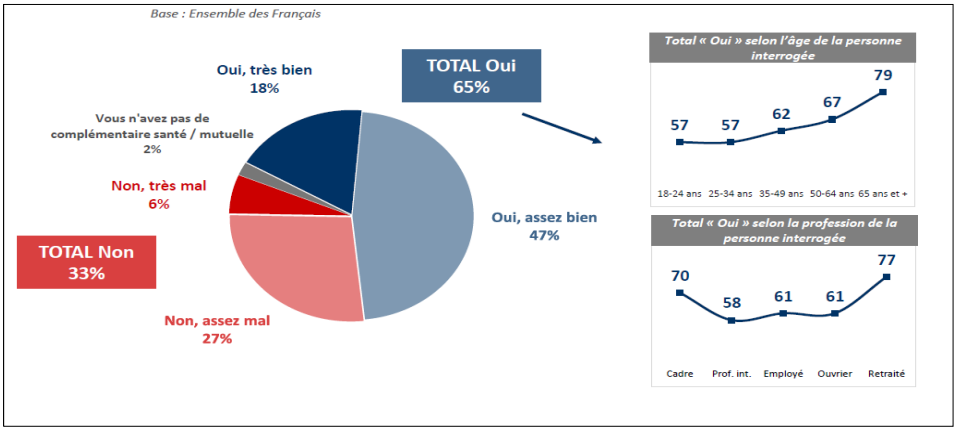
==========

Les Français et les complémentaires santé
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3012
Ifop – Avril 2015 - Oxygen

Un Français sur trois a une mauvaise compréhension de son contrat de complémentaire santé ou mutuelle
Un Français sur trois (33 %) affirme mal comprendre les niveaux et conditions de remboursements proposés par sa complémentaire santé ou mutuelle, dont 6 % « très mal ». A l'opposé, deux Français sur trois (65 %) estiment avoir une bonne compréhension de ces informations figurant dans leur contrat de mutuelle. Parmi eux, 18 % déclarent « très bien » les comprendre.

Un niveau de compréhension très hétérogène au sein des différentes strates de la population
La compréhension des informations figurant dans son contrat de complémentaire santé ou mutuelle apparaît fortement corrélée au profil des répondants. Ainsi, 77 % des retraités rapportent très majoritairement une bonne compréhension de ces données, contre 62 % des actifs. Bon nombre de retraités, ne souhaitant ou ne pouvant conserver la mutuelle de leur ancienne entreprise, sont amenés à souscrire un contrat de complémentaire santé à titre individuel : de ce fait, ils ont logiquement une connaissance précise des garanties incluses dans le contrat qu'ils ont eux-mêmes choisi. A l'opposé, le fait que la plupart des actifs (et bientôt la totalité d'entre eux, l'accord ANI entrant en vigueur au 1er janvier 2016) soit couvert par un contrat collectif souscrit par leur employeur peut expliquer leur moins bonne compréhension des garanties et remboursements offerts par leur complémentaire santé. Notons également que c'est parmi les plus jeunes que le niveau d'information apparaît le plus limité : 40 % des moins de 35 ans, pour la plupart étudiants ou jeunes actifs, déclarent avoir des difficultés à comprendre leur contrat de complémentaire santé ou mutuelle.

La compréhension de son contrat de complémentaire santé ou de mutuelle
Comprenez-vous l'ensemble des niveaux et conditions de remboursements proposés par votre complémentaire santé/mutuelle ?



========== **Fiche technique** ==========

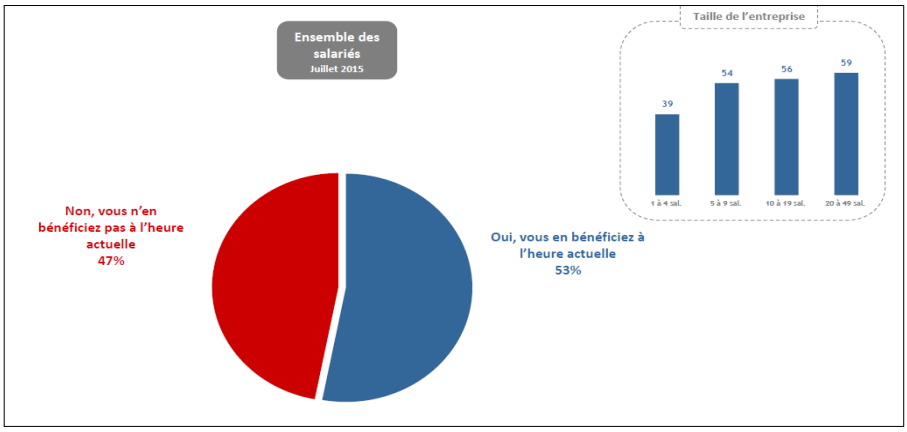
Echantillon de 1 339 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 18 au 20 mars 2015.

==========

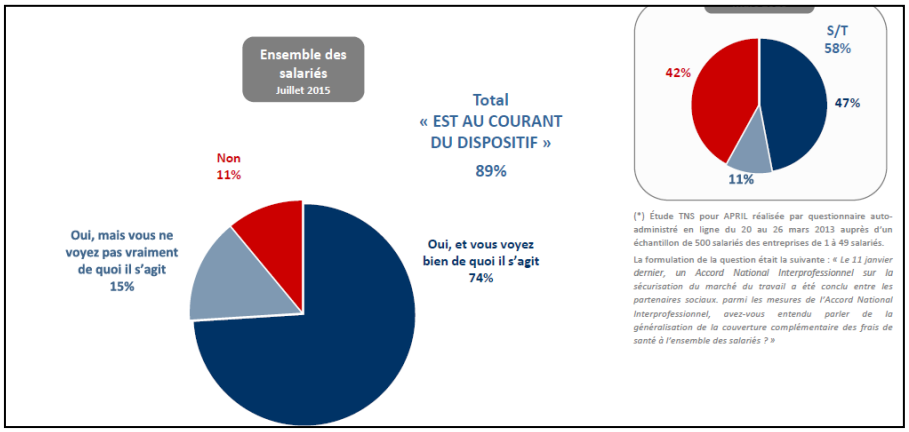
Les salariés du secteur privé face à la généralisation de la complémentaire santé collective
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3117
Ifop – Septembre 2015 - Swiss Life

A un peu plus de trois mois de la généralisation de la complémentaire santé collective à tous les salariés du secteur privé (prévue au 1er janvier 2016), Swiss Life a souhaité faire le point sur le niveau d'information des salariés sur le sujet, leur perception des effets du nouveau dispositif par rapport à leur niveau de couverture santé actuel, ainsi que leur intérêt pour une éventuelle sur-complémentaire. Acteur de référence en assurance santé, Swiss Life a donc mandaté l'Ifop pour réaliser un sondage auprès d'un échantillon national représentatif de 2 013 salariés en activité dans des entreprises du secteur marchand de 1 à 49 salariés. Particulièrement riches d'enseignements, les résultats de cette enquête mettent notamment en lumière leur fort déficit d'information sur un nouveau dispositif de couverture santé qui va pourtant concerner près d'un employé sur deux dans les entreprises de moins de 50 salariés.

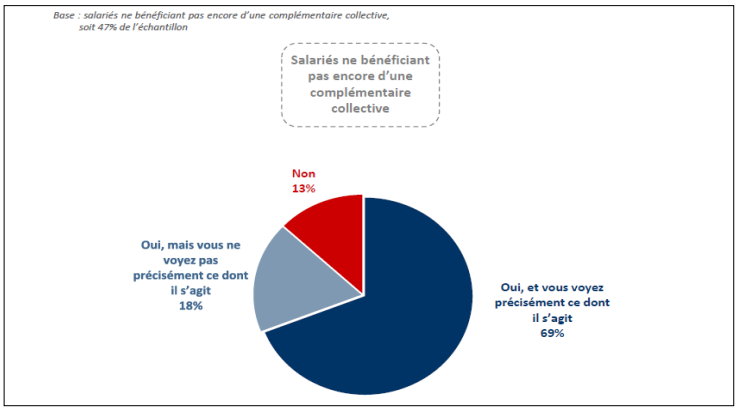
Le bénéfice d'une couverture complémentaire collective dans son entreprise
Dans votre entreprise, bénéficiez-vous à l'heure actuelle d'une couverture complémentaire santé collective, c'est-à-dire via le contrat souscrit par votre employeur pour les salariés de votre entreprise ?



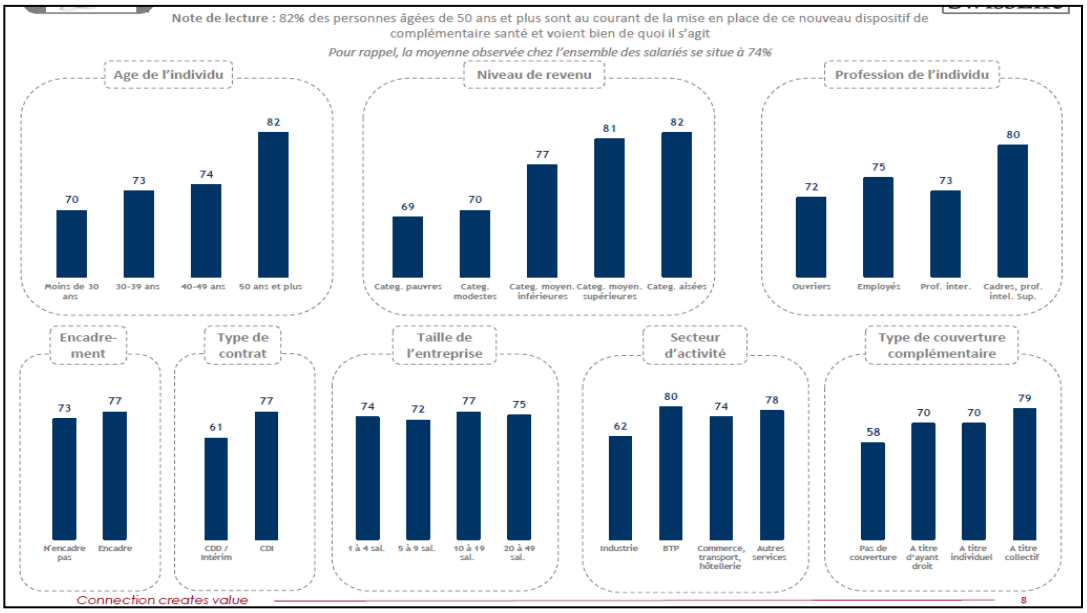
Le niveau d'information sur la généralisation de la couverture complémentaire collective
A compter du 1er janvier 2016, une loi va obliger toutes les entreprises du secteur privé à assurer à leurs salariés une couverture collective de leurs frais de santé, sachant que le montant de cette complémentaire santé sera prise en charge pour moitié au moins par l'employeur, pour moitié par le salarié.



Personnellement, étiez-vous au courant de la mise en place de ce nouveau dispositif de complémentaire santé ?

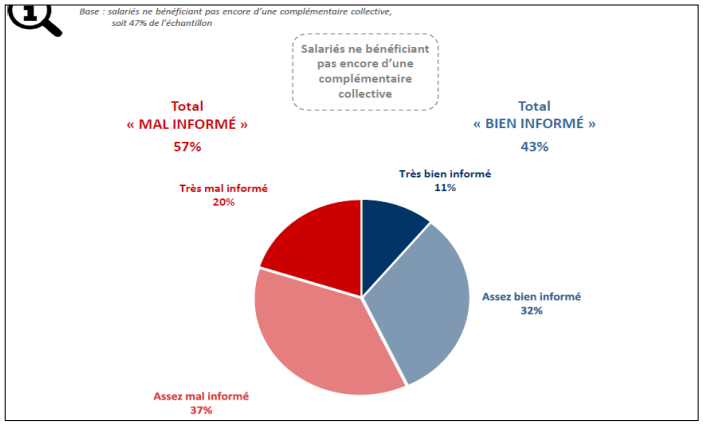


Zoom sur le profil des salariés qui sont au courant de la mise en place de ce nouveau dispositif et qui voient bien de quoi il s'agit

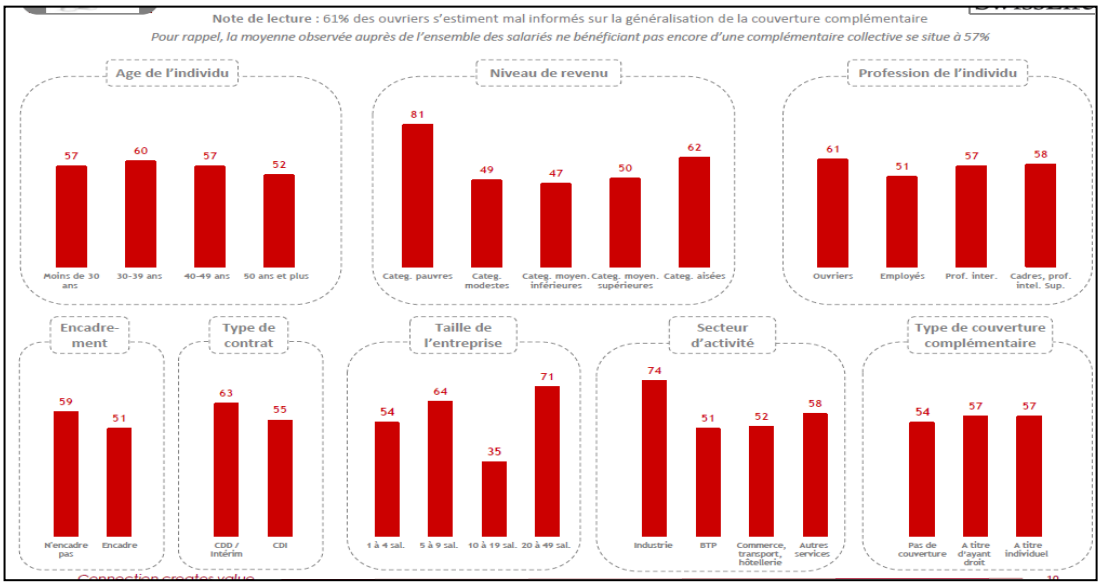


Le sentiment d'information sur la généralisation de la couverture complémentaire

De manière générale, vous sentez-vous très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé sur la mise en place de ce dispositif dans votre entreprise ?

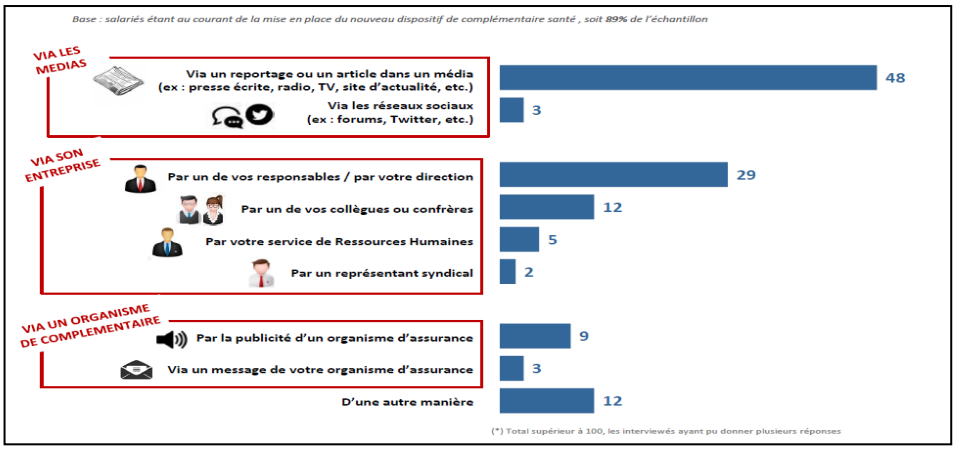


Zoom sur le profil des salariés « mal informés » sur la généralisation de la couverture complémentaire



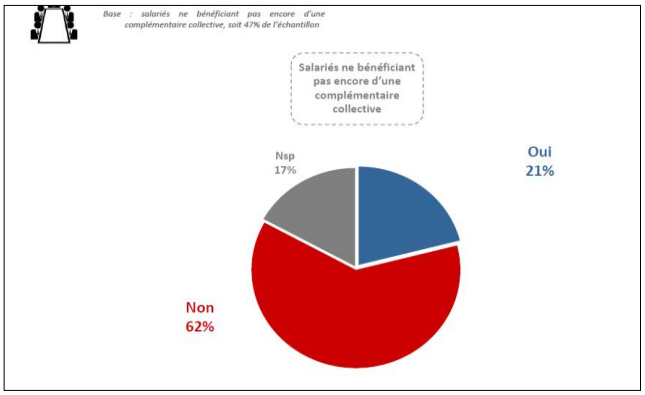
Les sources d'information sur la mise en place du nouveau dispositif de complémentaire santé

Par quels moyens avez-vous été informé de la mise en place de ce dispositif de complémentaire santé ?

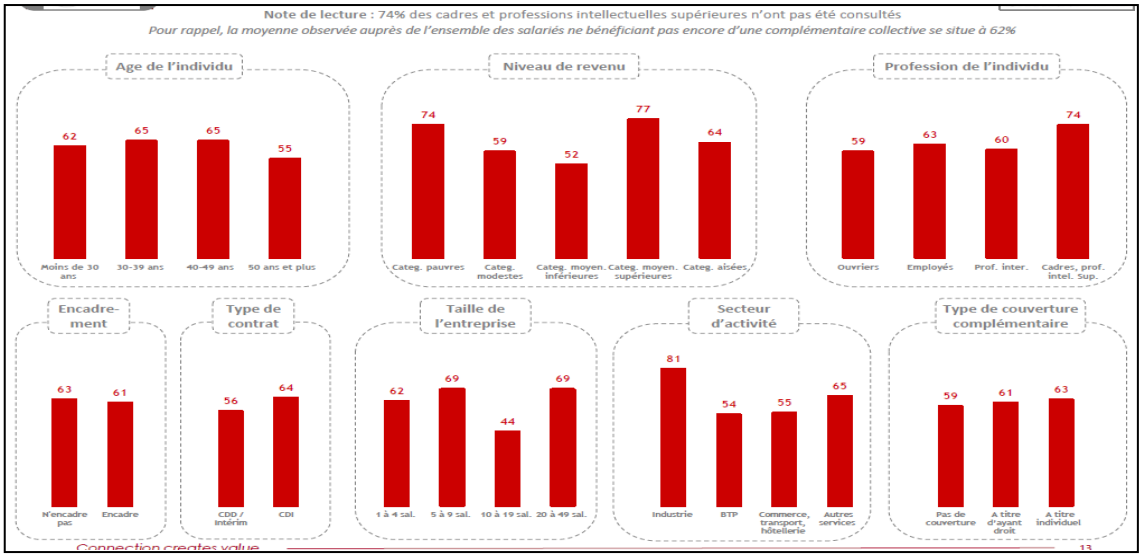


La consultation des salariés de son entreprise sur le sujet

A ce jour, les salariés de votre entreprise ont-ils été consultés sur les conditions de la mise en place de ce dispositif ?

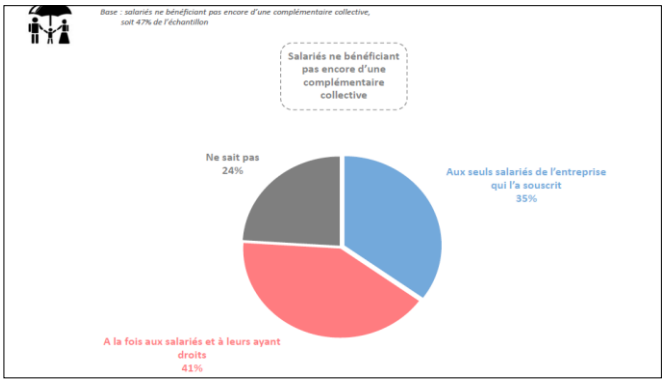


Zoom sur le profil des salariés qui « n'ont pas été consultés » sur les conditions de la mise en place de ce dispositif



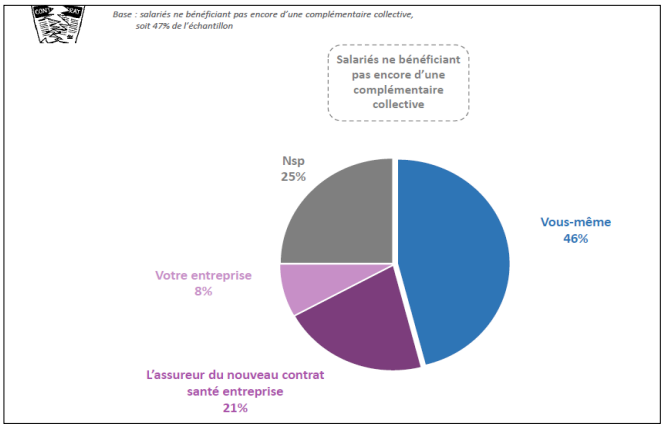
La connaissance des personnes couvertes par la nouvelle couverture complémentaire santé collective

D'après vous, ce nouveau contrat de complémentaire santé ne s'applique qu'au salarié de l'entreprise qui l'a souscrit ou à la fois aux salariés et à leurs ayant droits (comme leurs enfants ou leur conjoint par exemple) ?

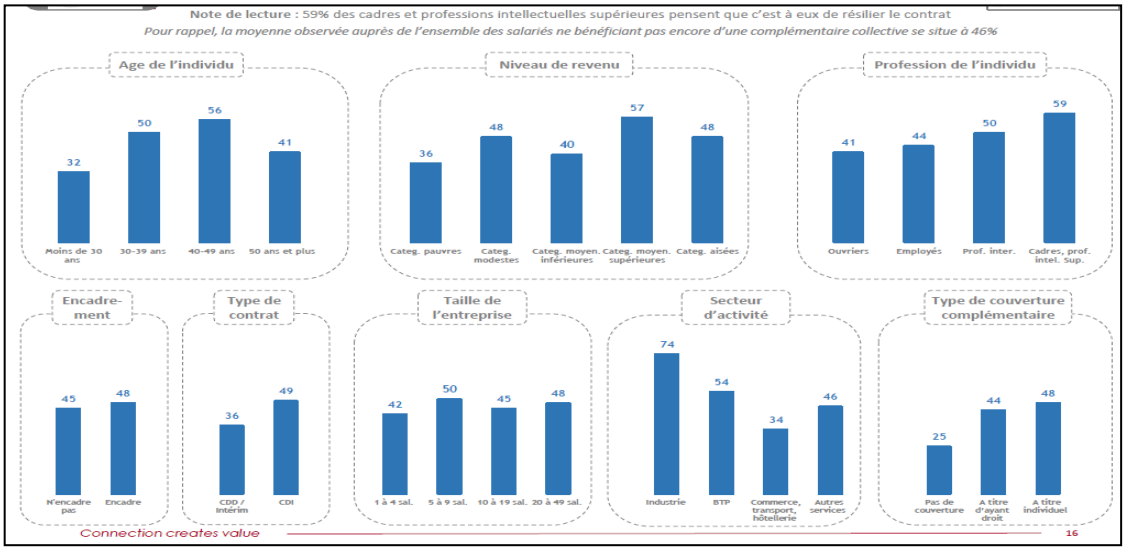


La connaissance de l'acteur chargé de résilier le contrat de complémentaire santé actuelle

Dans le cadre de la mise en place cette complémentaire santé collective, qui d'après vous va devoir résilier votre contrat santé actuel ?

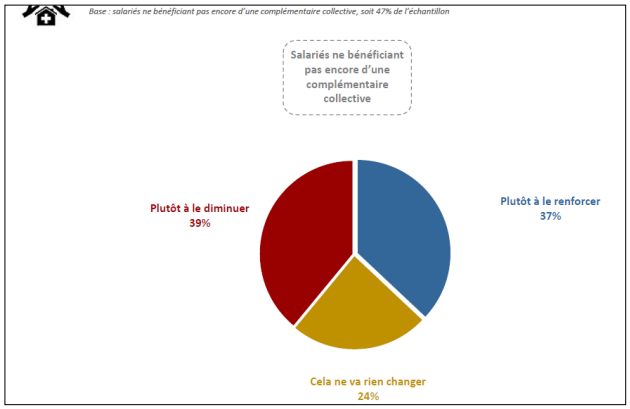


Zoom sur le profil des salariés qui pensent que c'est à eux de résilier le contrat

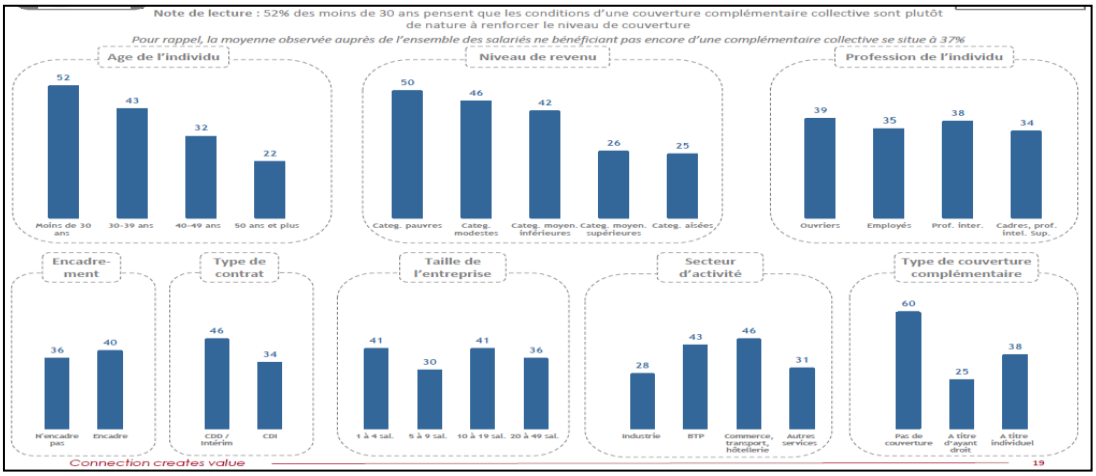


La perception et l'appréhension de la généralisation des complémentaires collectives

De manière générale, les conditions d'une couverture complémentaire collective vont être plutôt de nature à renforcer ou à diminuer le niveau decouverture offert par une complémentaire santé individuelle ?

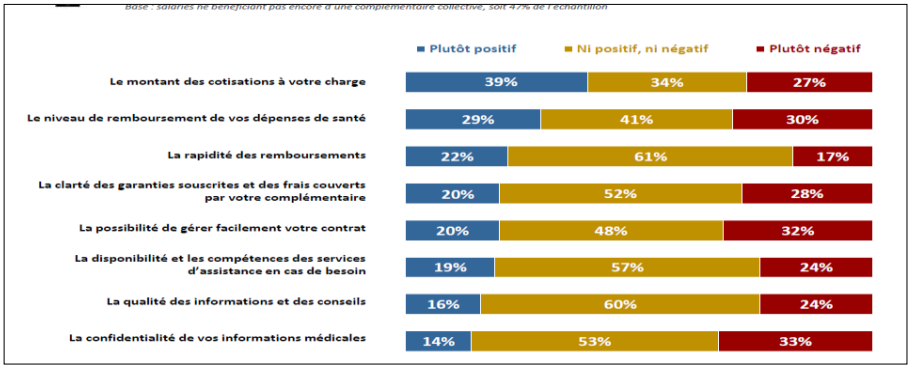


Zoom sur le profil des salariés pensant que les conditions d'une couverture complémentaire collective sont plutôt de nature à « renforcer » le niveau de couverture



La comparaison détaillée entre le niveau de couverture minimum assuré par le dispositif et sa complémentaire actuelle

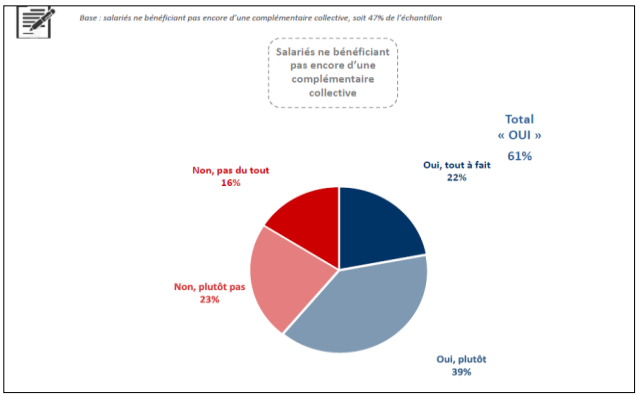
Et par rapport au niveau de couverture offert par votre complémentaire santé individuelle actuelle, pensez-vous que le passage à une couverture complémentaire collective aura un impact plutôt négatif ou plutôt positif sur… ?



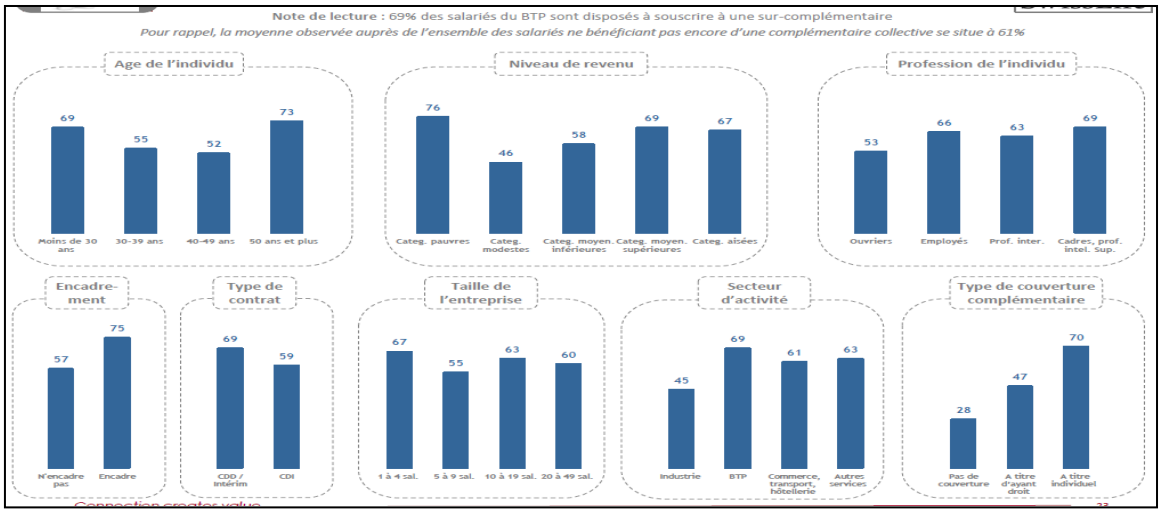
L'intérêt pour les prestations offertes par les sur-complémentaires

La disposition à souscrire à une sur-complémentaire

Si le niveau de couverture de cette complémentaire santé obligatoire vous semblait insuffisant, seriez-vous prêt(e) à payer une assurance santé supplémentaire allant au-delà de celle souscrite par votre employeur ?

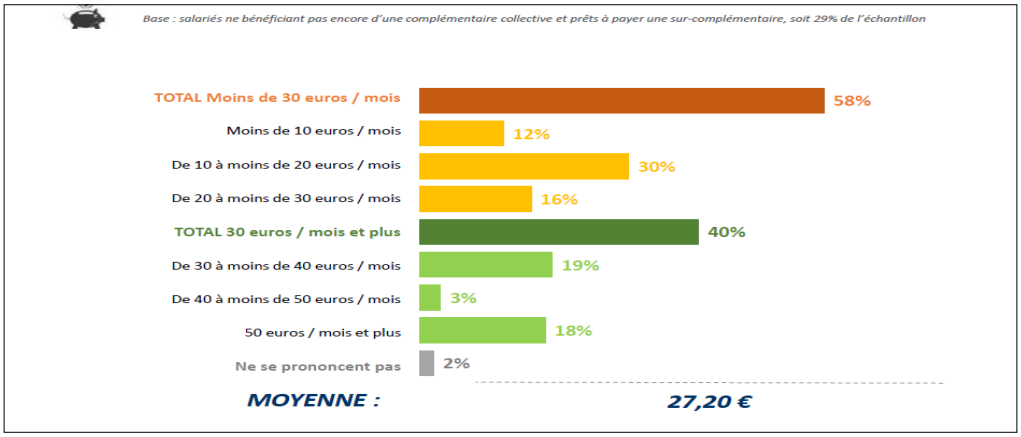


Zoom sur le profil des salariés disposés à souscrire à une sur-complémentaire

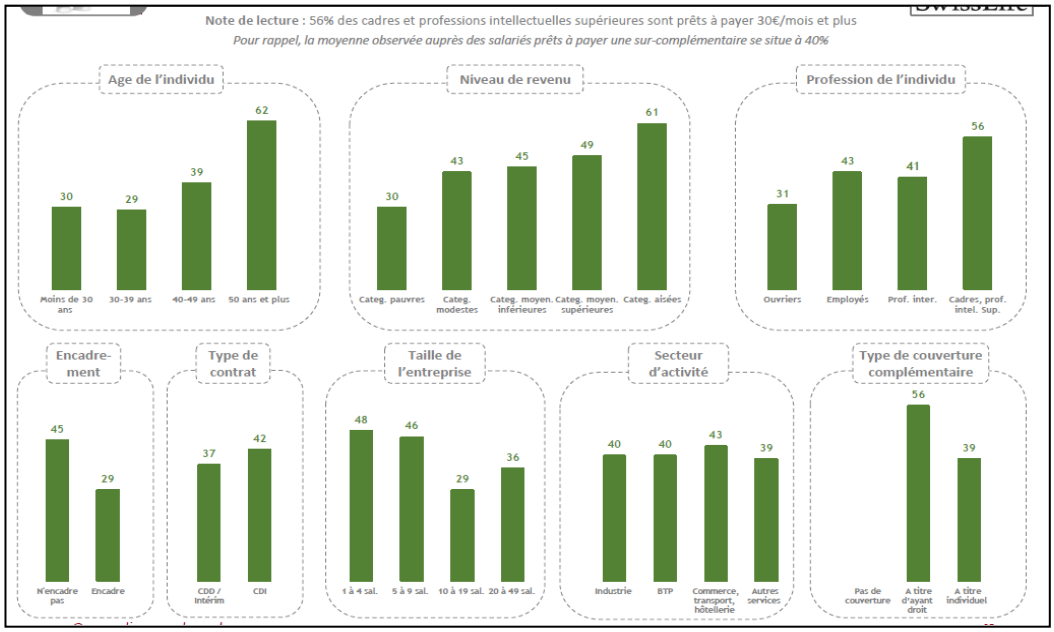


Le montant à payer pour bénéficier d'une sur-complémentaire

Pour un niveau de garanties minimum, le coût de cette couverture complémentaire collective devrait s'élever à 30 euros par mois, dont 15 euros à la charge du salarié et 15 euros à la charge de son employeur. Dans l'hypothèse de l'application de ce panier minimum dans votre entreprise, combien seriez-vous prêt à payer, en plus de votre contribution à votre couverture collective, pour bénéficier d'une couverture supplémentaire ?



Zoom sur le profil des salariés prêts à payer « 30 euros/mois et plus » pour bénéficier d'une sur-complémentaire



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 2 013 salariés, représentatif de la population employée dans des entreprises de 1 à 49 salariés relevant du secteur marchand (hors agriculture administration publique, santé et enseignement). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession, taille salariale et secteur d'activité) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les variables de quotas ont été établies selon les données de la dernière Enquête Emploi de l'Insee Les interviews ont eu lieu par Internet du 1er au 6 juillet 2015.

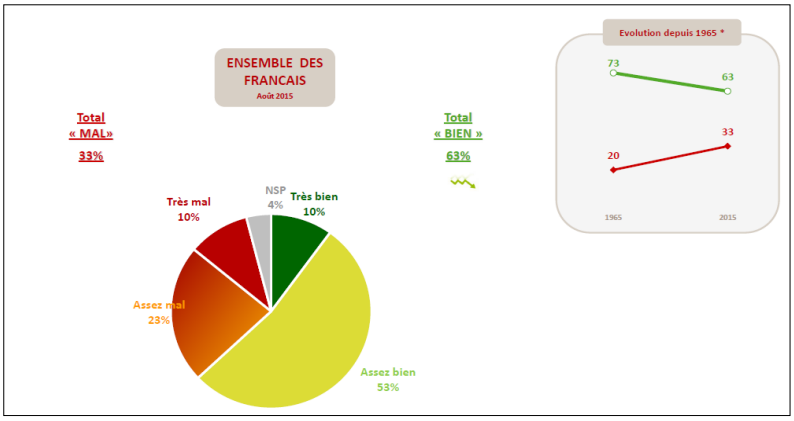
==========

Les Français et les 70 ans de la Sécurité Sociale
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3142
Ifop – Septembre 2015 - Femme actuelle

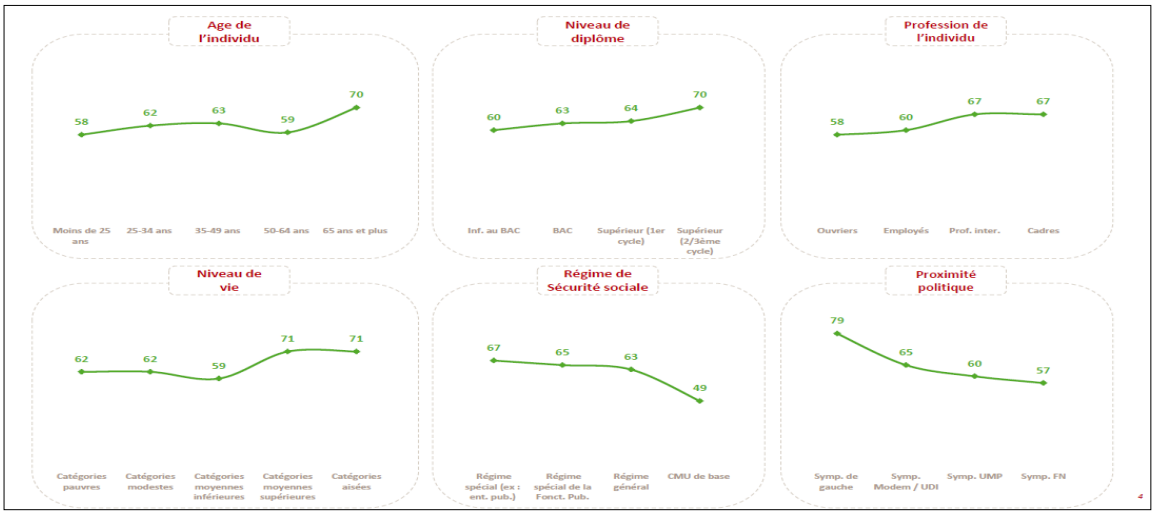
A l'occasion des manifestations organisées autour du 70e anniversaire du régime général de la Sécurité Sociale – instauré par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 –, Femme actuelle a souhaité faire le point sur l'état de l'opinion à l'égard d'une institution volontiers critiquée pour son coût, sa mauvaise gestion ou la lourdeur de son organisation. Car si les Français expriment enquête après enquête leur profond attachement à une institution désormais au cœur du pacte républicain, le magazine a souhaité savoir quel jugement ils portaient sur le fonctionnement d'une vielle dame qui fête aujourd'hui ses 70 ans. Sont-ils satisfaits des services fournis aux assurés sociaux, de son organisation administrative et de sa gestion financière ? Ont-ils le sentiment que la protection de la santé en France s'est améliorée ou dégradée ces dernières années ? A l'aune de pressions budgétaires actuelles, le remboursement de certaines prestations assurées par la Sécurité Sociale leurs paraissent-elles vraiment nécessaires ?

Le jugement sur le fonctionnement global de la Sécurité Sociale

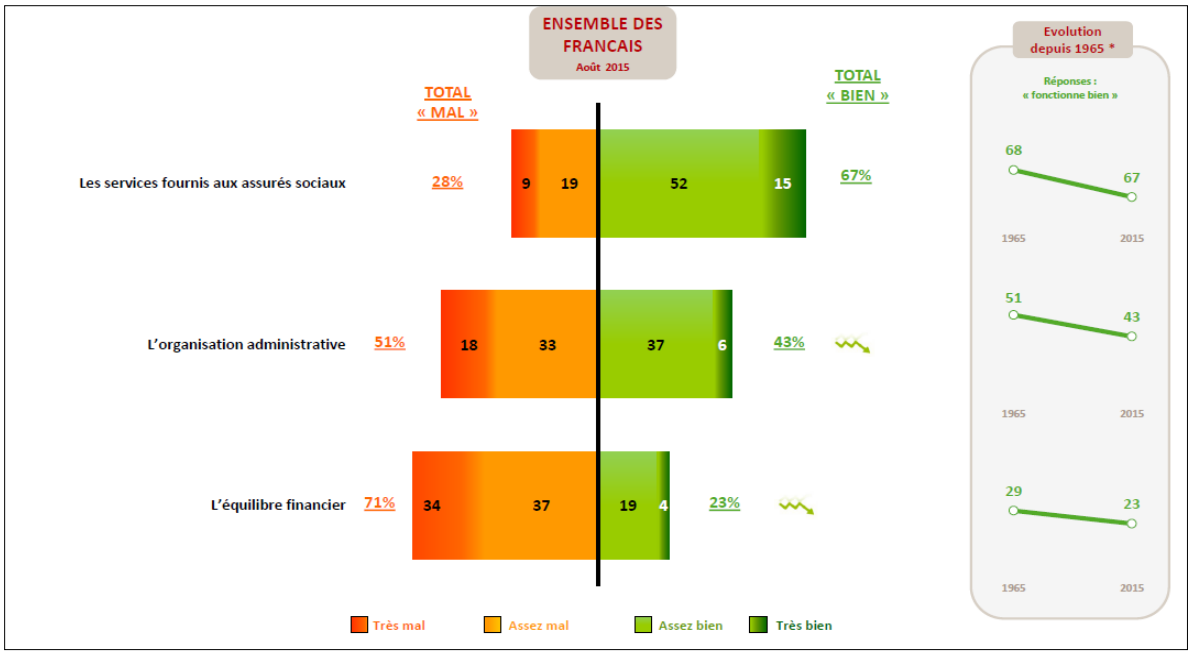
- La Sécurité Sociale existe depuis 70 ans. Dans l'ensemble, considérez-vous que la Sécurité Sociale fonctionne... ?



Le profil des Français estimant que la Sécurité Sociale fonctionne globalement « bien »
Note de lecture : 70 % des personnes âgées de 65 ans et plus estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien. *Rappel, en moyenne, 63 % des Français estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien*



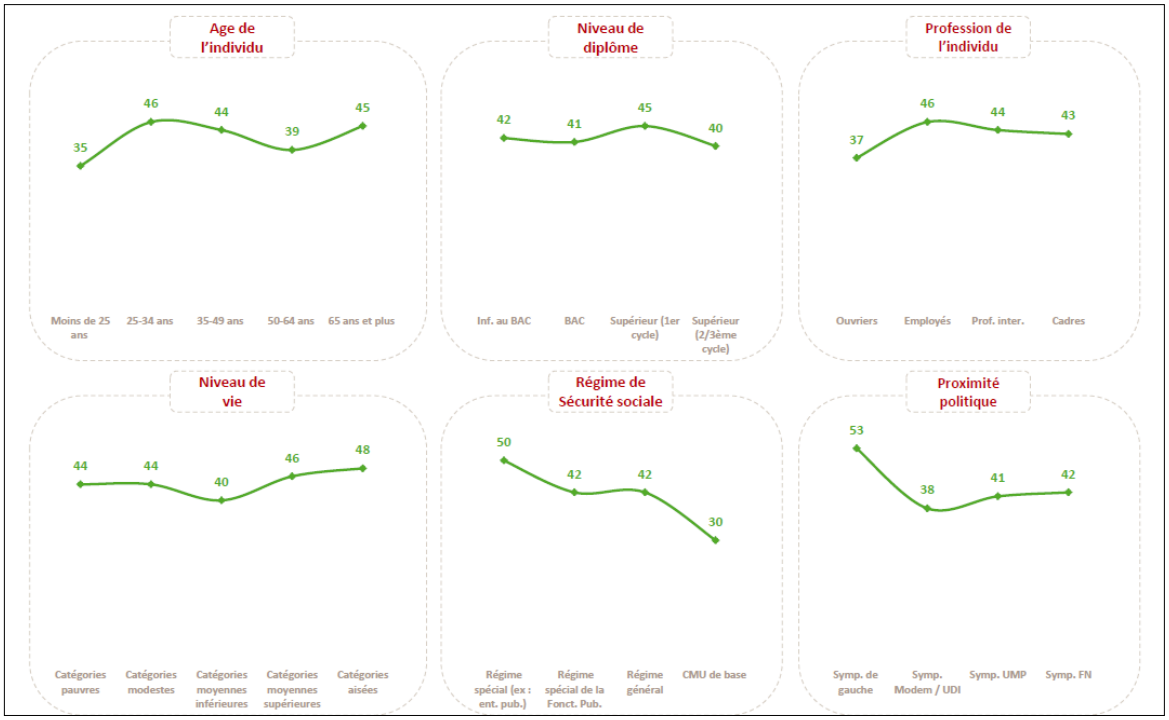
- Et plus précisément, considérez-vous que la Sécurité Sociale fonctionne très bien, assez bien, assez mal, ou très mal en ce qui concerne... ?



Le profil des Français estimant que la Sécurité Sociale fonctionne « bien » en ce qui concerne l'organisation administrative

Note de lecture : 53 % des sympathisants de gauche estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien sur ce point.

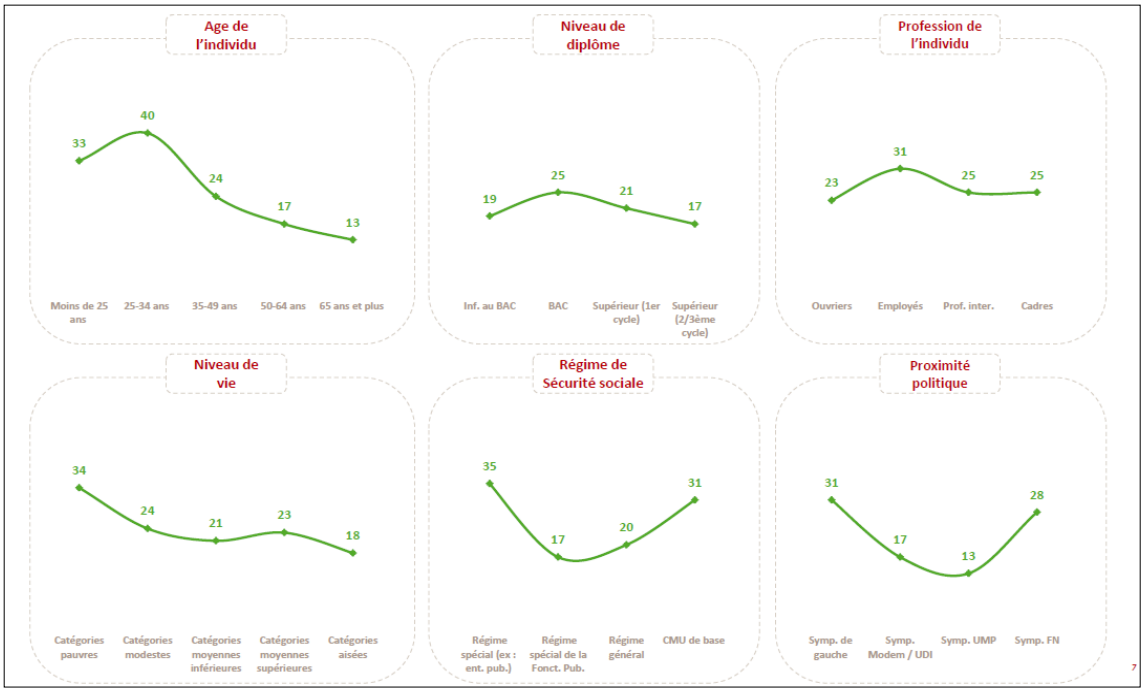
Pour rappel, en moyenne, 43 % des Français estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien sur ce point



Le profil des Français estimant que la Sécurité Sociale fonctionne « bien » en ce qui concerne l'équilibre financier

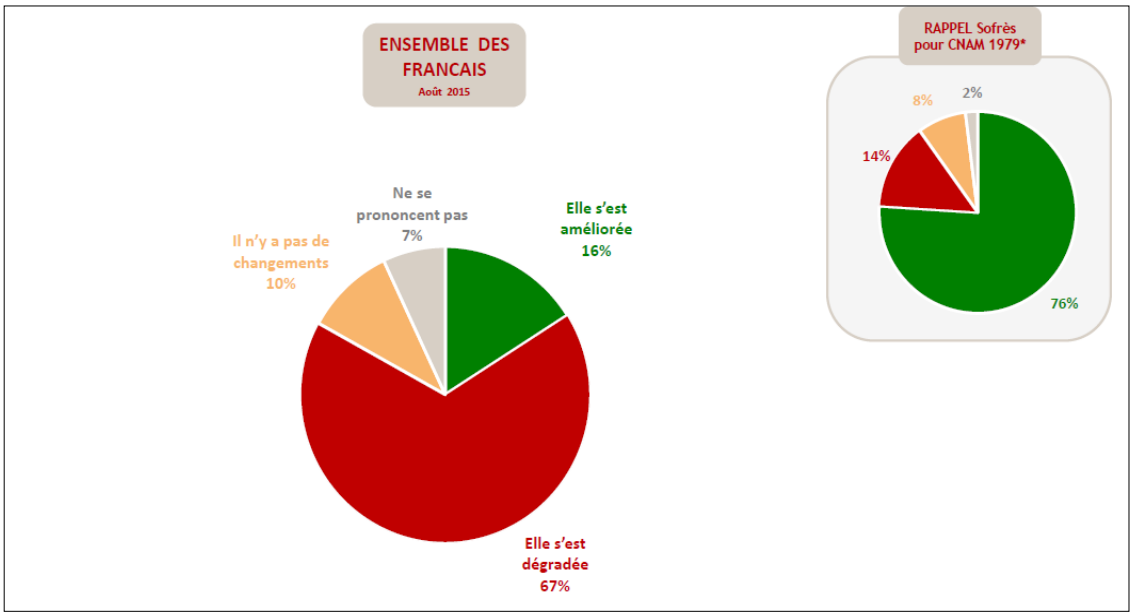
Note de lecture : 13 % des personnes âgées de 65 ans et plus estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien sur ce point

Pour rappel, en moyenne, 23 % des Français estiment que la Sécurité Sociale fonctionne bien sur ce point

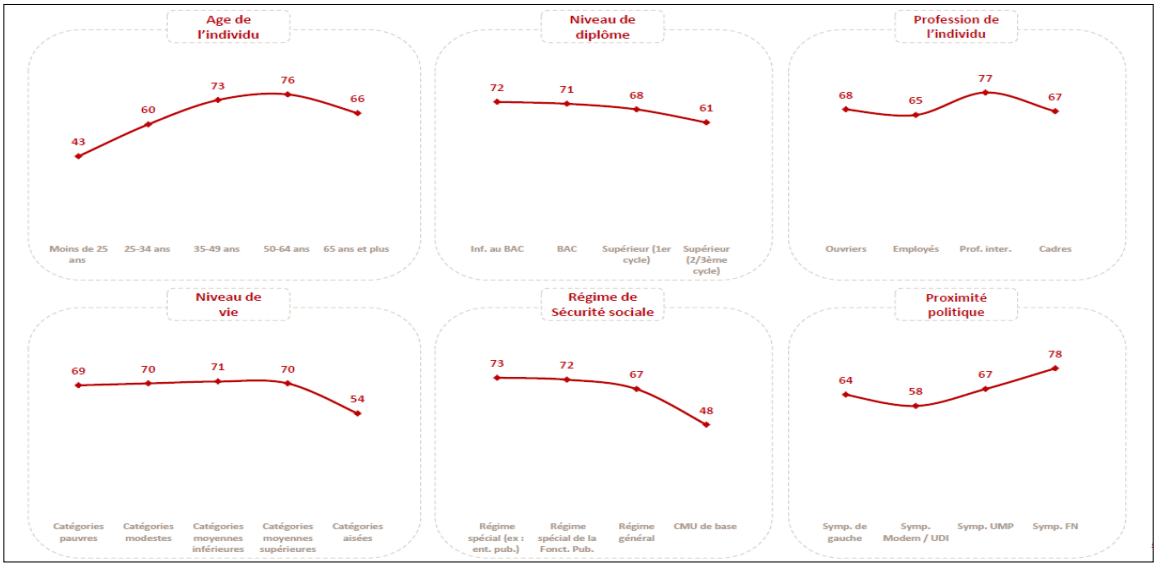


Le jugement sur l'évolution de la protection sociale

- Par rapport à ce qui se passait il y a une quinzaine d'années, diriez-vous que la protection de la santé en France s'est améliorée ou dégradée ?

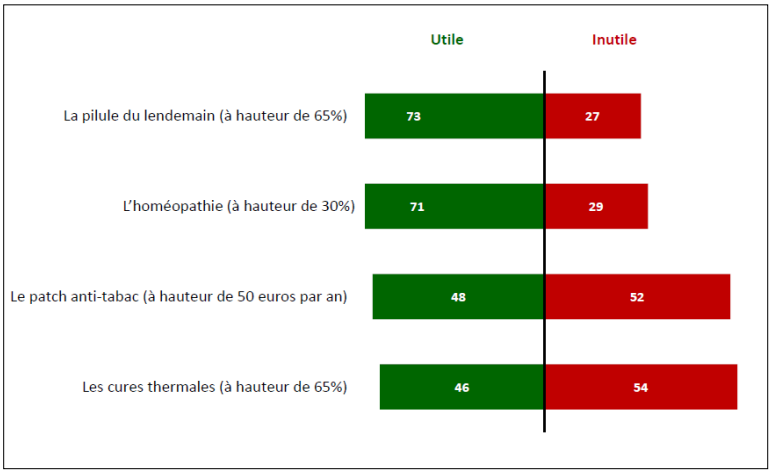


Le profil des Français estimant que la protection sociale « s'est dégradée »
Note de lecture : 78 % des sympathisants du FN estiment que la protection sociale s'est dégradée



La perception de l'utilité de différentes prestations de la Sécurité Sociale

- Actuellement, le remboursement de chacune des prestations sociales suivantes par la Sécurité Sociale vous paraît-il utile ou inutile ?



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 1 054 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 17 au 19 août 2015.

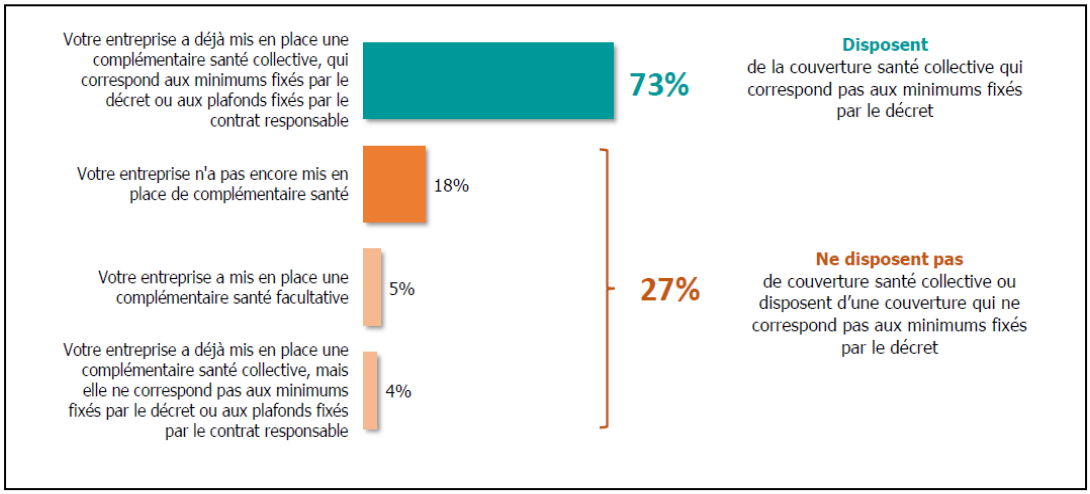
==========

La généralisation de la couverture santé collective vue par les dirigeants
http://www.opinion-way.com/pdf/opinionway_france_mutuelle_-_generalisation_de_la_couverture_sante_collective_-_novembre_2015.pdf
Opinion Way – Novembre 2015 - France Mutuelle

Les objectifs de l'étude
L'ANI prévoit au 1er janvier 2016 la généralisation de la couverture complémentaire collective «santé» à tous les salariés n'en bénéficiant pas d'ores et déjà. Conseillée par Rumeur Publique, France Mutuelle souhaite disposer d'une étude auprès des dirigeants de TPE et PME sur leur perception de l'ANI. Les résultats de cette étude feront l'objet d'une médiatisation et s'inscrivent dans une stratégie de communication destinée à donner de la visibilié à France Mutuelle, développer la notoriété de ses prestations et alimenter son image de référent dans son domaine d'activité et sur son marché.

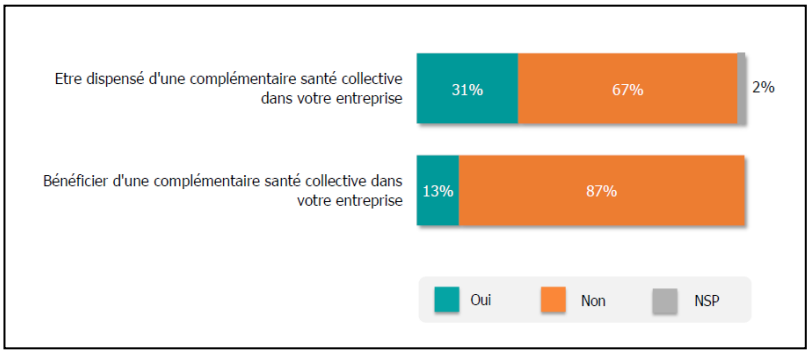
La situation actuelle des entreprises au regard de la complémentaire santé collective
D'ici au 1er janvier 2016, la loi relative à la sécurisation de l'emploi et son décret d'application obligent les entreprises à protéger leurs salariés grâce à une mutuelle santé collective. On désigne ce changement par le terme généralisation de la couverture santé des entreprises.

- Quelle est la situation actuelle de votre entreprise au regard de la complémentaire santé collective ?



Les souhaits spontanés des salariés au sujet de la complémentaire santé collective
Base : les TPE et PME concernées par l'ANI (n'ayant pas mis encore en place une complémentaire santé collective correspondant aux minimums fixés par le décret), soit 27 % de l'échantillon

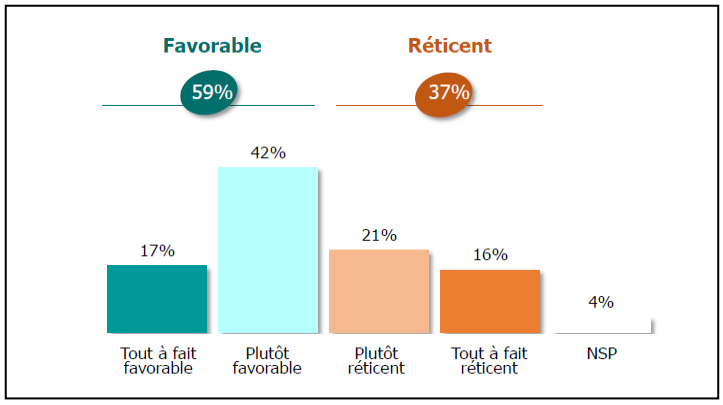
- Avant l'entrée en vigueur de la loi sur la généralisation des complémentaires santé collectives, est-ce que vos salariés vous ont communiqué spontanément leur souhait de… ?



L'agrément concernant la mise en place d'une complémentaire santé collective

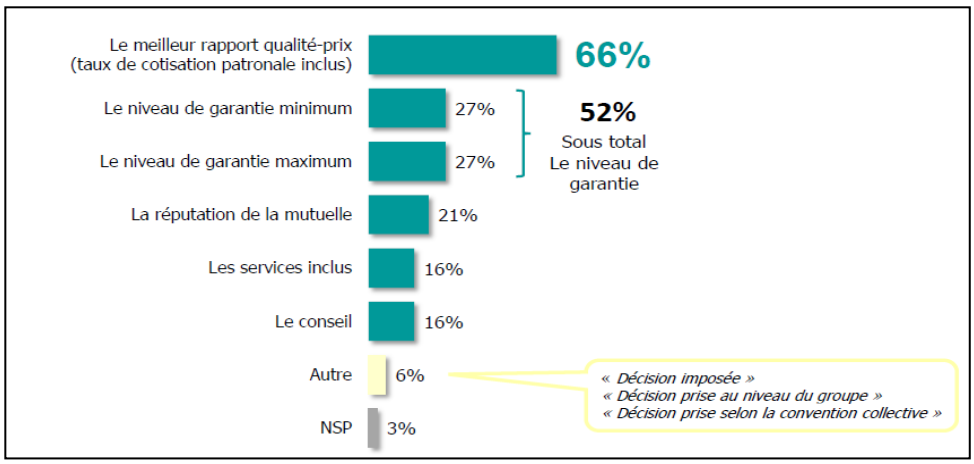
Base : les TPE et PME concernées par l'ANI (n'ayant pas mis encore en place une complémentaire santé collective correspondant aux minima fixés par le décret), soit 27 % de l'échantillon

- Vous-même, en tant que dirigeant d'entreprise, êtes-vous favorable ou réticent à la mise en place d'une complémentaire santé en accord avec le décret ?



Les critères les plus importants au moment du choix de la complémentaire santé collective

Au moment de choisir votre complémentaire santé collective, quels ont été ou seront les deux critères de choix les plus importants ? (Deux réponses possibles – total supérieur à 100 %) – *Base : toutes les TPE et PME*

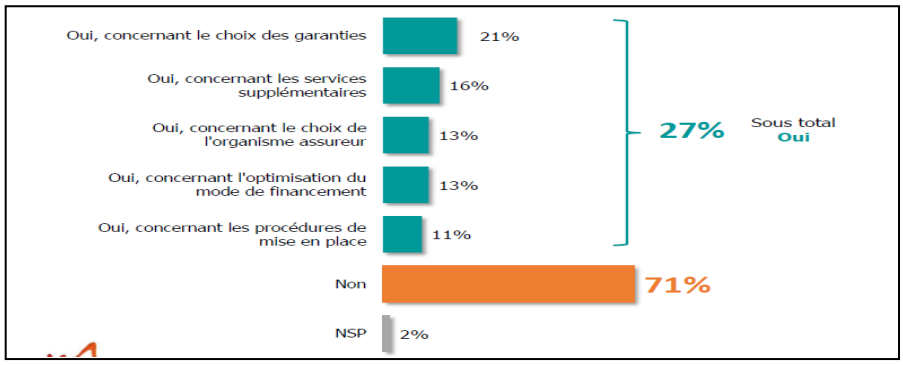


- Au moment de choisir votre complémentaire santé collective, quels ont été ou quels seront les deux critères de choix les plus importants ? (Deux réponses possibles – total supérieur à 100 %) – *Base : toutes les TPE et PME*

		Type de situation concernant la complémentaire santé collective dans l'entreprise	
	TOTAL	*Correspond aux minimums fixés*	*Ne correspond pas aux minimums fixés/ Aucune complémentaire santé collective*
Le meilleur rapport qualité-prix (taux de cotisation patronale inclus)	**66%**	63%	74%
ST Le niveau de garantie	**52%**	49%	58%
...Le niveau de garantie minimum	**27%**	24%	36%
...Le niveau de garantie maximum	**27%**	27%	26%
La réputation de la mutuelle	**21%**	25%	12%
Les services inclus	**16%**	14%	20%
Le conseil	**16%**	15%	18%
Autre	**6%**	7%	3%

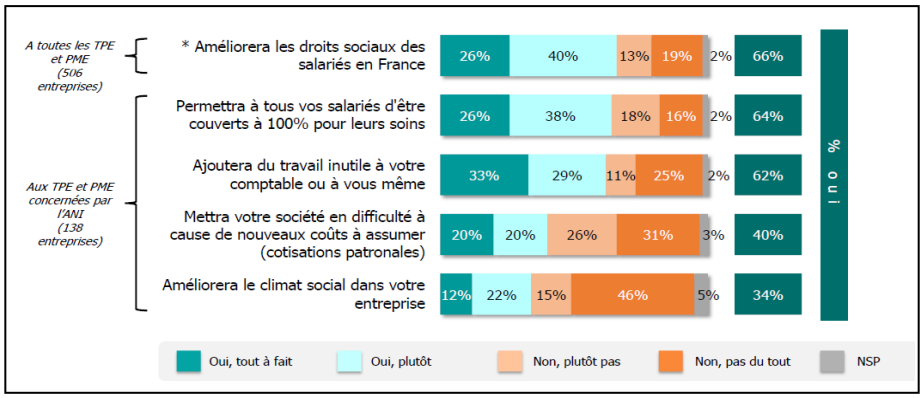
Le besoin d'aide de la part d'un spécialiste pour faire son choix de la complémentaire santé collective

- Pensez-vous que vous aurez besoin de l'aide d'un spécialiste pour faire votre choix concernant les aspects suivants de votre complémentaire santé collective ?
  (Plusieurs réponses possibles–total supérieur à 100 %)
  Base : les TPE et PME concernées par l'ANI (n'ayant pas mis encore en place une complémentaire santé collective correspondant aux minima fixés par le décret), soit 27 % de l'échantillon



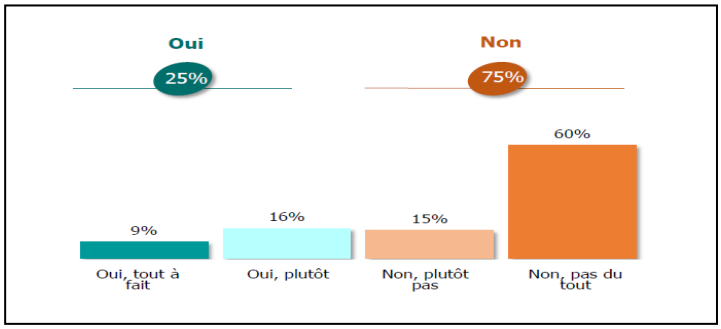
L'opinion détaillée concernant la complémentaire santé collective

*Base :*Item « Améliorera les droits sociaux des salariés en France » posé à toutes les TPE et PME; Les autres items posés aux TPE et PME concernées par l'ANI (n'ayant pas mis encore en place une complémentaire santé collective correspondant aux minima fixés par le décret), soit 27 % de l'échantillon* - Diriez-vous que la généralisation d'une complémentaire santé… ?

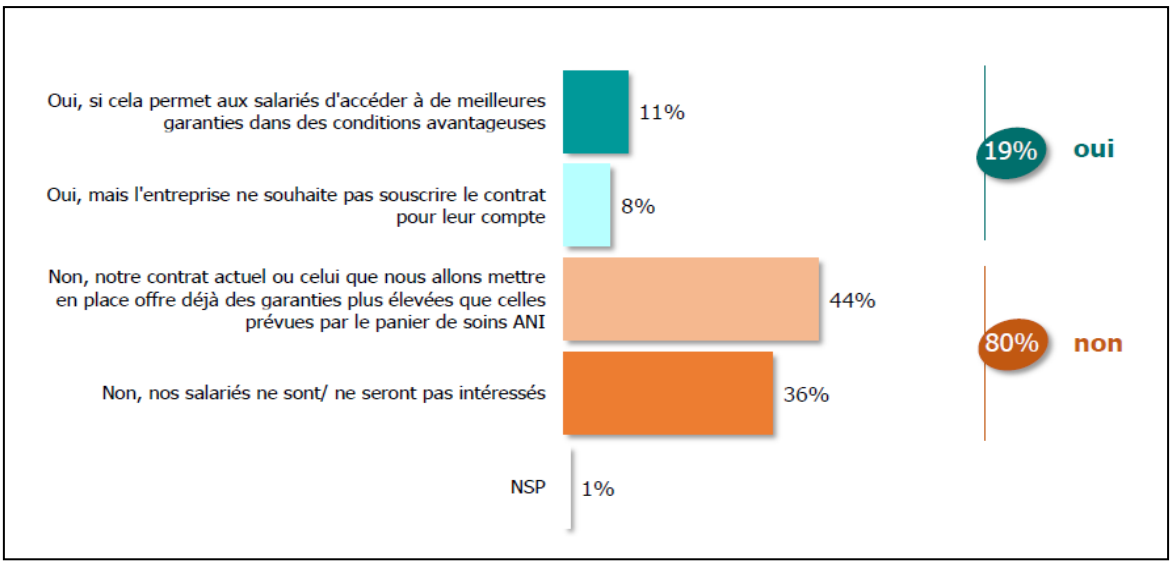


L'intérêt pour des services supplémentaires en dehors du champ médical proposés par la mutuelle

Seriez-vous intéressé si votre mutuelle vous proposait des services supplémentaires en dehors du champ médical, dans le domaine des loisirs ou de la culture (par exemple des places de spectacles, expositions…) ? - *Base : toutes les TPE et PME*



La propension à souscrire une garantie sur-complémentaire facultative pour le compte des salariés
Base : toutes les TPE et PME
Afin de permettre à vos salariés d'améliorer leurs garanties individuellement, envisagez-vous de souscrire pour leur compte une garantie sur-complémentaire facultative, financée intégralement par eux ?



========== **Fiche technique** ==========

Cette étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 506 dirigeants de TPE et PME, représentatif des entreprises de 1 à 249 salariés. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas raisonnés, au regard des critères de taille salariale, de secteur d'activité et de département de l'entreprise. Pour cette taille d'échantillon, la marge d'incertitude est de 2 à 5 points. L'échantillon a été interrogé par téléphone, sur système Cati (computer assisted téléphone interview) sur le lieu de travail des interviewés. Les interviews ont été réalisées du 7 au 25 août 2015. Opinion Way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

==========

Junior Connect' 2015 : des écrans toujours plus nombreux, mais une presse jeunesse toujours puissante

http://www.ipsos.fr/communiquer/2015-02-18-junior-connect-2015-ecrans-toujours-plus-nombreux-mais-presse-jeunesse-toujours-puissante

Ipsos – Février 2015 - Groupes Bayard, Milan et Disney Hachette Presse

Ipsos MediaCT publie les résultats de Junior Connect' 2015, l'étude sur la fréquentation médias et les comportements de consommation des jeunes de moins de 20 ans. Dans un contexte de multiplicité des écrans et de sur-sollicitations des jeunes, quelle place occupe la presse jeunesse ? L'équipement en écrans connectés continue sa forte progression auprès des jeunes. En un an, la pénétration des tablettes auprès des foyers avec enfants est passée de 36 % à 50 %. Près de 70 % des adolescents possèdent désormais leur propre smartphone, et près de 30 % détiennent leur propre tablette. Les applications de jeux, de musique et de chat sont les plus appréciées des adolescents.

L'envolée de ces nouveaux écrans ne se substitue pas pour autant à la lecture des supports traditionnels

La presse jeunesse confirme sa puissance : plus de 60 % des jeunes se déclarent lecteurs récents de magazines jeunesse, score qui dépasse 70 % chez les 1-6 ans et les 7-12 ans. Ils y consacrent en moyenne 3 h 40 chaque semaine (plus de 4 heures chez les 7-12 ans). Chez les plus petits (1-6 ans), lire un magazine est un moment de partage avec les parents et les proches, et une rencontre avec leurs personnages préférés. Pour les plus grands (7-12 ans et 13-19 ans), les principales fonctions de la presse jeunesse sont la détente, le plaisir et l'apprentissage. A chaque tranche d'âge, ses magazines : les hebdomadaires et mensuels les plus lus rassemblent des audiences significatives :

- **1-6 ans :** Popi **(960 000),** Cars **(810 000) et** Abricot **(780 000) ;**
- **7-12 ans :** J'aime Lire **(1 660 000),** Picsou Magazine **(810 000) et** Le Journal de Mickey **(770 000) ;**
- **13-19 ans :** l'Etudiant **(610 000),** Science et Vie Junior **(500 000) et** Picsou Magazine **(430 000),**

========== **Fiche technique** ==========

Junior Connect', créée à l'initiative des groupes Bayard, Milan et Disney Hachette Presse, repose sur l'interrogation on line de 4 000 enfants et jeunes de moins de 20 ans, représentant une population de près de 15 millions de personnes. Lorsque l'enfant est âgé de moins de 7 ans, ce sont les parents qui répondent ; lorsqu'il est âgé de 7 à 12 ans, l'enfant peut répondre, en présence de ses parents ; au-delà de 12 ans, l'adolescent répond seul. Le recueil a eu lieu de mai à décembre 2014. Cette étude annuelle décrit en détail les comportements et les aspirations des enfants et des adolescents. Elle mesure la fréquentation de tous les médias s'adressant aux jeunes de moins de 20 ans et analyse leur relation à tous les médias (presse, télévision, Internet, radio, cinéma), et tous les supports (PC, smartphones, tablettes, consoles...)… Elle analyse également leurs habitudes d'achat et de consommation (alimentation, boissons), leurs relations aux marques et à la publicité. Junior Connect' s'adresse à tous les professionnels souhaitant mieux cerner les jeunes de moins de 20 ans : les acteurs des médias, des contenus et des nouvelles technologies, les annonceurs et leurs agences et, plus largement, toutes les organisations désireuses de mieux appréhender les attitudes et les aspirations de la jeunesse.

==========

Les voyages et les réseaux sociaux : deux piliers de l'amitié en 2015
http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/les-voyages-et-les-reseaux-sociaux-deux-piliers-de-lamitie-en-2015
Sofres – Mai 2015 - Mercure

L'expérience hôtelière dans les établissements Mercure s'attache à valoriser les spécificités locales pour offrir des séjours authentiques, favorisant le partage et les rencontres. L'enseigne s'est donc naturellement intéressée au sujet de l'amitié, via une étude en collaboration avec l'institut TNS Sofres. Conduite auprès d'un échantillon de 5 500 personnes provenant de treize pays, l'étude apporte un nouvel éclairage sur la notion d'amitié à l'heure du 2.0 et de la multiplication des voyages. Est-il aujourd'hui plus facile d'élargir son cercle d'amis et de s'ouvrir davantage aux autres ? Mercure dévoile les principaux résultats de ce sondage.

Qu'est-ce que l'amitié en 2015 ?
Aujourd'hui le cercle d'amis proches compte entre trois et quatre membres dans l'ensemble des pays interrogés, mais 7 % des Français déclarent n'avoir aucun ami proche. Les Japonais sont les plus solitaires : 16 % d'entre eux ne comptent aucun ami intime.

Sans surprise, la notion d'amitié proche se traduit par un partage de valeurs, une absence de jugement et une totale disponibilité. 83 % des répondants attendent avant tout d'un ami proche de pouvoir compter sur lui.

Une sphère amicale nourrie par les voyages !
Le cercle amical évolue et se transforme également grâce à l'augmentation des voyages. Nous ne sommes plus seulement amis avec des personnes vivant à proximité, mais de plus en plus avec des personnes rencontrées, lors d'un voyage en France ou à l'étranger.

Ainsi, **plus de la moitié des voyageurs (56 %) ont développé des amitiés à l'occasion d'un voyage**
Les Brésiliens (84 %), et plus surprenant lorsque l'on considère les barrières linguistiques, les Chinois à 71 % sont les plus friands de ces rencontres cosmopolites. A l'inverse, les Japonais se montrent plus réservés avec seulement 11 % des voyageurs déclarant avoir fait des rencontres par ce biais. Autre enseignement de l'étude : les voyageurs se servent énormément des réseaux sociaux pour organiser leur itinéraire et bénéficier des conseils avisés des locaux afin d'explorer la région du monde où ils se trouvent, de la manière la plus authentique possible.

Ainsi, 45 % des voyageurs déclarent contacter des amis d'amis de leur réseau social à l'occasion d'un voyage : ils recherchent leurs bons plans (49 %), mais aussi leur compagnie (30 %). Au-delà du plaisir de connaître des gens sur place, les répondants restent très prévoyants puisque 35 % se voient rassurés de pouvoir s'appuyer sur une connaissance en cas de problème ou d'urgence. A noter, les Australiens vont plus loin en contactant les amis d'amis afin d'habiter chez eux, à l'occasion de leurs voyages (35 % des répondants).

En vacances, on reste connecté : 77 % des voyageurs gardent le contact avec leurs amis sur les réseaux sociaux ! Le voyage devient statutaire, on fait profiter les amis restés au travail de ses découvertes. Fini les cartes postales ! Vive les photos (36 %) et les posts (32 %) !

Une fois n'est pas coutume, les Japonais se distinguent ! Ils sont 48 % à ne pas utiliser les réseaux sociaux pendant leurs vacances, privilégiant les échanges épistolaires pour rester en contact avec leurs amis proches.

Les réseaux sociaux (re)créateurs de liens amicaux
Si les réseaux sociaux ne peuvent pas se substituer aux amitiés réelles, ils permettent néanmoins de nouvelles opportunités de rencontres et servent à maintenir les liens. Stop à la timidité et place aux rencontres virtuelles : 44 % des utilisateurs de réseaux sociaux sont déjà devenus amis online avec une personne qu'ils n'ont jamais rencontrée réellement ! Parmi les utilisateurs de réseaux sociaux, les Chinois sont les plus gros « recruteurs » d'amis virtuels puisqu'ils sont près de 72 % à devenir amis online avec des personnes qu'ils n'ont jamais rencontrées. Les Brésiliens les suivent de près à 67 %. Quant aux Français, ils arrivent en dernière position de ce classement : seulement 26 % des utilisateurs de réseaux sociaux déclarent être devenus amis online avec une personne jamais rencontrée.

Les réseaux sociaux servent aussi à garder le contact avec ses amis « réels » : 58 % des utilisateurs de réseaux sociaux ont déjà demandé à une personne rencontrée « en vrai », de devenir des amis online. Encore une fois, les Français semblent plus timides : ils ne sont que 42 % à user de cette pratique, ce qui les place en dernière position sur l'ensemble du panel. Enfin, le web favorise la naissance mais surtout le maintien des relations amicales : on retrouve ses amis d'enfance (61 % des interrogés considèrent que c'est le principal avantage des réseaux sociaux), on n'oublie plus les anniversaires de ses proches (40 %), et on envoie à ses amis ou sa famille des pensées et photos (51 %) créant un sentiment de proximité et de partage au quotidien.

Et vous qui aimeriez-vous rencontrer grâce à la théorie des six amis ?
La Théorie des « 6 degrés de séparation », selon laquelle toute personne sur terre est reliée à n'importe quelle autre par une chaîne de six personnes au moins, est connue à travers le monde sous différentes appellations : un tiers des interrogés en ont déjà entendu parler ! Du fait de leur grande activité sur les réseaux sociaux, c'est en Chine avec 67 % de connaisseurs qu'elle est la plus réputée. Cette théorie permettrait donc d'affirmer que chacun peut avoir de potentiels liens d'amitié avec des personnalités qui nous paraissaient alors inabordables. George Clooney pourrait donc être un ami à 6 degrés de séparation ?

A la question « Qui rêveriez-vous de rencontrer grâce à la Théorie des 6 amis ? », l'ensemble du panel français aimerait rencontrer une célébrité de préférence un chanteur, un musicien ou un DJ (14 %) et plus encore les femmes. Les Chinois, plus pragmatiques, profiteraient de cette occasion pour rencontrer des hommes d'affaires ! Ils sont 15 % à le souhaiter contre une moyenne de 3 % pour le reste du monde.

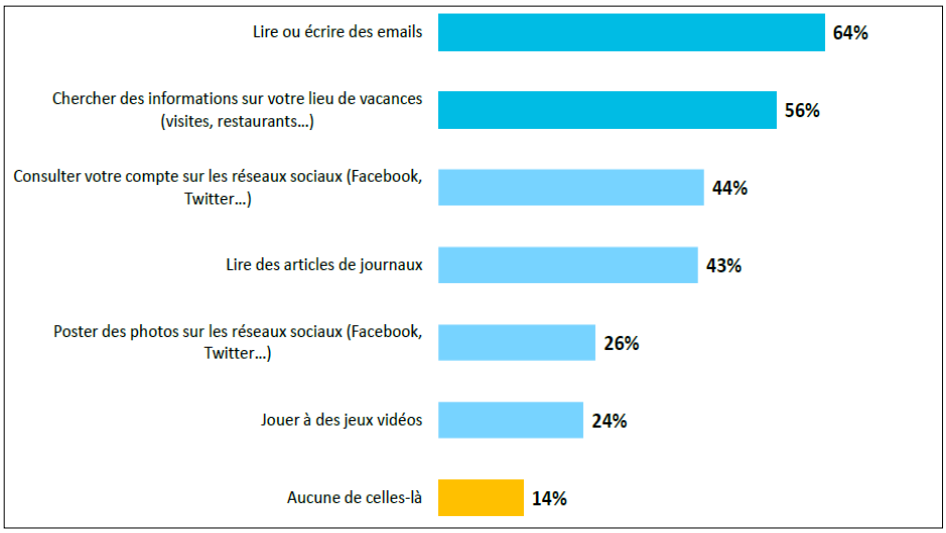
========== **Fiche technique** ==========

Étude réalisée online en mars 2015, pour Mercure, auprès d'un échantillon national représentatif dans treize pays : Allemagne, Italie, Brésil, Belgique, Espagne, Pologne, Portugal, Pays-Bas, UK, France, Chine, Japon et Australie. Cible totale de 5 500 individus âgés de 16 à 65 ans.

==========

Les activités numériques des Français pendant les vacances
http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2015/CSA-pour-Direct-Matin-Les-activites-numeriques-des-Francais-pendant-les-vacances.pdf
CSA – Mai 2015 - Direct Matin

Rester en contact avec ses proches et chercher des informations sur le lieu de vacances, telles sont les deux activités les plus pratiquées par les Français pendant leurs congés
Parmi les activités suivantes sur Internet, lesquelles pratiquez-vous pendant vos vacances ?



Des activités sur les réseaux sociaux fortement corrélées à l'âge : près d'un Français, de moins de 35 ans sur deux, poste des photos sur les réseaux sociaux contre 10 % des 65 ans et plus

en %	ENSEMBLE	Âge				
		18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +
Lire ou écrire des emails	64%	63*	66	64	61	68
Chercher des informations sur votre lieu de vacances (visites, restaurants...)	56%	58	62	58	56	50
Consulter votre compte sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)	44%	73	61	47	32	28
Lire des articles de journaux	43%	34	44	37	45	51
Poster des photos sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)	26%	47	48	29	13	10
Jouer à des jeux vidéos	24%	44	30	25	21	14
Aucune de celles-là	15%	7	12	15	19	19

Les cadres et les professions intermédiaires, davantage connectés pendant les vacances, notamment pour des emails ou pour chercher des informations

en %	ENSEMBLE	Profession de la personne interrogée				
		Cadre	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Retraité
Lire ou écrire des emails	64%	76*	68	60	52	67
Chercher des informations sur votre lieu de vacances (visites, restaurants...)	56%	75	68	48	47	51
Consulter votre compte sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)	44%	48	54	48	44	28
Lire des articles de journaux	43%	49	49	40	29	50
Poster des photos sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)	26%	32	39	31	30	9
Jouer à des jeux vidéos	24%	23	26	31	26	14
Aucune de celles-là	15%	9	9	21	20	17

========== **Fiche technique** ==========

Echantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus. Constitution de l'échantillon : méthode des quotas basés sur des critères de sexe d'âge et de profession de la personne interrogée après stratification par régions et catégories d'agglomérations. Mode de recueil : interrogation par Internet (système Cawi). Dates terrains : du 12 au 14 mai 2015.

==========

Les Français attendent des associations qu'elles soient présentes sur les réseaux sociaux
http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2015-10-15-francais-attendent-associations-qu-elles-soient-presentes-sur-reseaux-sociaux
Ipsos – Octobre 2015

Ipsos a réalisé pour Microsoft France une étude montrant que les Français attendent des associations qu'elles soient présentes sur les réseaux sociaux : 64 % d'entre eux en soulignent l'importance, une proportion qui monte même à 78 % chez les jeunes (- 35 ans). Si près d'un Français sur trois est actuellement engagé dans une association, cet engagement passe aujourd'hui, par les réseaux sociaux : plus d'un tiers des Français présents sur les réseaux sociaux ont déjà relayé des actualités des associations, et 29 % se sont abonnés à au moins un compte d'une association. Ceux qui en font l'expérience jugent que depuis que les associations ou les causes qu'ils soutiennent sont présentes sur les réseaux sociaux, il est devenu plus facile de s'engager (80 %), l'action est plus rapide (81 %), et les échanges et la proximité sont facilités (87 %).

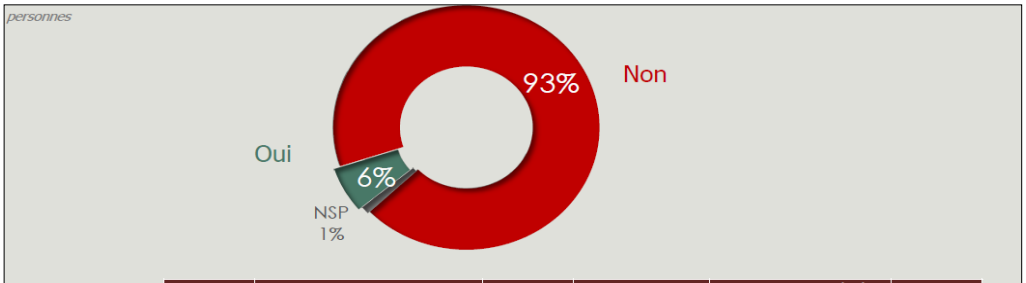
========== **Fiche technique** ==========

Etude réalisée du 2 au 5 octobre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif des Français de 16 à 75 ans recruté au sein du panel online d'Ipsos.

==========

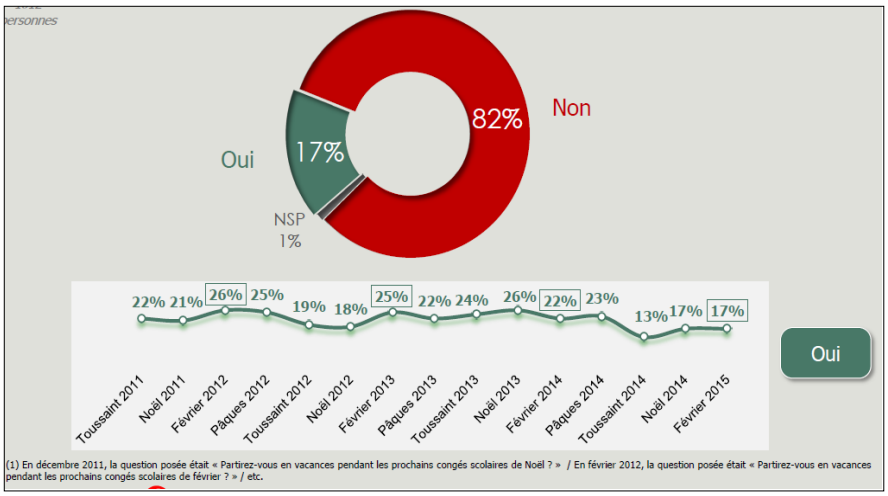
Baromètre « Les Français et les vacances »
http://www.opinion-way.com/pdf/sondage_opinionway_pour_mondial_assistance_-_les_francais_et_les_vacances_-_vague_15_-_fevrier_2015.pdf
Opinion Way – Février 2015 - Mondial Assistance

Intentions de départ en week-end pour la Saint-Valentin
Avez-vous l'intention de partir en week-end avec votre conjoint à l'occasion de la Saint-Valentin (samedi 14 février) ?



		Sexe		Âge					Région		Statut			Revenus mensuels du foyer				Enfants <18 ans au sein du foyer	
	TOTAL	Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<1000€	1000-1999€	2000-3499€	3500€ et plus	Oui	Non
Oui	**6%**	8%	5%	5%	3%	10%	5%	6%	6%	6%	10%	5%	4%	9%	2%	6%	14%	8%	6%
Non	**93%**	90%	94%	94%	92%	90%	94%	94%	93%	93%	89%	93%	95%	91%	98%	94%	85%	91%	93%

Intentions de départ en vacances pendant les vacances de février/mars
- Partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de février/mars ? (1)

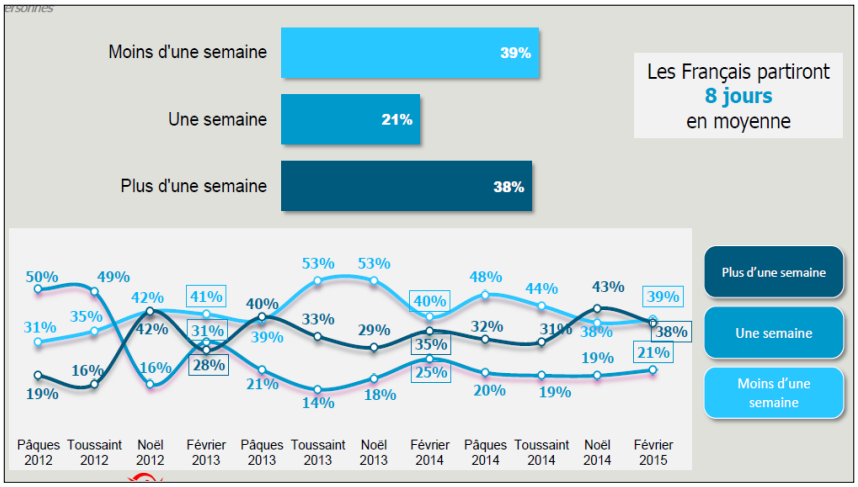


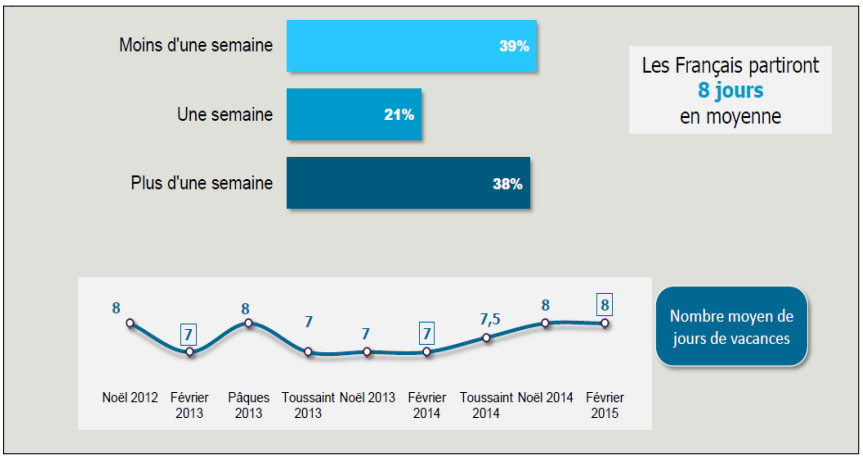
Nombre de jours de vacances pendant les vacances de février/mars

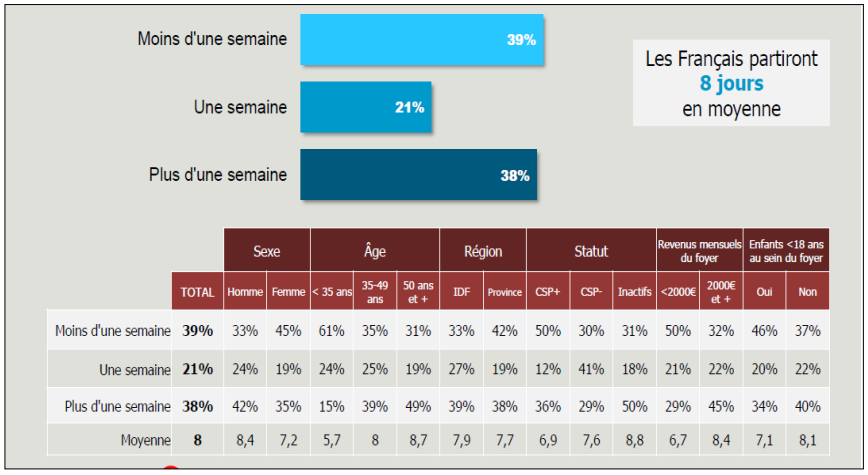
Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

- Combien de jours partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de février/mars ? (1)

(1) Avant décembre 2012, la question posée était « Combien de temps partirez-vous ? »





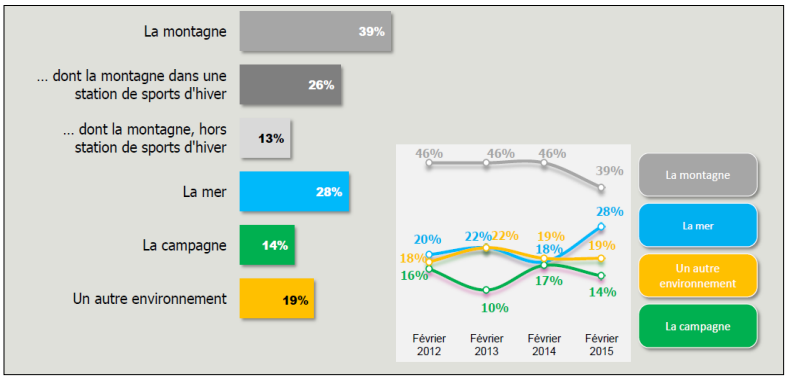


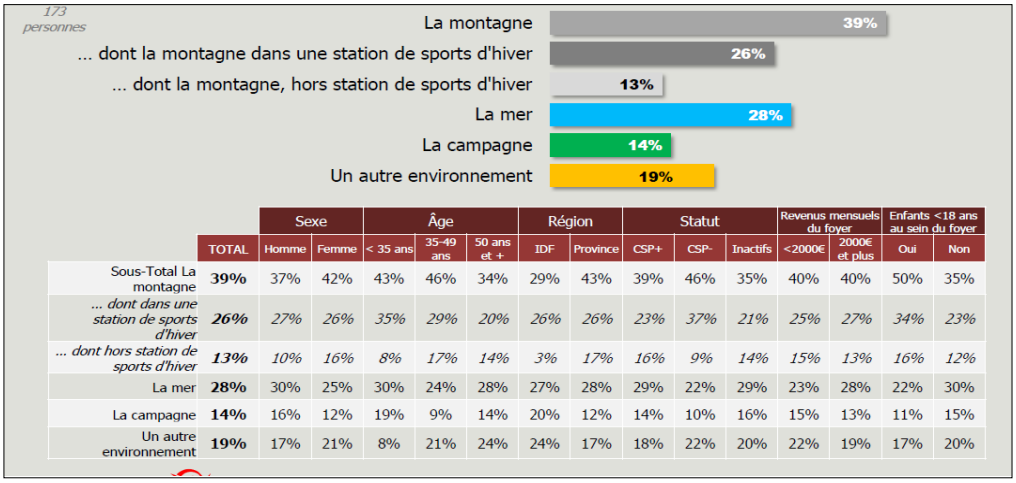
		Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
	TOTAL	Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et +	Oui	Non
Moins d'une semaine	**39%**	33%	45%	61%	35%	31%	33%	42%	50%	30%	31%	50%	32%	46%	37%
Une semaine	**21%**	24%	19%	24%	25%	19%	27%	19%	12%	41%	18%	21%	22%	20%	22%
Plus d'une semaine	**38%**	42%	35%	15%	39%	49%	39%	38%	36%	29%	50%	29%	45%	34%	40%
Moyenne	**8**	8,4	7,2	5,7	8	8,7	7,9	7,7	6,9	7,6	8,8	6,7	8,4	7,1	8,1

Environnement privilégié pour les vacances de février/mars

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

- Pour ces vacances de février/mars, quel environnement allez-vous privilégier ?



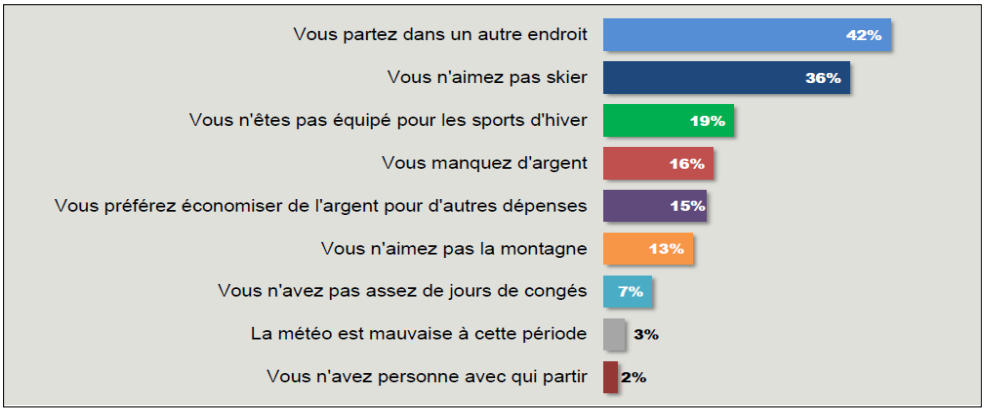


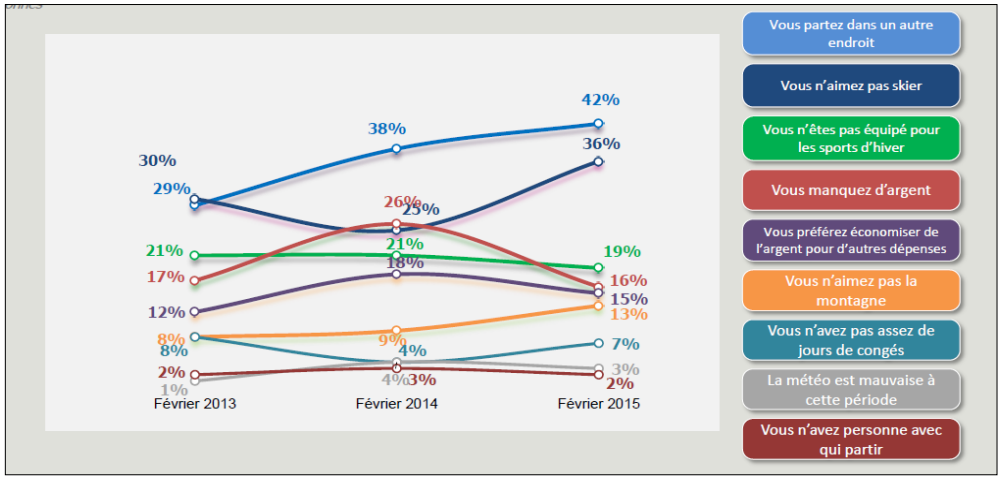
		Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
	TOTAL	Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et plus	Oui	Non
Sous-Total La montagne	**39%**	37%	42%	43%	46%	34%	29%	43%	39%	46%	35%	40%	40%	50%	35%
... dont dans une station de sports d'hiver	***26%***	*27%*	*26%*	*35%*	*29%*	*20%*	*26%*	*26%*	*23%*	*37%*	*21%*	*25%*	*27%*	*34%*	*23%*
... dont hors station de sports d'hiver	***13%***	*10%*	*16%*	*8%*	*17%*	*14%*	*3%*	*17%*	*16%*	*9%*	*14%*	*15%*	*13%*	*16%*	*12%*
La mer	**28%**	30%	25%	30%	24%	28%	27%	28%	29%	22%	29%	23%	28%	22%	30%
La campagne	**14%**	16%	12%	19%	9%	14%	20%	12%	14%	10%	16%	15%	13%	11%	15%
Un autre environnement	**19%**	17%	21%	8%	21%	24%	24%	17%	18%	22%	20%	22%	19%	17%	20%

Raisons de non départ en station de sports d'hiver

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances ailleurs qu'en station de sport d'hiver, soit 13 % de l'échantillon

- Pour quelles raisons n'envisagez-vous pas d'aller dans une station de sports d'hiver lors des prochaines vacances de février/mars ? - *Trois réponses possibles –Total supérieur à 100 %*

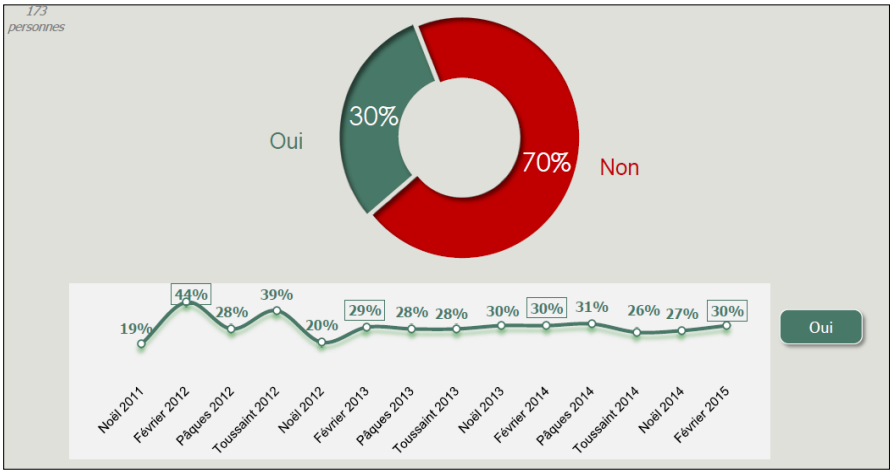


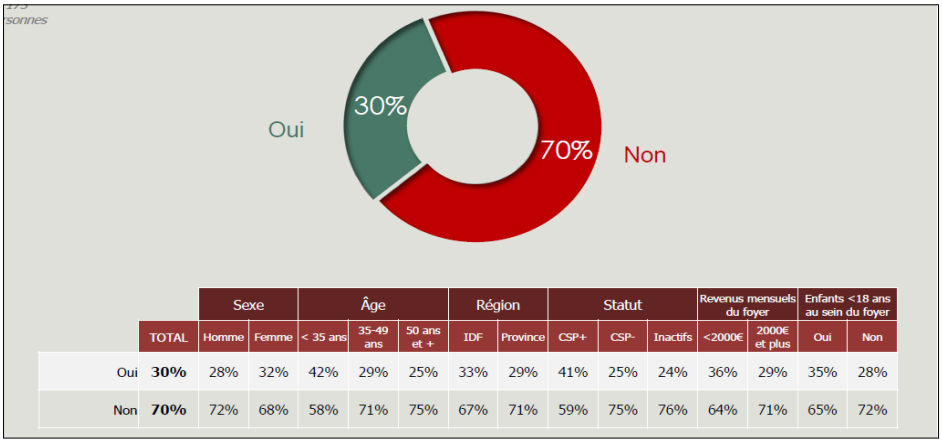


Intention de réserver à la dernière minute

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

- Réserverez-vous à la dernière minute vos vacances de février/mars ?



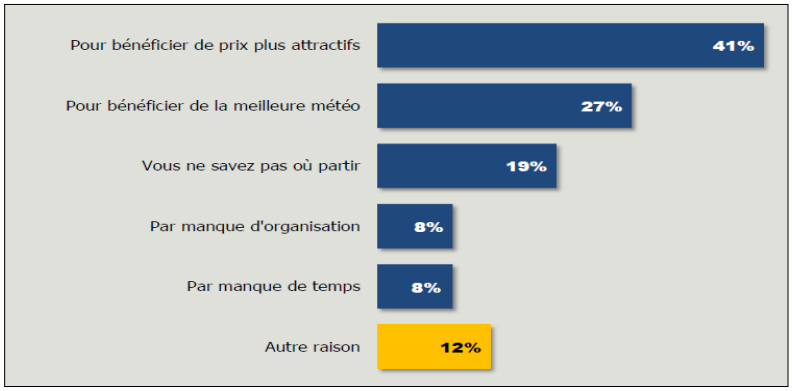


		Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
	TOTAL	Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et plus	Oui	Non
Oui	**30%**	28%	32%	42%	29%	25%	33%	29%	41%	25%	24%	36%	29%	35%	28%
Non	**70%**	72%	68%	58%	71%	75%	67%	71%	59%	75%	76%	64%	71%	65%	72%

Raisons pour lesquelles on réserve à la dernière minute

Base : à ceux qui déclarent qu'ils réserveront à la dernière minute, soit 5 % de l'échantillon

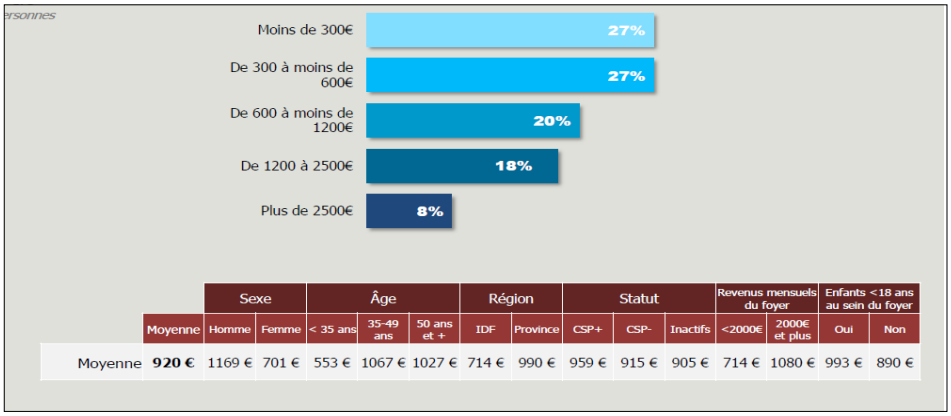
Pour quelles raisons réserverez-vous à la dernière minute ?
Plusieurs réponses possibles –Total supérieur à 100 %



Budget consacré aux vacances de février/mars

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

Quel budget consacrerez-vous à vos vacances de février/mars ?

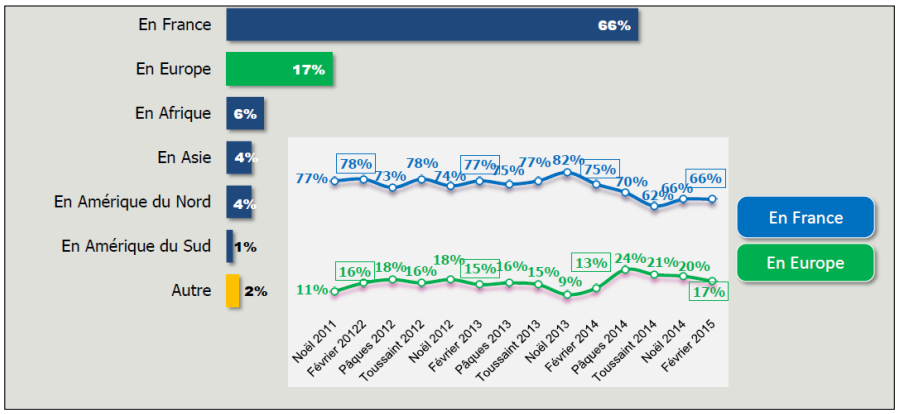


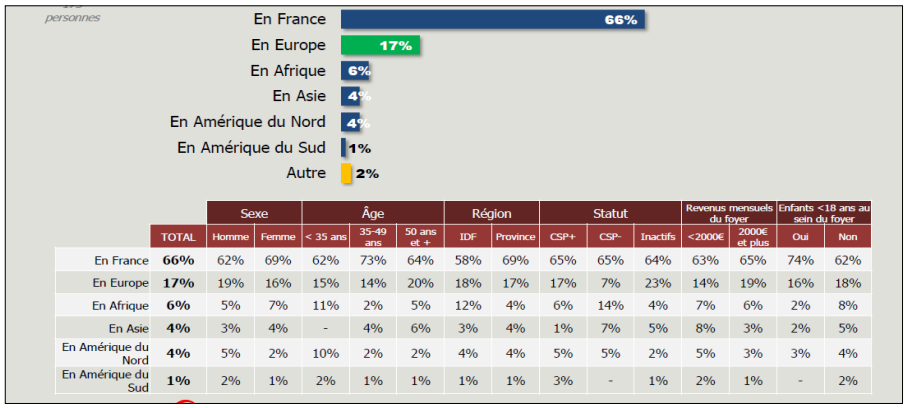
		Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
	Moyenne	Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et plus	Oui	Non
Moyenne	**920 €**	1169 €	701 €	553 €	1067 €	1027 €	714 €	990 €	959 €	915 €	905 €	714 €	1080 €	993 €	890 €

Destination envisagée pour les vacances de février/mars

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

- Où partirez-vous en vacances ?



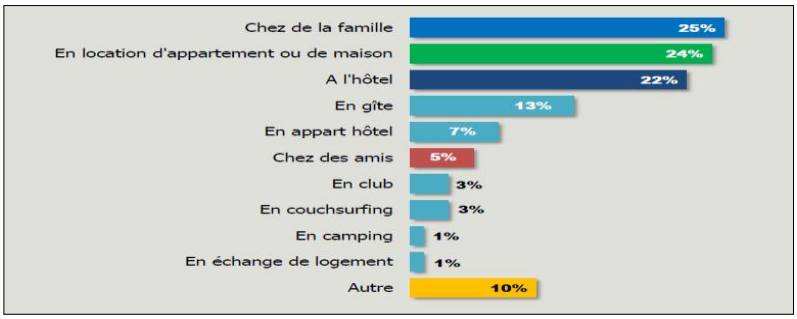


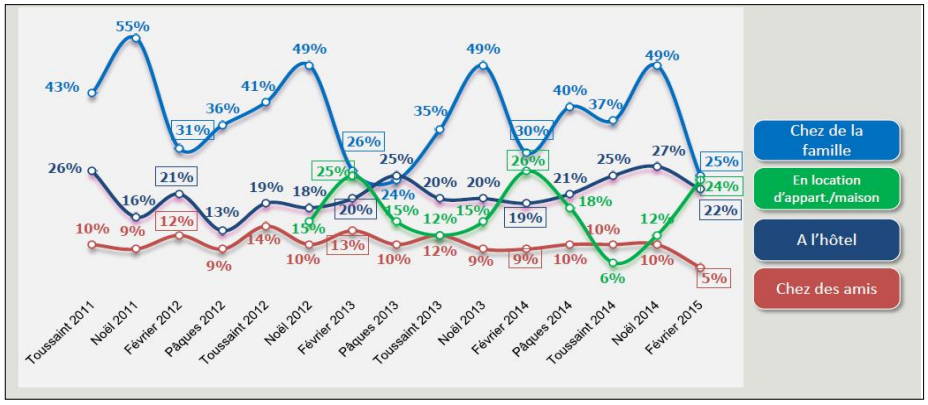
	TOTAL	Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
		Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et plus	Oui	Non
En France	**66%**	62%	69%	62%	73%	64%	58%	69%	65%	65%	64%	63%	65%	74%	62%
En Europe	**17%**	19%	16%	15%	14%	20%	18%	17%	17%	7%	23%	14%	19%	16%	18%
En Afrique	**6%**	5%	7%	11%	2%	5%	12%	4%	6%	14%	4%	7%	6%	2%	8%
En Asie	**4%**	3%	4%	-	4%	6%	3%	4%	1%	7%	5%	8%	3%	2%	5%
En Amérique du Nord	**4%**	5%	2%	10%	2%	2%	4%	4%	5%	5%	2%	5%	3%	3%	4%
En Amérique du Sud	**1%**	2%	1%	2%	1%	1%	1%	1%	3%	-	1%	2%	1%	-	2%

Logement envisagé pour les vacances de février/mars

Base : à ceux qui déclarent qu'ils partiront en vacances, soit 17 % de l'échantillon

• Où logerez-vous pendant vos vacances ? - *Plusieurs réponses possibles –Total supérieur à 100 %*

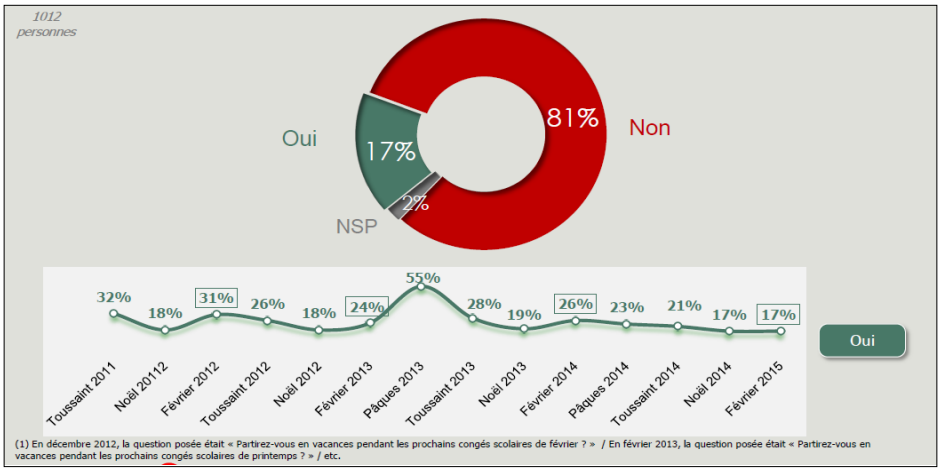


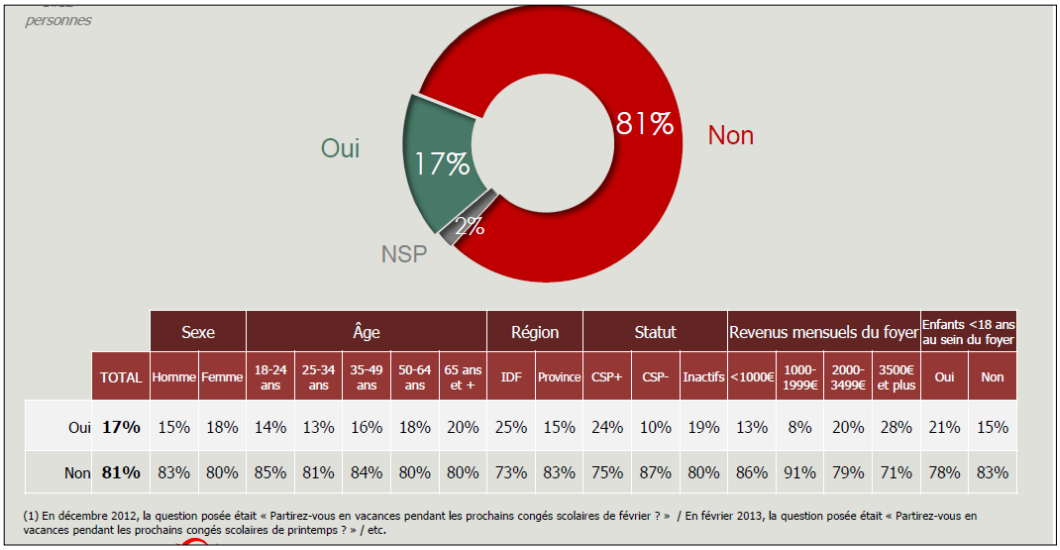


	TOTAL	Sexe		Âge			Région		Statut			Revenus mensuels du foyer		Enfants <18 ans au sein du foyer	
		Homme	Femme	< 35 ans	35-49 ans	50 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<2000€	2000€ et plus	Oui	Non
Chez de la famille	**25%**	22%	29%	33%	20%	24%	25%	26%	28%	25%	24%	25%	23%	30%	23%
En location d'appartement ou de maison	**24%**	25%	23%	2%	36%	28%	11%	28%	17%	27%	25%	20%	28%	28%	22%
A l'hôtel	**22%**	28%	17%	21%	23%	23%	16%	25%	22%	24%	25%	27%	20%	22%	23%
En gîte	**13%**	14%	12%	24%	8%	10%	14%	12%	18%	11%	9%	13%	14%	9%	14%
En appart hôtel	**7%**	7%	7%	8%	9%	6%	8%	7%	4%	9%	8%	8%	6%	10%	6%
Chez des amis	**5%**	6%	5%	8%	7%	3%	7%	5%	8%	5%	3%	2%	6%	9%	4%
En club	**3%**	1%	5%	-	5%	3%	-	4%	5%	-	4%	3%	3%	3%	3%
En couchsurfing	**3%**	-	5%	12%	-	-	10%	1%	3%	9%	-	9%	1%	-	4%
En camping	**1%**	-	2%	4%	-	-	-	1%	3%	-	-	-	2%	4%	-
En échange de logement	**1%**	-	2%	4%	-	-	4%	-	3%	-	-	2%	1%	-	2%

Intentions de départ pour les vacances de Pâques

- Et envisagez-vous de partir en vacances à l'occasion des prochains congés scolaires de Pâques ? - *Base : à tous*





		Sexe		Âge					Région		Statut			Revenus mensuels du foyer				Enfants <18 ans au sein du foyer	
	TOTAL	Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	IDF	Province	CSP+	CSP-	Inactifs	<1000€	1000-1999€	2000-3499€	3500€ et plus	Oui	Non
Oui	**17%**	15%	18%	14%	13%	16%	18%	20%	25%	15%	24%	10%	19%	13%	8%	20%	28%	21%	15%
Non	**81%**	83%	80%	85%	81%	84%	80%	80%	73%	83%	75%	87%	80%	86%	91%	79%	71%	78%	83%

(1) En décembre 2012, la question posée était « Partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de février ? » / En février 2013, la question posée était « Partirez-vous en vacances pendant les prochains congés scolaires de printemps ? » / etc.

========== **Fiche technique** ==========

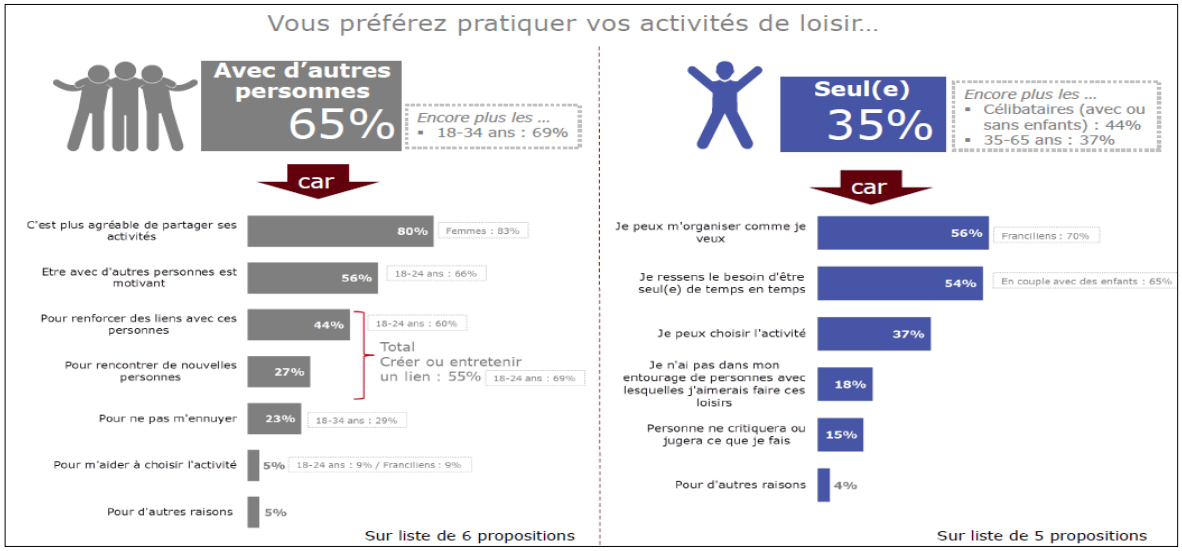
Echantillon de 1 012 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Pour cette taille d'échantillon, la marge d'incertitude est de 2 à 3 points. Echantillon interrogé en ligne sur système Cawi (computer assited for web Interview). Le terrain a été réalisé les 21 et 22 janvier 2015. Opinion Way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252.

==========

Les vacances d'été des Français
http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2015/opi20150315-CSA-pour-Direct-Matin-Les-Francais-et-les-vacances-dete.pdf
CSA – Avril 2015 - Direct Matin

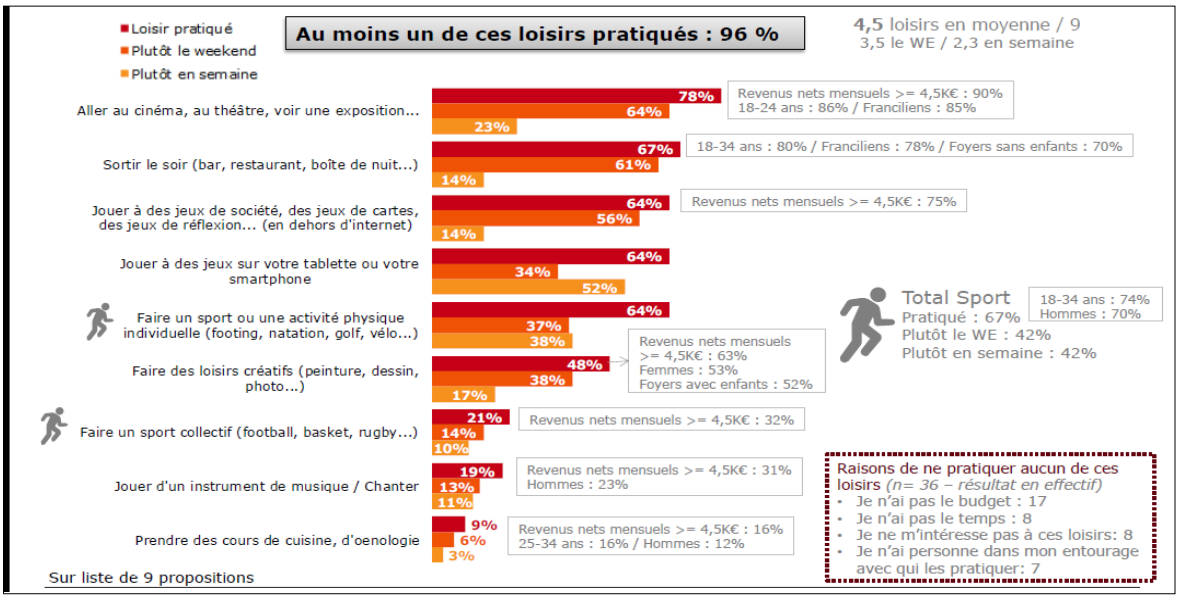
Loisirs égalent Partage
Deux tiers des Français préfèrent pratiquer leurs loisirs avec d'autres personnes ; ils valorisent la convivialité, la motivation du collectif et le fait de créer ou renforcer des liens (a fortiori les 18-24 ans). Pour la majorité des Français, les sorties nocturnes ou culturelles s'envisagent forcément en groupe (respectivement 71 % et 62 %). Les loisirs sont une affaire de famille : on aime les pratiquer avec elle (70 %) parfois de manière exclusive pour certains loisirs (55 %), et lorsqu'on a des enfants ou petits-enfants, on reproduit avec eux des pratiques d'enfance (55 %). Les loisirs sont d'ailleurs une occasion de transmission du savoir (60 %), voire de se valoriser (53 %).

Le web comme créateur de liens
Les contacts pris online débouchent souvent sur des liens amicaux : la moitié des Français sont passés d'un contact virtuel à une rencontre réelle, qui pour plus des trois quarts a même conduit à une amitié, durable dans quatre cas sur dix.



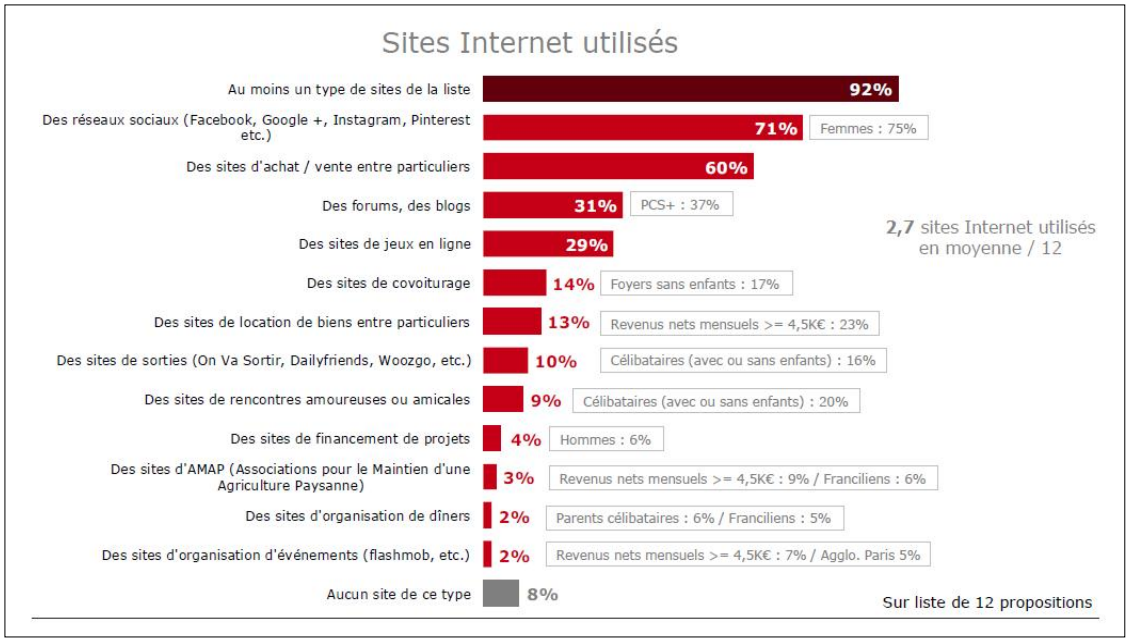
Pour la majorité des Français les sorties nocturnes ou culturelles s'envisagent forcément en groupe (respectivement 71 % et 62 % ne peuvent l'envisager en solo)

Quasiment tous les Français pratiquent au moins un des loisirs étudiés : jouer, sortir et faire du sport sont les principales activités. Si les sorties culturelles ou nocturnes et les loisirs créatifs sont plutôt réservés au week-end, le sport ou les activités musicales se déroulent tout autant en semaine que le week-end, tandis que les jeux sur tablette ou smartphone se pratiquent surtout en semaine.

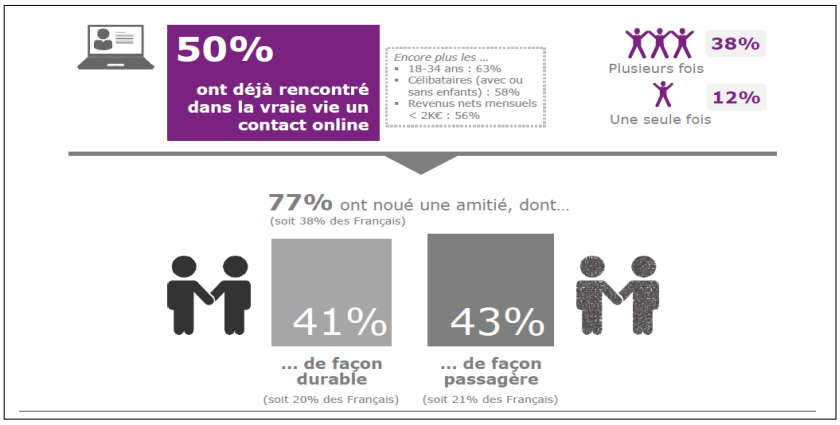


Internet, créateur de lien social

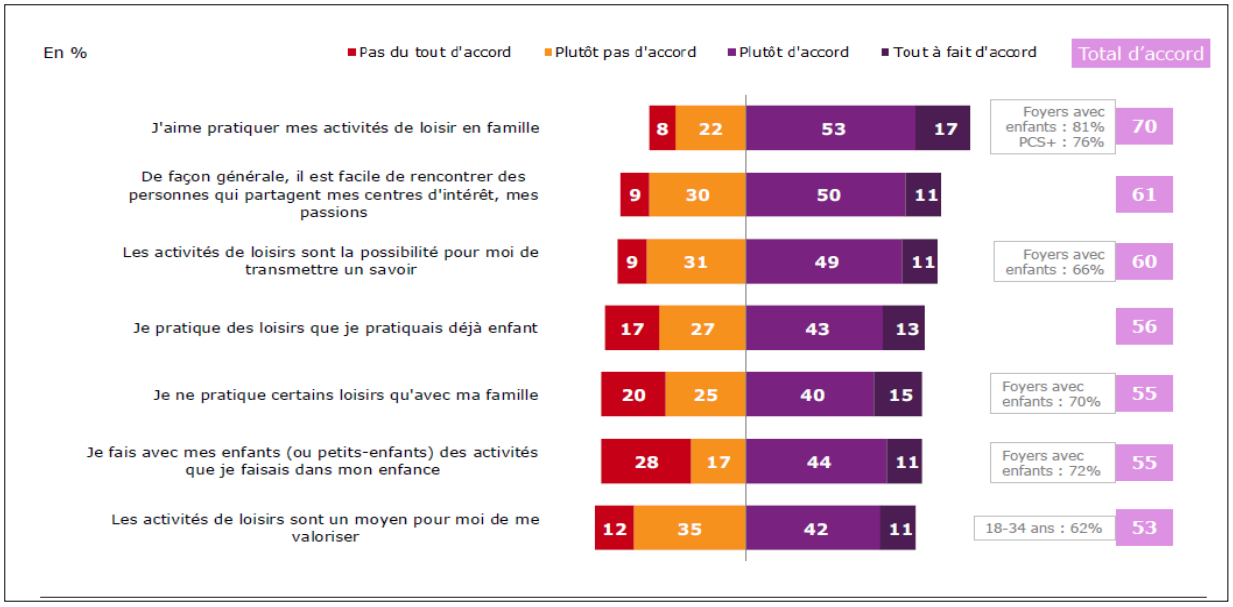
Les réseaux sociaux et les sites d'achat/vente entre particuliers rassemblent le plus de visiteurs, loin devant les blogs/forums et sites de jeux en ligne.



Les contacts pris online débouchent souvent sur un lien amical : la moitié des Français sont passés d'un contact virtuel à une rencontre réelle, et ce à plusieurs reprises (surtout les moins de 35 ans, célibataires). Une rencontre qui, pour plus des trois quarts, a conduit à une amitié, durable dans quatre cas sur dix.



Les loisirs sont une affaire de famille : on aime les pratiquer avec elle, parfois même de manière exclusive pour certains loisirs, et lorsqu'on a des enfants ou petits-enfants, on reproduit avec eux des pratiques d'enfance. Les loisirs sont d'ailleurs une occasion de transmission du savoir, voire de se valoriser.



========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 1 000 individus. Echantillon national représentatif des Français âgés de 18 à 65 ans. Interviews réalisées online via le panel Respondi du 2 au 9 mars 2015.

==========

Les vacances d'été des Français
http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2015/opi20150315-CSA-pour-Direct-Matin-Les-Francais-et-les-vacances-dete.pdf
*CSA – Avril 2015 - **Direct Matin***

Les chiffres-clés : ce qu'il faut retenir

41% DES FRANÇAIS ONT L'INTENTION DE PARTIR EN VACANCES EN FRANCE CET ÉTÉ
- 26% ENVISAGENT DE PARTIR AU BORD DE LA MER
- 14% À LA CAMPAGNE
- 7% À LA MONTAGNE

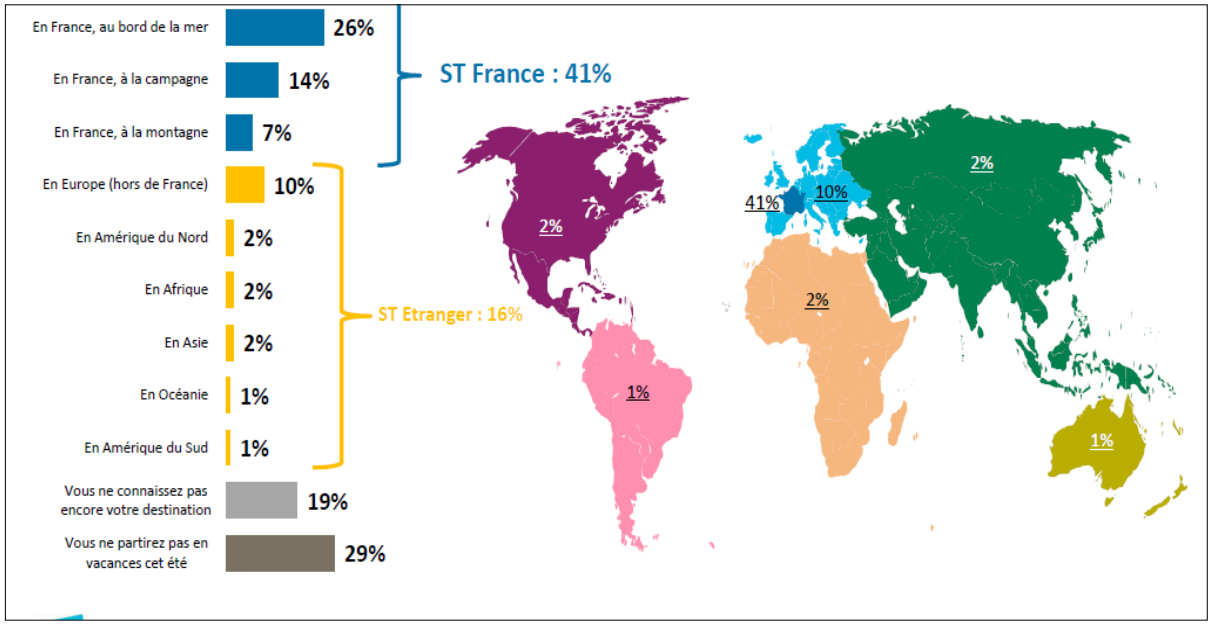
Suivi de 29% QUI DÉCLARENT NE PAS PARTIR EN VACANCES

Cependant, 19% NE CONNAISSENT PAS ENCORE LEUR DESTINATION DE DÉPART

Dans le détail, LE CHOIX DE LA DESTINATION VARIE SELON L'ÂGE ET LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE
- LES PLUS JEUNES SONT DAVANTAGE TENTÉS PAR DES VACANCES À L'ETRANGER
- ENVIRON UN TIERS DES CATÉGORIES POPULAIRES ET DES RETRAITÉS N'ENVISAGENT PAS DE PARTIR EN VACANCES CET ÉTÉ

Les plages françaises en tête des destinations privilégiées par les Français pour les vacances d'été

- Avez-vous l'intention de partir en vacances cet été, c'est-à-dire entre le 15 juin et le 15 septembre ?



Les destinations étrangères attirent plus les jeunes, les 35-49 ans optant davantage pour des vacances en France

en %	ENSEMBLE	Âge				
		18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +
France	**41%**	40(*)	37	**48**	41	38
En France, au bord de la mer	**26%**	**31**	23	**31**	24	21
En France, à la campagne	**14%**	8	14	**15**	**15**	14
En France, à la montagne	**7%**	**8**	**8**	7	6	6
Etranger	**16%**	20	**24**	18	12	11
En Europe (hors de France)	**10%**	**16**	13	12	7	9
En Amérique du Nord	**2%**	2	**3**	-	**3**	1
En Afrique	**2%**	3	3	3	-	1
En Asie	**2%**	2	**4**	1	1	-
En Océanie	**1%**	-	1	2	-	-
En Amérique du Sud	**1%**	-	1	1	1	-
Vous ne connaissez pas encore votre destination	**19%**	**21**	18	16	19	**21**
Vous ne partirez pas en vacances cet été	**29%**	29	29	24	31	**32**

Environ un tiers des catégories populaires et des retraités n'envisagent pas de partir en vacances cet été

en %	ENSEMBLE	Profession				
		Cadre, profession libérale	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Retraité
France	**41%**	**49(*)**	47	38	42	39
En France, au bord de la mer	**26%**	24	**30**	25	28	23
En France, à la campagne	**14%**	**23**	17	12	11	14
En France, à la montagne	**7%**	**8**	**8**	7	7	4
Etranger	**16%**	**27**	21	17	14	12
En Europe (hors de France)	**10%**	**14**	13	11	8	9
En Amérique du Nord	**2%**	**3**	2	2	1	2
En Afrique	**2%**	**3**	**3**	2	1	1
En Asie	**2%**	**3**	2	2	1	-
En Océanie	**1%**	1	**3**	-	1	-
En Amérique du Sud	**1%**	**3**	1	-	2	-
Vous ne connaissez pas encore votre destination	**19%**	15	**21**	19	16	18
Vous ne partirez pas en vacances cet été	**29%**	17	16	32	**34**	33

========== **Fiche technique** ==========

Interrogation : échantillon représentatif de 993 personnes âgées de 18 ans et plus. Echantillon : méthode des quotas basés sur des critères de sexe, d'âge et de profession du répondant après stratification par régions et catégories d'agglomérations. Mode de recueil : interrogation par Internet (système Cawi). Dates du terrain : du 10 au 12 mas 2015.

==========

Baromètre Ipsos/Europ Assistance : intentions et préoccupations des européens pour les vacances d'été
http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2015-06-03-barometre-ipsos-europ-assistance-intentions-et-preoccupations-europeens-pour-vacances-d-ete
Ipsos – Juin 2015 - Europ Assistance

A la veille des vacances d'été 2015, cette étude a pour objectif d'évaluer les intentions de départ des ressortissants des pays concernés, leurs motivations, ainsi que les destinations et les types de séjours privilégiés. Le Baromètre Ipsos / Europ Assistance « Intentions et préoccupations des Européens pour les vacances d'été » s'est également fixé pour but d'évaluer les risques perçus par les touristes, et d'apprécier leur sentiment de couverture par rapport à ces risques.

Pour la première fois depuis trois ans, les intentions de départ en vacances d'été des européens repartent à la hausse
En 2015, davantage d'Européens pourront partir en vacances d'été. Après plusieurs années de privation sous l'effet de la crise, la part des Européens qui pourront partir en vacances remonte sensiblement en 2015 : 60 % déclarent qu'ils partiront cet été, soit 6 points de plus qu'en 2014. Cette hausse concerne les Européens qui projettent de partir une seule fois pendant l'été, alors que le taux des vacanciers envisageant de partir plusieurs fois durant la période estivale reste stable. C'est le signe que ceux qui ne pouvaient pas du tout partir en vacances d'été les années précédentes seront moins nombreux cette année.

En 2015, les écarts entre les pays tendent à se réduire, les intentions de départ des Européens retrouvant une certaine homogénéité :
Les pays les plus affectés ces dernières années voient les intentions de départ repartir nettement à la hausse : c'est le cas en Espagne (+ 18 pts, 60 %), en Italie (+ 8 pts, 60 %), et en Belgique (+ 10 pts, 57 %). La France et l'Allemagne, qui avaient reculé dans de plus faibles proportions, retrouvent également des niveaux plus importants (respectivement +5 pts, 63 % et + 6 pts, 62 %). Le Royaume-Uni se maintient à 55 %, tandis que l'Autriche perd quelques points après un pic en 2014 (-6 pts, 62 %).

Intentions de départ par pays pour la période juin à septembre 2015 inclus

	Oui, plusieurs fois	Oui, une fois	Total "Oui"	Evolution du total par rapport à 2014
ENSEMBLE	**17%**	**43%**	**60%**	**+ 6 pts**
France	17%	46%	63%	+5
Allemagne	16%	46%	62%	+6
Autriche	16%	46%	62%	-6
Italie	12%	48%	60%	+8
Espagne	18%	42%	60%	+18
Belgique	17%	40%	57%	+10
Royaume-Uni	22%	33%	55%	+1

Un budget vacances qui s'annonce un peu moins serré pour la moyenne des Européens, avec des contrastes qui restent cependant importants entre pays du Nord et pays latins
Parallèlement à cette embellie sur les intentions de départ, les Européens retrouvent un peu plus d'aisance sur leur budget vacances : ils seront plus nombreux à pouvoir le préserver (26 %, + 5 pts), après plusieurs années de restriction.

Le budget moyen des Européens de la zone euro s'élèvera cette année à 2 390 euros, soit 180 euros de plus que l'année dernière. La légère tendance haussière concerne surtout les Européens des pays disposant déjà des budgets les plus élevés : l'Allemagne (2 457 euros, + 60 euros), et l'Autriche (2 610 euros, + 68 euros). Hors zone euro, c'est au Royaume-Uni que la hausse est la plus substantielle : 3 081 euros, + 149 euros. En revanche, dans les pays latins, la tendance est plutôt au maintien ou à une légère diminution du budget : la France (2 181 euros, - 46 euros), l'Espagne (1 719 euros, stable), l'Italie (1 708 euros, - 90 euros). Pour les Européens des pays latins qui renoueront avec les vacances cette année, celles-ci resteront contraintes par un budget toujours limité.

Budget moyen en Euros par pays pour les vacances d'été 2015

	Budget moyen 2015 en Euros	Evolution par rapport à 2014 – en Euros	Evolution par rapport à 2014 – en %	Budget moyen 2014 en Euros
ENSEMBLE	**2 390 €**	**+ 180 €**	**+8%**	**2 210 €**
Belgique	2 375 €	-202 €	-9%	2 577€
Autriche	2 610 €	+68 €	+3%	2 542€
Allemagne	2 457 €	+60 €	+2%	2 397 €
France	2 181 €	-46 €	-2%	2 227 €
Italie	1 708 €	-90 €	-5%	1 798 €
Espagne	1 719 €	-4 €	-	1 723 €

L'Europe du soleil et de la chaleur reste la principale destination estivale

Promesse de dépaysement et de détente, les vacances d'été sont très largement synonymes de bord de mer, tandis que la montagne séduit chaque année un peu plus. Les Européens rêvent inlassablement de vacances les pieds dans l'eau : 62 % de ceux qui partiront cet été envisagent un séjour balnéaire, un taux stable par rapport à 2014. Cette préférence marquée est à mettre en regard par rapport à l'envie de détente manifestée fortement par les vacanciers, deux fois plus nombreux à privilégier le repos (60 %), aux activités et à la découverte (34 %). Parallèlement à ces constantes du baromètre, la tendance observée l'année dernière d'une plus grande part de vacanciers séduits par un séjour à la montagne en été se confirme (14 % en 2013, 18 % en 2014, 20 % en 2015). Lentement, les Européens se tournent un peu plus chaque année vers les sommets. Les vacanciers français sont 25 % à déclarer vouloir partir à la montagne cette année, contre 24 % en 2014 et 15 % en 2013 (mêmes proportions chez les Allemands et les Autrichiens avec respectivement 25 % et 23 %). La plus forte hausse concerne les Espagnols : jusque-là très focalisés sur les vacances en bord de mer, ils sont cette année un peu plus de 20 % à manifester un intérêt pour la montagne, contre seulement 12 % en 2014.

Tourisme intracommunautaire et intérieur prévaudront encore cette année

Les Européens sont encore un peu plus nombreux cette année à envisager de voyager en Europe (79 %, + 3 pts par rapport à 2014), tandis qu'ils restent près de quatre sur dix à souhaiter passer leurs vacances d'été dans leur propre pays. L'attraction pour les pays du Sud de l'Europe ne se dément pas : la France, l'Italie et l'Espagne (respectivement 16 %, 17 % et 18 %) demeurent de loin les trois destinations les plus prisées, la péninsule ibérique enregistrant une hausse de 5 pts par rapport à l'an passé. En cumulé, les autres pays du Sud (Grèce, Croatie, Portugal…) obtiennent également un bon score, à 12 % de mention, stable par rapport à l'année dernière. Les autres pays attirent moins les vacanciers pendant l'été : 8 % iront en Allemagne, 6 % en Grande-Bretagne, et entre 1 % et 3 % dans le reste de l'Europe. Comme chaque année, les Allemands, les Britanniques, les Autrichiens et les Belges privilégient les vacances hors de leurs frontières (respectivement 59 %, 61 %, 67 % et 71 %), à l'inverse des Français, des Italiens et des Espagnols, qui ont pour habitude de séjourner dans leurs pays dans le cadre d'un tourisme régional (56 %, 62 %, 66 %).

Vacances pratiques et bons plans : des usagers en pleine évolution
Internet s'est imposé comme le moyen privilégié pour organiser ses vacances : de 28 % d'utilisateurs en 2005, les Européens sont passés à 60 % en 2015, preuve d'un changement en profondeur induit par le numérique dans les usages des vacanciers, en une seule décennie. En quelques années, le recours aux intermédiaires de type e-voyagistes s'est également consolidé, concurrençant de plus en plus les services en ligne des transporteurs et de l'hôtellerie : en 2008, 27 % des Européens effectuaient leurs réservations via les sites des différents prestataires contre 16 % auprès des e-voyagistes. En 2015, leur part respective a atteint un niveau quasi équivalent, 32 % vs 28 %. Concernant les transports, 15 % des Européens se déclarent cette année intéressés par le covoiturage (nouvel indicateur). Ce sont les jeunes qui manifestent le plus d'intérêt : jusqu'à près de 30 % des 18-24 ans, et un quart des 25-34 ans. Il est aussi particulièrement recherché par les demandeurs d'emplois (24 %) et les personnes disposant d'un budget inférieur à 1 000 euros pour leurs vacances (29 %). A noter que les personnes qui ont l'habitude d'improviser leurs vacances en décidant à la dernière minute de leur destination de voyage, sont également davantage séduites par la possibilité du covoiturage (20 %).

L'échange de logements entre particuliers pendant les vacances séduit également un Européen sur dix. Si les jeunes et les foyers à budget vacances limité se montrent là aussi plus intéressés que la moyenne (respectivement 23 % et 19 %), les familles aussi considèrent ce mode d'hébergement comme une solution économique intéressante (18 % des familles avec deux enfants et 26 % des familles de trois enfants et plus). On relève que les vacanciers qui envisagent de passer un séjour en ville regardent également avec un peu plus d'intérêt ce mode d'hébergement (19 %).

En 2015, des européens davantage préoccupés par le risque d'attentat et en particulier les Français
Au moment des vacances, le premier sujet de préoccupation concerne les risques pour sa santé personnelle et celle des proches (71 % et 68 %), précédant la perte des effets personnels (64 %). On observe cette année une augmentation sensible de la préoccupation à l'égard des risques d'attentat, de 5 pts, 51 %. L'augmentation concerne les personnes se disant « très » préoccupées (37 % vs 31 % en 2014). Depuis les attentats de janvier, les Français expriment beaucoup plus d'inquiétude à l'égard du risque d'attentat que l'année dernière : 38 % se disent très préoccupés, soit 10 pts de plus qu'en 2014. L'augmentation est également forte chez les Italiens (+ 18 pts à 44 %).

Assurance voyages des européens : un niveau de couverture toujours élevé et stable
Malgré quelques points de baisse, les vacanciers européens restent essentiellement couverts sur les risques concernant un problème de santé (60 %, -2 pts), une panne de véhicule (60 %, -4 pts), ou leur résidence de vacances (59 %, - 6 pts). Concernant les autres types de risques, en revanche, l'écart entre le niveau de préoccupation et le taux de couverture effective reste très important. Ainsi, les Européens se déclarent inquiets à l'égard de la perte de leurs effets personnels, à hauteur de 64 %, mais seuls 52 % souscrivent une assurance. Il en va de même pour le risque de catastrophe naturelle (42 % vs 25 %) et surtout pour le risque d'attentat, dont on a vu qu'il suscite cette année un regain d'inquiétude (51 %, + 5 pts) sans pour autant entraîner une augmentation du taux de couverture, limitée à 13 % des Européens. L'assurance auprès de sa compagnie habituelle reste la norme (60 %, stable par rapport à 2014). La part des Européens s'assurant auprès d'un site Internet spécialisé progresse légèrement (11 %, + 3 pts par rapport à 2014).

========== **Fiche technique** ==========

Cette enquête a été réalisée par téléphone entre le 9 février et le 23 mars 2015 au domicile des personnes interrogées et selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage, région et taille d'agglomération).

==========

Les Français et les vacances
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3089
Ifop – Juin 2015 - Dimanche Ouest France

Interrogés en début d'été et alors que la France semble sortir de la crise, presque trois-quarts des Français (71 %) prévoient de partir en vacances, un résultat relativement stable par rapport à la dernière enquête datant de 2012 (- 2 points). Cette apparente stabilité cache néanmoins des changements notamment le lieu de départ en vacances. En effet, les vacanciers semblent un peu se détourner des destinations de proximité au profit d'un départ à l'étranger : les Français sont ainsi désormais moins de la moitié à envisager de partir en vacances en France (47 %, - 5 points par rapport à 2012), alors que l'étranger parvient à attirer presque un quart des touristes de l'année (24 %, + 3 points par rapport à 2012). Dans le détail, on observe que les catégories de population les plus susceptibles de partir en vacances en France sont les professions intermédiaires (54 %) et les habitants de la région parisienne (55 %). Celles qui préfèrent partir à l'étranger sont les jeunes de 18-24 ans (42 %) et les cadres supérieures (39 %) qui disposent d'un revenu supérieur. A l'inverse, parmi les Français qui n'envisagent pas de partir en vacances cet été, les catégories les plus représentées sont les retraités qui peuvent davantage partir hors-saison (41 %), les habitants de communes rurales (39 %) et les ouvriers (38 % contre seulement 9 % des professions libérales et cadres supérieurs qui ne partiront pas).

En ce qui concerne la durée idéale des vacances, les durées plus longues reviennent en force. Les congés d'un mois ou plus progressent ainsi de 7 points par rapport à 2012, passant de 11 % à 18 % pour les congés d'un mois et de 6 % à 13 % pour les congés plus longs. Les vacances de trois semaines constituent la durée idéale pour les Français puisqu'elles recueillent l'assentiment de 37 % des personnes interrogées en hausse de 13 points par rapport à l'enquête précédente. Les congés courts (d'une ou deux semaines) culminent désormais respectivement à 6 % et 26 %, perdant chacun plus de 10 points par rapport à 2012. Cette augmentation de la durée des vacances idéales et cette hausse de la proportion de personnes partant cet été constituent deux indices d'une amélioration progressive de la situation économique des ménages. Au cours des cinq dernières années, plus d'un cinquième des Français (22 %) déclarent s'être rendus dans un pays arabe pour des vacances ou un court séjour, un chiffre stable par rapport à notre dernière enquête de 2011 (moins 1 point), en très légère baisse pour ceux s'y étant rendus plusieurs fois (- 2 points à 8 %). Cette destination est avant tout privilégiée par les catégories socioprofessionnelles supérieures (37 % contre 22 % en moyenne) qui sont même surreprésentées parmi ceux s'y étant rendu plusieurs fois (16 % contre 8 %). On observe également que le choix de cette destination est corrélé avec le niveau d'éducation des individus : les diplômés du supérieur sont 28 % à avoir voyagé dans cette zone lorsque ceux dont le diplôme est inférieur au baccalauréat ne sont que 13 %.

***La durée idéale des vacances* - Les vacances d'été qui vous conviennent sont celles qui durent ?**

	Rappel 8-9 Juillet 2010[1] (%)	Rappel 19-21 Juin 2012[2] (%)	**Ensemble 7-9 Juillet 2015** (%)	*Evolution*
• Une semaine	13	21	**6**	*-15*
• Deux semaines	27	38	**26**	*-12*
• Trois semaines	24	24	**37**	*+13*
• Un mois	16	11	**18**	*+7*
• Plus d'un mois	19	6	**13**	*+7*
- Ne se prononcent pas	1	-	**-**	*=*
TOTAL.....	100	100	**100**	-

Les intentions de départ en vacances pour l'été

- En pensant à l'été prochain, envisagez-vous… ?

	Rappel 9-10 Juin 2011[3] (%)	Rappel 19-21 Juin 2012[4] (%)	**Ensemble 7-9 Juillet 2015** (%)	***Evolution***
• De partir en vacances en France ...	43	52	**47**	***-5***
• De partir en vacances à l'étranger	19	21	**24**	***+3***
• De ne pas partir en vacances	38	27	**29**	***+2***
TOTAL.....	100	100	**100**	-

L'expérience d'un séjour dans les pays arabes au cours des cinq dernières années

- Au cours des cinq dernières années, vous êtes-vous rendu pour des vacances ou un court séjour dans un pays arabe, par exemple en Tunisie, au Maroc, en Egypte ou en Jordanie ?

	Rappel 9-10 Juin 2011[5] (%)	**Ensemble 7-9 Juillet 2015** (%)	***Evolution***
TOTAL Oui	**23**	**22**	***-1***
• Oui, plusieurs fois	10	8	*-2*
• Oui, une fois.....	13	14	*+1*
Non, jamais	**77**	**78**	***+1***
TOTAL.....	100	**100**	-

========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 990 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 7 au 9 juillet 2015.

==========

Les nouvelles attentes des vacanciers pour des vacances en club
http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/les-nouvelles-attentes-des-vacanciers-pour-des-vacances-en-club
Sofres – Juillet 2015 - Marmara

Les Hôtels-Clubs attirent chaque année plus de 1,2 millions de Français. Activités multiples, services sur place, prestations à la demande, animations... Tout est prévu pour des vacances réussies. Pour autant, de nouvelles attentes semblent émerger. TNS Sofres et Marmara, leader français des clubs de vacances, se sont intéressées non seulement aux clés de ce succès mais aussi aux attentes exprimées par les « vacanciers », et donc aux nouvelles tendances qui apparaissent.

Les vacances en clubs : une formule plébiscitée avec de nouvelles attentes
La raison principale, qui amène les adeptes de clubs de vacances à choisir cette formule, reste la maîtrise du budget (60 %) grâce au all-inclusive. Les clubs attirent leur clientèle également pour la prise en charge complète qu'ils proposent (58 %) et la facilité d'accès à tout sur place (42 %). La tendance du « Slow »**,** poussant à ralentir pour mieux vivre, gagne cependant aussi les vacanciers, faisant de l'ombre à la frénésie des animations et activités proposées (38 %) et autres excursions (29 %). En effet 35 % des « vacanciers » optent pour ces vacances et la possibilité qu'elles offrent « de ne rien faire / de prendre son temps », et 23 % afin de pouvoir « alterner des moments calmes et intenses ».

Détente et lâcher prise pour des vacances réussies
Pour les personnes qui choisissent les clubs, les critères essentiels pour passer de bonnes vacances pendant leur séjour au soleil sont « se détendre et prendre son temps » pour 95 % des personnes interrogées, « faire ce que je veux, quand je veux, sans contraintes » et « se retrouver / se ressourcer » *ex aequo* en seconde place (92 %), suivi par « n'avoir à s'occuper de rien, lâcher prise » (90 %). Certaines personnes recherchent quasi uniquement cette détente. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux, arrivant en deuxième position, selon notre typologie de vacanciers en club :

Les curieux : 23 %. A la recherche de surprise et d'originalité, ils sont attirés par les animations et activités proposées par la formule Club (46 % vs 38 % en moyenne) et la possibilité de faire de nouvelles rencontres (17 % vs 10 %). **Attentes :** vivre de nouvelles expériences et découvrir de nouvelles activités (95 % vs 68 %) ; être surpris par des animations originales (93 % vs 68 %) ; et passer des soirées festives (83 % vs 59 %).

Les détendus : 22 %. Ils veulent avant tout se reposer et ne s'occuper de rien. Ils valorisent moins les prestations proposées et recherchent davantage la prise en charge complète (68 % vs 58 % en moyenne), l'accès sur place (51 % vs 42 %) et la possibilité de ne rien faire (52 % vs 35 %). **Attentes :** choisir le repos plutôt qu'une multitude d'activités (89 % vs 68 %), se retrouver et se recentrer sur leur famille (73 % vs 55 %) plutôt que de faire des rencontres, avoir leur intimité (81 % vs 66 %) plutôt que la proximité avec les personnes.

Les hédonistes extravertis : 17 %. Ils veulent profiter pleinement. Ils recherchent davantage la possibilité de faire de nouvelles rencontres (15 % vs 10 % en moyenne) et se préoccupent moins de la facilité (30 % vs 42 %) et la prise en charge complète (43 % vs 58 %). **Attentes :** vivre de nouvelles expériences et nouvelles activités (85 % vs 68 %), faire des activités originales (85 % vs 66 %) et des nouvelles connaissances (78 % vs 49 %).

Les explorateurs : 13 %. Ils partent à la découverte du pays et de la culture. La maîtrise du budget est importante pour eux (71 % vs 60 % en moyenne). Ils apprécient aussi les excursions proposées (49 % vs 29 %). **Attentes** : voir des endroits et des paysages inoubliables (99 % vs 89 %) et s'imprégner de la culture locale avec des excursions (98 % vs 82 %), découvrir un pays et la culture locale à travers des animations (92 % vs 81 %).

Les tribus exclusives : 13 %. La famille est au centre de leurs vacances. Les animations et activités proposées sont attendues (48 % vs 38 % en moyenne) et souhaitent surtout se retrouver en famille (27 % vs 14 %) et aussi profiter de la prise en charge des enfants (23 % vs 12 %). **Attentes :** partager des moments en famille (98 % vs 83 %), alterner des moments calmes et des moments intenses (99 % vs 83 %), avoir accès à des espaces et des ambiances différentes (92 % vs 73 %).

Les amoureux : 12 %. Leur unique souhait est de se retrouver et profiter de moments privilégiés en couple (100 % vs 79 %). Ils n'expriment pas d'attentes ou de critères spécifiques.

========== **Fiche technique** ==========

Etude réalisée online du 7 au 15 avril 2015, pour Marmara, auprès de 1 005 individus âgés de 18 à 70 ans, déjà partis en vacances en clubs au cours des trois dernières années (2/3) ou envisageant d'y aller au cours des douze prochains mois (1/3). Représentativité assurée par la méthode des quotas : sexe, âge, PCS du chef de famille, présence d'enfants de moins de 15 ans, et type de voyageurs (quotas fixés selon l'étude du suivi de la demande touristique 2013).

==========

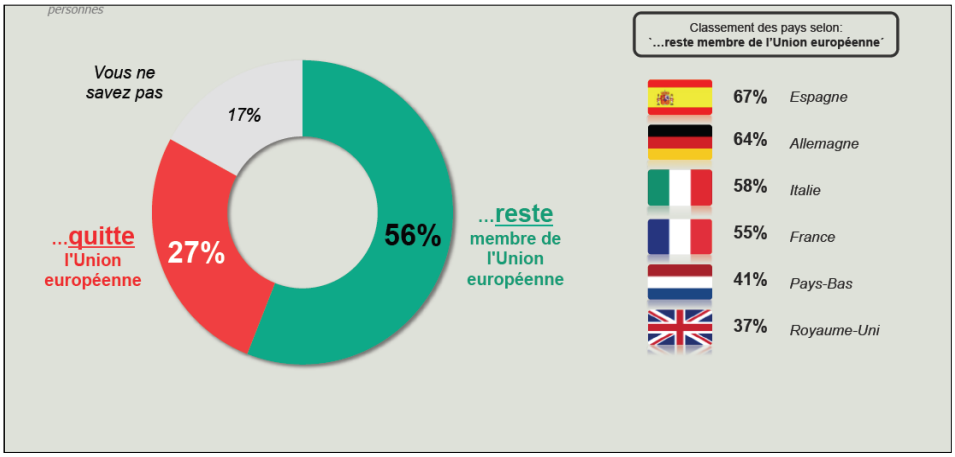
Les Européens et le maintien dans l'Union Européenne

http://www.opinion-way.com/pdf/sondage_opinionway_pour_le_figaro_-_les_europeens_et_le_maintien_dans_l_union_europeenne_decembre_2014.pdf

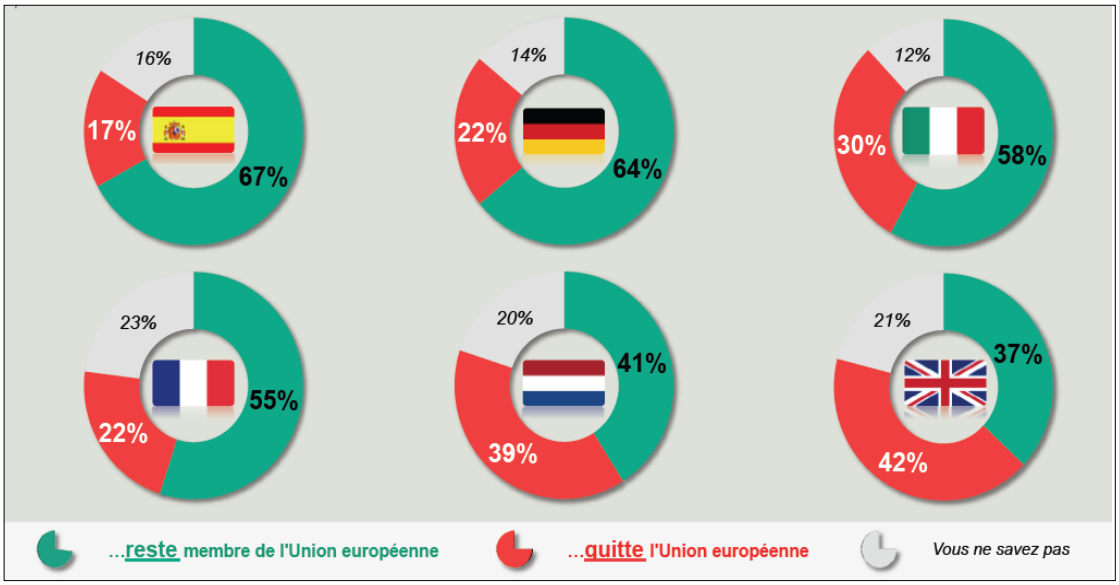
Opinion Way – Décembre 2014 - Le Figaro

Le soutien au maintien dans l'Union Européenne - *Ensemble des six pays*

- Si un référendum était organisé sur l'appartenance de votre pays à l'Union Européenne, que voteriez-vous ? Vous voteriez pour que votre pays…



Résultats détaillé par pays



Résultats selon les caractéristiques des individus dans les six pays

		Proximité politique				Classe sociale (Esomar)*			
	% TOTAL	Gauche	Centre	Droite	Sans préférence	Cadres, chefs d'entreprise, professions libérales (A,B)	Employés et ouvriers qualifiés avec éducation supérieure (C1)	Employés et ouvriers qualifiés sans éducation supérieure (C2)	Ouvriers non qualifiés, autres employés, agriculteurs, commerçants sans éducation supérieure (D,E)
...reste membre de l'Union européenne	**56%**	67%	63%	52%	46%	69%	56%	59%	48%
...quitte l'Union européenne	**27%**	20%	22%	38%	28%	23%	27%	28%	32%
Vous ne savez pas	**17%**	13%	15%	10%	26%	8%	17%	13%	20%

* La classe sociale ESOMAR permet de mesurer au niveau européen l'appartenance à des classes socio-économiques. Elle est calculée à l'aide de plusieurs variables: profession du chef de famille, niveau d'éducation et de formation et statut économique du foyer

Résultats selon les caractéristiques des individus en France

		Sexe		Âge					CSP		
	% TOTAL	Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP+	CSP-	Inactifs
...reste membre de l'Union européenne	**55%**	58%	51%	59%	53%	46%	48%	72%	62%	45%	60%
...quitte l'Union européenne	**22%**	23%	22%	11%	20%	32%	29%	10%	21%	28%	17%
Vous ne savez pas	**23%**	19%	27%	30%	27%	22%	23%	18%	17%	27%	23%

		Proximité politique							
	% TOTAL	P.C / Parti de gauche	PS	Europe Ecologie/ Les Verts	MoDem	UDI	UMP	FN	Sans préf.
...reste membre de l'Union européenne	**55%**	66%	77%	64%	67%	86%	72%	18%	40%
...quitte l'Union européenne	**22%**	18%	8%	19%	21%	8%	14%	60%	19%
Vous ne savez pas	**23%**	16%	15%	17%	12%	6%	14%	22%	41%

========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 3 539 personnes constitué de six sous-échantillons de : 1 028 personnes âgées de 18 ans et plus, réprésentatif de la population française. 503 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population britannique, 500 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population allemande. 501 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population espagnole. 503 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population italienne. 504 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatif de la population néerlandaise. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de classe sociale Esomar (de catégorie socioprofessionnelle en France), après stratification par région. L'échantillon global a été pondéré pour être représentatif de l'ensemble des six pays en fonction de leur nombre d'habitants. Pour cette taille d'échantillon, la marge d'incertitude est de 1 à 2 points. Pour chaque sous-échantillon, la marge d'incertitude est de 2 à 4 points (de 1 à 3 points pour la France).

==========

Les Français et l'Europe dix ans après le TCE
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3039
Ifop – Mai 2015 - Le Figaro

La majorité des Français (62 %) considère aujourd'hui que l'appartenance de la France à l'Union Européenne est une « bonne chose », un score qui revient à la tendance observée depuis 2010 après une chute à 48 % en 2014. Ils sont aussi majoritairement en faveur de certaines avancées de la construction européenne comme la création d'une armée commune (71 % y sont favorables), l'élection d'un Président de l'Europe au suffrage universel direct (60 %), ou encore la création d'un poste de Ministre de l'Economie et des Finances européen (59 %).

Malgré cela, le regard des Français sur l'Union Européenne se révèle également critique. Premièrement sur les accords de Schengen, 60 % des Français souhaitent leur remise en cause concernant la restriction des conditions de circulation et d'installation des citoyens européens sur le territoire français. Ils sont également critiques à l'égard de l'intégration européenne face à la crise de la dette et souhaitent une plus grande indépendance des politiques économiques et budgétaires nationales (62 %). Une crise bien installée et dans laquelle l'Euro est considéré comme un handicap par presque la moitié des Français (47 %, stable par rapport à 2013), seuls 28 % la considérant comme un atout et 25 % n'ayant pas d'avis ferme sur la question. Mais malgré cette défiance à l'égard de l'Euro, le souhait de retour à la monnaie nationale demeure minoritaire (29 %, contre 38 % en janvier 2014).

Dix ans après le référendum sur le TCE, « si c'était à refaire », les personnes en âge de se prononcer en 2005 rejetteraient aujourd'hui davantage encore ce traité : en pourcentage des suffrages exprimés, le non atteindrait 62 %, contre 55 % en 2005.

Le regard sur les conditions d'appartenance à l'Union Européenne
Le jugement à l'égard de l'appartenance de son pays à l'Union Européenne

- Diriez-vous qu'aujourd'hui pour la France que c'est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose d'appartenir à l'Union Européenne ?

	Rappel 3-9 Déc. 2010[1] (%)	Rappel 21-23 Juin 2011[2] (%)	Rappel 18-21 Juin 2012[3] (%)	Rappel 7-9 Janv. 2014[4] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015 (%)**
• Plutôt une bonne chose	64	61	62	48	**62**
• Plutôt une mauvaise chose	36	39	38	52	**38**
TOTAL	100	100	100	100	**100**

L'adhésion à certaines avancées de la construction européenne

- Personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à… ? **Récapitulatif Total « Favorable »**

	Rappel 14-15 Mai 1999[5] (%)	Rappel 2-3 Mai 2003[6] (%)	Rappel 23-26 Sept. 2011[7] (%)	Rappel 13-15 Nov. 2013[8] (%)	Rappel 7-9 Janv. 2014[9] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015** (%)
• La création d'une armée européenne....	72	NP	65	65	64	**71**
• L'élection d'un président de l'Europe au suffrage universel direct.....	51	72	NP	61	54	**60**
• La création d'un poste de ministre de l'Economie et des Finances européen ...	NP	NP	69	66	63	**59**

NB : NP = item non posé

L'adhésion à certaines avancées de la construction européenne

- Personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à… ?

	TOTAL Favorable (%)	Tout à fait favorable (%)	Plutôt favorable (%)	TOTAL Pas favorable (%)	Plutôt pas favorable (%)	Pas du tout favorable (%)	TOTAL (%)
• La création d'une armée européenne	**71**	27	44	**29**	19	10	**100**
• L'élection d'un président de l'Europe au suffrage universel direct	**60**	20	40	**40**	25	15	**100**
• La création d'un poste de ministre de l'Economie et des Finances européen.....	**59**	15	44	**41**	24	17	**100**

L'adhésion à la remise en cause des accords de Schengen

Dans le cadre des accords de Schengen, les citoyens des différents pays-membres de l'Union Européenne peuvent rentrer et circuler librement sur notre territoire. Ils ont également le droit de s'y installer s'ils ont un emploi, s'ils sont étudiants ou s'ils disposent de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins. De la même façon, les citoyens français peuvent circuler librement et s'installer dans les mêmes conditions dans tous les pays de l'Union Européenne.

- Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à ce que la France remette en cause les accords de Schengen et restreigne les conditions de circulation et d'installation des citoyens européens sur son territoire ?

	Rappel 12-14 Fév. 2014[10] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015** (%)
TOTAL Favorable	**59**	**60**
• Tout à fait favorable	27	28
• Plutôt favorable.....	32	32
TOTAL Opposé	**41**	**40**
• Plutôt opposé	25	29
• Tout à fait opposé	16	11
TOTAL	**100**	**100**

L'évolution souhaitée après la crise de la dette de la zone Euro

Le souhait d'intégration européenne face à la crise de la dette

- Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même que souhaitez-vous… ?

	Rappel 23-26 Sept. 2011[11] (%)	Rappel 8-10 Nov. 2011[12] (%)	Rappel 1-2 Déc. 2011[13] (%)	Rappel 18-21 Juin 2012[14] (%)	Rappel 11-13 Sept. 2012[15] (%)	Rappel 13-15 Nov. 2013[16] (%)	**Ens. 22-27 Mai 2015 (%)**
• Moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat	48	57	49	51	60	58	**62**
• Une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique	51	43	48	49	40	42	**38**
- Ne se prononcent pas	1	-	3	-	-	-	**2**
TOTAL	100	100	100	100	100	100	**100**

L'Euro, atout ou handicap dans la crise

- Au cours de ces cinq dernières années de crise économique et financière, diriez-vous que l'Euro a été plutôt… ?

	Rappel 20-30 Août 2010[17] (%)	Rappel 23-26 Sept. 2011[18] (%)	Rappel Septembre 2012[19] (%)	Rappel Novembre 2013[20] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015 (%)**
• Un atout	28	26	23	20	**28**
• Un handicap	34	40	45	47	**47**
• Ni l'un, ni l'autre.....	38	34	32	33	**25**
TOTAL	100	100	100	100	**100**

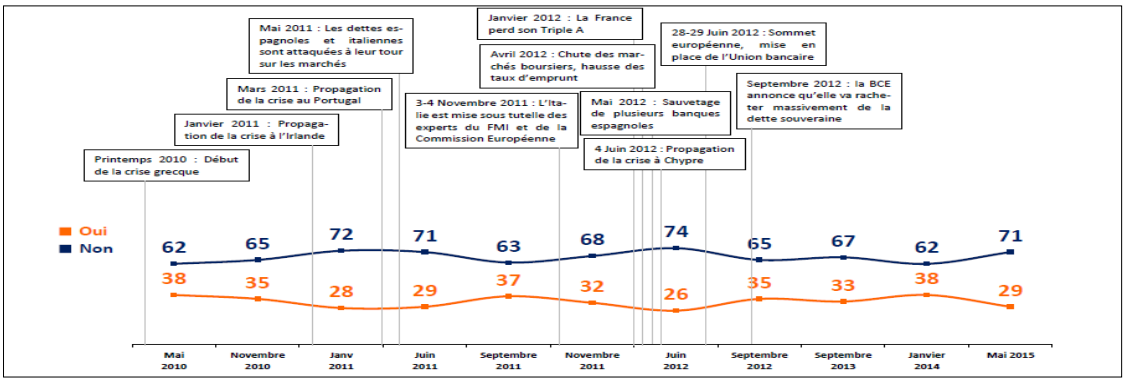
Le souhait d'un retour à la monnaie nationale

- Souhaitez-vous que la France abandonne l'Euro et revienne au Franc ?

	Rappel 3-4 Mai 2010[21] (%)	Rappel 10-12 Nov. 2010[22] (%)	Rappel 5-6 Janv. 2011[23] (%)	Rappel 21-23 Juin 2011[24] (%)	Rappel 23-26 Sept. 2011[25] (%)	Rappel 3-4 Nov. 2011[26] (%)	Rappel 18-21 Juin 2012[27] (%)	Rappel 14-18 Sept. 2012[28] (%)	Rappel 1-4 Sept. 2013[29] (%)	Rappel 7-9 Janv. 2014[30] (%)	**Ens. 22-27 Mai 2015 (%)**
• Oui.....	38	35	28	29	37	32	26	35	33	38	**29**
• Non.....	62	65	72	71	63	68	74	65	67	62	**71**
TOTAL.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	**100**

Le souhait d'un retour à la monnaie nationale

○ Souhaitez-vous que la France abandonne l'Euro et revienne au Franc ?



L'adhésion à l'exclusion de la Grèce de la zone Euro, si elle arrêtait de rembourser sa dette

○ Personnellement dans le cas où la Grèce arrêterait de rembourser sa dette vis-à-vis de ses partenaires européens, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ?

	Rappel 3-5 Fév. 2015[31] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015** (%)
TOTAL Favorable	**58**	**64**
• Tout à fait favorable	26	27
• Plutôt favorable	32	37
TOTAL Opposé	**42**	**36**
• Plutôt opposé	30	26
• Tout à fait opposé	12	10
TOTAL	**100**	**100**

Comparaison entre le souhait de sortie de la Grèce de la zone Euro en cas de non-réduction de sa dette ou en cas d'arrêt du remboursement de sa dette

- Personnellement, si la Grèce ne parvenait pas à réduire sa dette et son déficit, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ? (2011, 2012)
- Personnellement, si la Grèce arrêtait de rembourser sa dette vis-à-vis de ses partenaires européens, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à l'exclusion de la Grèce de la zone euro ? (2015)

	Souhait de sortie de la Grèce de la zone Euro **en cas de non-réduction de sa dette**		Souhait de sortie de la Grèce de la zone Euro **en cas d'arrêt du remboursement de sa dette**	
	Comparatif 2-4 Nov. 2011[32] (%)	Comparatif 18-21 Juin 2012[33] (%)	Rappel 3-5 Fév. 2015[34] (%)	**Ensemble 22-27 Mai 2015** (%)
TOTAL Favorable	**73**	**65**	**58**	**64**
• Tout à fait favorable	31	22	26	27
• Plutôt favorable	42	43	32	37
TOTAL Opposé	**27**	**35**	**42**	**36**
• Plutôt opposé	23	29	30	26
• Tout à fait opposé	4	6	12	10
TOTAL	**100**	**100**	**100**	**100**

Retour sur le référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe

L'intention de vote si le référendum sur le TCE avait lieu aujourd'hui

- Le 29 mai 2005 a eu lieu en France le référendum sur la ratification de la constitution européenne.
  10 ans après, si c'était à refaire, voteriez-vous « oui » ou « non » à ce référendum ?

Base : question posée aux personnes nées en 1987 ou avant, soit **88%** de l'échantillon	Ensemble 22-27 Mai 2015 (%)
• Oui	29
• Non	47
• Vous ne savez pas	24
TOTAL	100

Base : en pourcentage des réponses exprimées	Ensemble 22-27 Mai 2015 (%)	*Résultats réels Référendum sur le TCE (%)*
• Oui	38	*45*
• Non	62	*55*
TOTAL	100	*100*

========== **Fiche technique** ==========

Echantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 22 au 27 mai 2015.

==========

Observatoire de l'attitude des Européens face aux risques : une Europe toujours marquée par la crise, mais qui montre quelques signes d'accalmie
http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2015-09-16-observatoire-l-attitude-europeens-face-aux-risques-europe-toujours-marquee-par-crise-mais-qui-montre
Ipsos – Septembre 2015 - Crédit Agricole Assurances

Depuis 2012, Crédit Agricole Assurances a souhaité interroger avec Ipsos les Européens sur leur rapport au risque, afin de comprendre notamment comment la crise économique qui touche l'Europe depuis 2008 a transformé leurs perceptions et leurs anticipations de l'avenir. C'est dans ce cadre qu'Ipsos / Sopra Steria ont interrogé, du 12 au 22 mai 2015, 7 000 Européens dans sept pays emblématiques de l'Union Européenne : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Pologne et la Suède. Cette nouvelle vague d'enquête met en évidence un impact toujours très important du contexte économique sur le rapport au risque des Européens, même si certaines craintes tendent aujourd'hui à s'atténuer. Les Européens restent dans leur ensemble marqués par une forte aversion pour le risque, même si des spécificités nationales, culturelles et sociales subsistent.

Un sentiment de déclassement un peu moins prégnant
Si une majorité relative d'Européens a toujours le sentiment d'être en régression sociale par rapport à leurs parents à leur âge (40 %) ce sentiment est en net recul par rapport à 2013 (-10 points).

Cette évolution masque des tendances très contrastées selon les pays observés
Le reflux de ce sentiment est particulièrement marqué en Pologne (35 % ; -23) et en France (49 % ; -11), même si cette opinion reste très largement partagée. En revanche, ce sentiment de déclassement progresse fortement en Italie (60 % ; + 10), mais aussi en Allemagne (24 % ; +17), même si cette opinion y reste très minoritaire.

Au-delà de ces évolutions, on note que c'est en Italie (60 %) et en Espagne (51 %) que ce sentiment de régression est ressenti de la manière la plus violente. Respectivement 29 % des Italiens et 19 % des Espagnols s'estiment même « en forte régression sociale ». La France n'est pas très loin de ces niveaux, avec 49 % qui ont le sentiment de connaître une régression dont 18 % une forte régression.

Le spectre du chômage, toujours présent mais un peu moins menaçant
Interrogés sur les risques qui les inquiètent le plus, les Européens ne mentionnent plus le chômage dans le trio de tête. Ils le citent en 4ème position (29 %), très loin derrière les risques de santé -dont la perte d'autonomie- (66 %), les risques financiers (37 %) ou encore les risques de la route (31 %). On observe ainsi le retour d'une hiérarchie des risques un peu moins marquée par la crise économique. D'ailleurs, si une part significative d'Européens considèrent toujours qu'ils ont plus de risques qu'il y a cinq ans de connaître des difficultés financières (59 %), de basculer dans la précarité (53 %) ou de perdre leur emploi (44 %), ces sentiments sont plutôt en recul (de -3 à -7 points par rapport à 2013 selon les items).

Ces évolutions sont néanmoins à nuancer en fonction des pays considérés
En Espagne, en Italie et en Pologne, le risque de chômage est toujours l'un des trois risques les plus craints. En Europe du Sud, perdre son emploi est même le 2ème risque le plus anxiogène, devant le risque de perdre son patrimoine financier. Il s'agit d'un événement d'autant plus inquiétant que sa survenue est jugée plausible : 65 % des Polonais considèrent qu'ils ont plus de risques de perdre leur emploi qu'il y a cinq ans (dont 40 % « beaucoup plus »), 59 % des Italiens (dont 37 % « beaucoup plus ») et 48 % des Espagnols (dont 28 % « beaucoup plus »).

En France et en Allemagne, la perspective du chômage (citée par respectivement 25 % des Français et 22 % des Allemands) inquiète moins que la possibilité d'une agression ou d'un vol (citée par respectivement 34 % et 30 %. Ce risque figure dans le trio de tête des risques les plus anxiogènes des deux côtés du Rhin. En Grande-Bretagne, le chômage (24 % de citations) est même devancé par les risques informatiques, comme le piratage de ses coordonnées bancaires ou une atteinte à sa réputation sur Internet (30 %).

Le sentiment d'une vulnérabilité importante, mais qui tend lui aussi à s'atténuer
Si les Européens restent majoritairement convaincus qu'ils ont plus de risques de connaître des difficultés financières (59 %) ou de basculer dans la précarité (53 %) qu'il y a cinq ans, ces sentiments reculent néanmoins (de respectivement - 3 points et -6 points par rapport à 2013). La crainte de connaître une situation précaire reflue notamment là où elle est la plus forte : en Pologne (72 % craignent un tel basculement ; -9 points par rapport à 2013), en Espagne (57 % ; -15 points) ou en France (53 % ; - 8). En Italie, cette inquiétude reste stable par rapport à 2013 (69 %) mais en deçà de la mesure effectuée en 2012 (76 %).

Le sentiment de protection face à ces risques évolue en revanche assez peu
41 % des Européens s'estiment toujours moins bien protégés qu'il y a cinq ans (+1 point par rapport à 2013). Les Italiens restent à ce titre les plus critiques (67 % constatent une dégradation ; - 2 points néanmoins par rapport à 2013 ; - 6 points par rapport à 2012), devant les Français qui s'estiment aujourd'hui majoritairement moins bien protégés (52 % ; + 11 points par rapport à 2013 ; + 15 points par rapport à 2012).

Une aversion toujours aussi forte pour le risque
Aux yeux d'une majorité d'Européens, le risque est toujours considéré comme un danger à éviter (60 % ; + 1 point par rapport à 2013). Seuls 40 % d'entre eux l'appréhendent plutôt comme un stimulant. L'aversion pour le risque reste particulièrement forte et se renforce même en Espagne (75 % ; + 2 points par rapport à 2013 ; + 9 points par rapport à 2012), en France (70 % ; + 3 points et + 8 points par rapport à 2012), en Allemagne (66 % ; + 4 points et + 9 points) et en Italie (63 % ; +4 points et + 5 points par rapport à 2012). Elle reste relativement stable en Grande-Bretagne (58 % ; - 1 point par rapport à 2013 ; + 6 points par rapport à 2012), Cette attitude de rejet du risque est en revanche minoritaire en Suède (42 % ; stable par rapport à 2013) et désormais en Pologne (48 % ; - 3 points).

Au-delà des nationalités, des différences d'appréhension du risque importantes existent en fonction du profil sociodémographique des individus, et des rôles sociaux qu'ils ont intégrés : les femmes considèrent ainsi davantage le risque comme un danger (63 % contre 58 % des hommes), tout comme les séniors (66 % des 55 ans et plus contre 53 % des moins de 35 ans).

Si le niveau de revenus influe peu sur la perception du risque, le niveau d'éducation a en revanche un impact très important sur la conception que l'on a de la prise de risques (72 % des Européens ayant un niveau d'éducation faible considèrent le risque comme un danger, contre 58 % d'Européens possédant un niveau moyen ou fort).

Les Européens ont encore moins le sentiment qu'en 2013, que la prise de risques est valorisée dans l'Union Européenne (46 % ; - 4 points) et dans leurs pays respectifs (39 % ; - 2 points). C'est en France que le désir de prendre un risque est le moins valorisé (27 % ; -2 points par rapport à 2013 ; - 5 points par rapport à 2012). Seuls les Espagnols (48 %) et les Italiens (36 %) pensent que le risque est davantage valorisé qu'en 2013. Dans tous les autres pays, ce sentiment est en recul, ou plus stable (en Pologne et en Suède). Mais quel que soit leur pays de résidence, les Européens ont toujours le sentiment que le risque est bien moins valorisé qu'aux Etats-Unis : 75 % (- 2 points néanmoins) estiment en effet que la prise de risques est valorisée de l'autre côté de l'Atlantique.

La relation au risque des Européens reste très ambivalente, entre aversion et attirance. Ils sont d'ailleurs divisés quant à l'attitude à adopter pour connaître la réussite : si 52 % d'entre eux considèrent que pour réussir, il faut plutôt faire attention à ne pas prendre trop de risques, 48 % pensent qu'il vaut mieux prendre beaucoup de risques. Ces chiffres restent très stables dans presque tous les pays.

En France, la prudence est mise en avant : 55 % des Français considèrent qu'il vaut mieux ne pas prendre trop de risques pour réussir (+ 2 points par rapport à 2013 ; + 4 points par rapport à 2011). Les Français sont d'ailleurs moins nombreux qu'en 2013 à déclarer qu'ils prennent des risques à titre individuel (51 % ; - 8 points). La France devient cette année le pays où les individus déclarent prendre le moins de risques. L'Allemagne reste le pays où l'on déclare en prendre le plus, mais en étant bien plus prudents que les années précédentes (66 % ; - 6 points par rapport à 2013 ; moins 11 points par rapport à 2012).

Pour prendre des risques, mieux vaut être bien armé : les Européens qui disent prendre le plus de risques à titre individuel sont en effet plus diplômés que la moyenne et plus riches. Il faut aussi avoir le sentiment que la prise de risques est socialement encouragée compte tenu de son profil : les hommes, les jeunes, mais aussi les individus qui ont le sentiment que la prise de risques est valorisée dans leur pays sont plus nombreux à dire prendre des risques à titre individuel.

Pour être prêt à prendre des risques, savoir que l'on est bien protégé est également impératif
A l'heure où les Européens constatent de plus en plus que leurs systèmes nationaux respectifs de protection sociale fonctionnent mal (1), les Européens sont face à un choix : éviter le risque à tout prix, avec pour conséquence possible de se priver de toute chance de réussir, ou mettre en place de nouvelles stratégies pour contourner les systèmes défaillants. L'essor de la consommation collaborative fait partie de ce mouvement.

========== **Fiche technique** ==========

Ipsos / Sopra Steria ont interrogé, du 12 au 22 mai 2015, 7 000 Européens dans sept pays emblématiques de l'Union Européenne : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Pologne et la Suède.

==========

Parution dans la collection des Dossiers d'études – Juin 2016